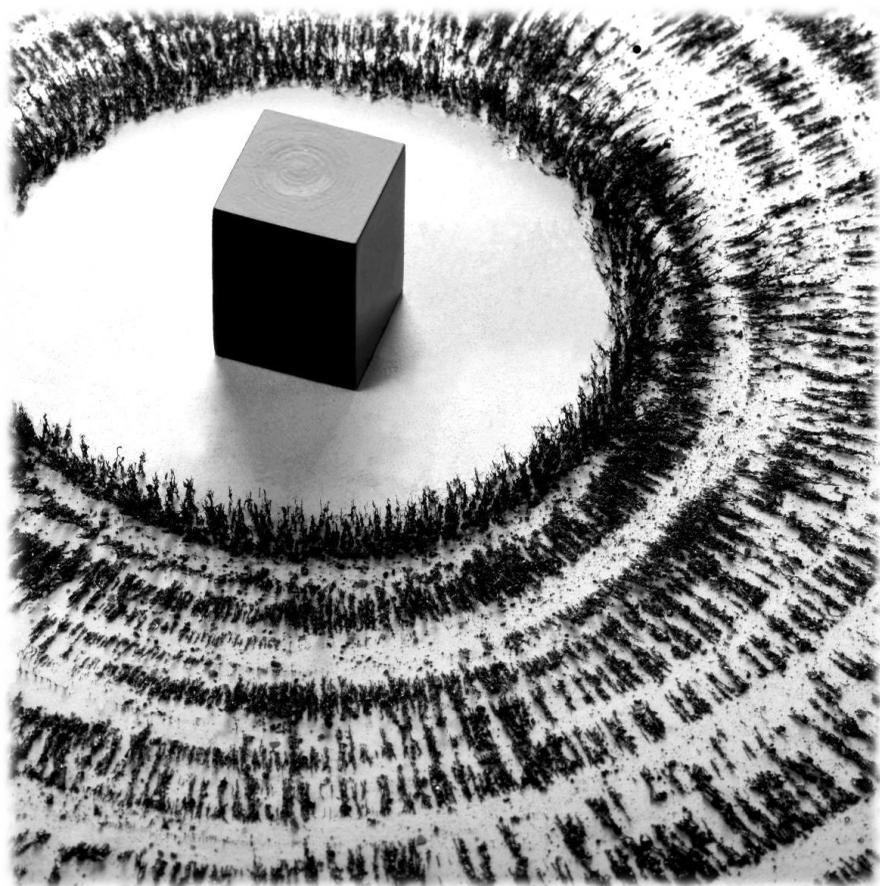


Islamismes

islamogauchisme, islamophobie

Seconde partie

Islam, extrême-droite, totalitarisme
De la guerre à la domination



BROCHURE N° 21

L'islam à l'offensive : de la prédication à la guerre

- Introduction générale : *L'Occident au pied du mur*
- De l'islam à l'islamisme (*Tract*)
- En banlieue, l'islamisme élémentaire (*Entretien*)
- Islamisme : concevoir l'impensable (*Exposé*)
- Islamophobie : la contre-enquête (*Recension*)

BROCHURE N° 21 BIS

Islam, extrême droite et totalitarisme : de la guerre à la domination

- **Avant-propos** p. 3
- **Ce que nous appelons extrême droite (*Tract*)** p. 6
- **Brève histoire de l'islamisme (*Exposé*)** p. 10
 - Alors l'islamisme, c'est quoi ? p. 11
 - Un fait intrinsèque au monde musulman p. 13
 - Les méthodes de l'offensive islamiste p. 18
- **Les racines de l'islamo-gauchisme (*Exposé*)** p. 21
 - Les lieux communs de la tolérance à l'islamisme p. 23
 - Au fondement idéologique de l'islamo-gauchisme p. 26
 - À la racine de l'islamo-gauchisme p. 29
- **L'État islamique (*Recension*)** p. 40
 - Dynamique par le chaos p. 42
 - Considérations au-delà du livre p. 45
- **Islamisme, totalitarisme, impérialisme (*Analyse*)** p. 47
 - L'islamisme comme totalitarisme p. 48
 - Le totalitarisme comme impérialisme p. 53
 - Impérialisme, théocratie, millénarisme p. 60

Couverture : Ahmed Mater « Magnetism I » 2012, photogravure

Avant-propos

*À Laurent L., rattrapé par l'anéantissement,
qui nous répétait qu'« il n'y a pas de destin barbare ».*

Qu'est-ce que l'islamisme ? Comment le qualifier ? Comment le comprendre ? Que nous dit-il du monde qui vient ? Qu'est-il en train de se passer, sur la planète comme au coin de la rue ? La réponse à ces questions, la manière d'y répondre – et, plus subtilement, de *ne pas* y répondre – va déterminer, détermine déjà, la suite des événements, les rapports de force, c'est-à-dire la marche d'une Histoire dont rien ne garantit, il faut malheureusement le rappeler, le *happy end*.

Les textes qui suivent tentent de dégager quelques éléments qui permettraient de caractériser ce sinistre néo-islam qui nous est maintenant familier, et dont notre brochure précédente décrivait quelques aspects de l'offensive. Ils ne sont que des jalons d'une recherche collective continuée.

Une extrême droite musulmane

Le tract « *Ce que nous appelons extrême droite* » est une tentative succincte de lister un certain nombre de critères permettant de donner un contenu substantiel à un terme qui n'est plus qu'un anathème dénué de sens politique : rejet de la démocratie, oppression des femmes, obsession des boucs émissaires, nostalgie d'un passé mythifié et volonté d'expansion territoriale. Ces traits forment système et nous semblent délimiter précisément les contours de courants largement disparus en Occident depuis 1945, mais qui permettent aisément aujourd'hui de fonder l'expression d'*extrême droite musulmane*, dont la reprise et l'utilisation se justifient jour après jour¹.

On retrouve ainsi dans l'histoire de l'islam depuis sa fondation trois ou quatre moments distincts où cette mouvance *endogène* se reforme et imprègne durablement l'empire arabo-musulman. C'est l'objet du deuxième texte, « *Brève histoire*

¹ Cf. par ex. « *Après Cologne : "Nous voyons en Europe les signes précurseurs de la montée de l'extrême droite intégriste"* » par la sociologue algérienne Marieme Helie Lucas, *Télérama.fr*, 08.02.16.

de l'islamisme », qui montre, à chaque fois, une étonnante crispation idéologique de la civilisation islamique dès que le dogme prophétique se fissure de l'intérieur par des réformateurs questionnant la cloture de la révélation, ou se trouve menacé par l'émergence d'une puissance extérieure tendant à remettre en cause l'unité, la puissance et la domination impériales.

L'énigme islamo-gauchiste

Certes, l'existence d'une extrême-droite religieuse ne semble pas la caractéristique propre de l'islam : on observe facilement d'autres manifestations de ce *conservatisme fanatique et conquérant* sous d'autres cieux, y compris européens, où elles ont été efficacement combattues et réduites. Mais, fort curieusement, ces mêmes forces émancipatrices semblent éprouver depuis des décennies une gêne ostensible à qualifier ainsi l'islamisme, à le reconnaître comme tel et à travailler à son éradication. C'est de cette incohérence frappante que part le texte « *Les racines de l'islamo-gauchisme* ». Pour comprendre le sens des absurdités répétitives proférées par une grande partie de la gauche islamophile, voire *islamistophile*¹, pour dédouaner les musulmans de leurs responsabilités, il faut remonter au soutien inconditionnel au régime stalinien tel que l'avait disséqué à l'époque Cl. Lefort : les similitudes argumentatives dévoilent un glissement rhétorique progressif dès l'après-guerre qui opère une série de permutations de rôle selon des schémas inamovibles et subliminaux, où l'Occident a remplacé le Capitalisme comme incarnation du Mal Absolu, et l'« Immigré », « le Musulman » – maintenant fusionnés dans la figure du « Migrant » – s'est substitué au Prolétariat comme victime salvatrice de la civilisation humaine. Mais le parallèle s'achève sur un paradoxe qui reste en suspens : une bonne partie de la gauche et de ses extrémités soutiennent aujourd'hui une extrême-droite caricaturale, semblant reprendre le tropisme qui avait mené au pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, scellant les convergences de vues des nazis et de leurs inspireurs bolcheviques pour en finir avec les régimes libéraux.

La résonance totalitaire

Le paradoxe est levé par le quatrième texte, recension du livre de S. Laurent sur l'État Islamique : si la gauche et son extrémité font montre d'une telle complaisance, c'est que l'islamisme renferme bel et bien une dynamique proprement *totalitaire* qui active chez les idéologues relativistes du gauchisme culturel la même fascination qu'à la grande époque du marxisme-léninisme. Car à bien y regarder, jamais la gauche historique n'a réservé son soutien dès qu'un régime se paraît des

¹ Cf. la préface de P.-A. Taguieff à Küntzel M. 2002 ; *Jihad et haine des Juifs. Le lien troublant entre islamisme et nazisme à la racine du terrorisme international*, Éd. Du Toucan 2015.

habits toujours neufs de la révolte populaire contre l'oppression pour massacrer en silence les populations qu'il avait sous son joug ; qu'il s'agisse des Staline, des Mao, des Fidel Castro ou des Hô Chi Minh sans même parler des seconds rôles tels que les Amin Dada, Khadafi, Nasser ou, plus tard, Khomeiny. La gauche de l'après-guerre, prétendument héritière des mouvements ouvriers, féministes, anti-cléricaux et autogestionnaires *porte en elle le totalitarisme*¹ qu'elle dénonce dans cet Occident dont elle est issue, où elle prospère, et sur lequel elle ne cesse invraisemblablement de projeter sa face sombre et son projet expiatoire. L'examen du mouvement islamique pourrait éclairer et expliquer, à rebours, un tel tropisme.

Qualifier l'islamisme d'extrême-droite s'avère donc nécessaire, mais certainement pas suffisant, non seulement pour expliquer le soutien qu'il rencontre auprès des gauches du monde entier, mais également d'un point de vue analytique : si l'islamisme est bien un *hyper-conservatisme* hystérique, il renferme en son centre un *millénarisme authentiquement religieux* et absolu cardinal qui le distingue clairement des extrêmes-droites classiques en annonçant la réalisation planétaire d'une prophétie providentielle, le règne planétaire d'*Allah*. Ce trait apocalyptique, pour qui la *fin du monde* est à la fois un projet et une menace, est indiscutablement celui des *totalitarismes historiques*, dont les affinités mutuelles ont radicalement marginalisé les clivages politiques académiques : il ne s'agit pas de dire que « les extrêmes se rejoignent » ou que « le progrès doit aussi conserver », il faut comprendre qu'il y a, depuis l'entre-deux-guerres, les projets totalitaires *et les autres*.

Mais si le fait de qualifier l'islamisme de totalitarisme est devenu courant, cela pose plus de problèmes que cela n'en résout, du moins pour ceux qui s'attachent encore à comprendre le monde : jamais encore le totalitarisme ne se réclamait autant d'une tradition et ne rejetait, en bloc, la modernité, tout au contraire, et encore moins au prétexte d'une application littérale d'une religion millénaire. Penser l'islamisme contemporain, c'est interroger une création sociale-historique singulière, essayer de penser un nouveau recommencement. Le faire en partant de la catégorie de totalitarisme oblige à questionner à nouveaux frais celle-ci dans son rapport avec son passé et l'avenir, son projet et ses réalisations, la rationalité et le délire, l'Occident et le non-occidental, le capitalisme, l'État – et la religiosité.

C'est l'objectif quelque peu démesuré, mais à nos yeux impérieux, que s'est fixé le texte « *Islamisme, totalitarisme, impérialisme* », cinquième et dernier de cette seconde brochure.

Lieux Communs

Juillet 2016

¹ Le silence d'un J.-C. Michéa sur la question interroge (retournements dialectiques subreptices mis à part).

Ce que nous appelons extrême droite

Tract rédigé en mars 2014

Les crises économiques ont souvent débouché dans l'Histoire sur des mouvements d'extrême droite, et il se pourrait que nos sociétés européennes en prennent le chemin. L'écho que rencontre l'apparente mutation du Front National ou le succès du « Printemps français » pourraient bien l'annoncer. Et d'autres mouvances sont récemment apparues, comme la manifestation « Jour de colère », le cirque médiatique de Dieudonné, le refus de l'égalité fille/garçon à l'école primaire, ou encore les manifestations des « bonnets rouges ». Cette dynamique est totalement hétéroclite et très confuse, mais semble à la recherche de mots d'ordres, de lignes politiques, de symboles fédérateurs. Tout cela pourrait alimenter une réappropriation à tâtons des grandes questions politiques confisquées par l'oligarchie, mais aussi une renaissance d'authentiques extrêmes-droites. Encore faut-il savoir ce que l'on entend par « extrême-droite ».

L'extrême droite c'est, en un mot, l'affirmation d'un projet de société ouvertement égalitaire. Plus précisément, c'est la combinaison de plusieurs traits plus ou moins ouvertement assumés : un rejet fondamental de la démocratie, une relégation des femmes, l'obsession des boucs émissaires, la volonté d'un retour à un passé mythifié et une volonté d'expansion.

Rejet fondamental de la démocratie

Les extrêmes droites veulent fonder la société sur des hiérarchies immuables et autoritaires, dans tous les domaines. C'est par exemple la volonté traditionaliste de restaurer le modèle familial où chacun occupe son rang sous l'autorité du Père ; la

glorification pétainiste d'un monde du travail où les chefs, sous-chefs et grands chefs décident de tout pour tous avec l'appui de syndicats jaunes ; et une société dominée par une figure tutélaire, président, roi ou émir, qui impose un ordre indiscutable dont l'armée est la colonne vertébrale. Le dogme est garanti par la religion,

les ancêtres, la tradition, et est sacré : la soumission et l'obéissance sont requises. C'est donc la force qui règle les conflits et la violence qui tranche, c'est le règne des « services spéciaux », des milices paramilitaires, des mafias, des gangs et des bandes.

Oppression des femmes

Pour les extrêmes droites, la femme est par nature inférieure à l'homme : c'est une éternelle mineure devant être soumise à l'autorité masculine, celle du père, du frère, du mari, du fils, mais aussi du collègue, du voisin ou du passant. C'est l'héritage de bien des pratiques traditionnelles et des monothéismes, imposé par la Charia, l'ultra-orthodoxie juive ou les familles chrétiennes de la « Manif pour tous » qui dénie aux filles et aux femmes le droit de disposer de leur apparence et de leur corps. Ce sont les militants anti-IVG, les adorateurs de la Bible et du Coran qui rejettent une éducation égalitaire, mais aussi la jeunesse réactionnaire de ces quartiers « populaires » où depuis des années la féminité est l'affaire de l'honneur des mâles et doit être cachée, voilée sous peine de stigmatisation et de brutalité.

Obsession des boucs émissaires

Les extrêmes-droites orientent la frustration sexuelle et le ressentiment social vers un groupe désigné comme la cause de tous les maux, et qu'il faut soumettre, expulser ou exterminer. Ce sont un peu partout ceux identifiés comme étrangers, en Hongrie, au Japon ou en Arabie saoudite, toujours sales, immoraux ou *haram*, mais ce sont surtout les minorités, qu'il faut ac-

cuser non pour ce qu'elles font mais pour ce qu'elles sont : ce sont les musulmans en Birmanie, les Albanais en Grèce, les Noirs et les chrétiens au Maghreb, les Juifs et les homosexuels partout. L'antisémitisme en est le paradigme, et le racisme la théorie. En France, une nébuleuse complotiste, ce socialisme des imbéciles, se forme autour et à côté de Dieudonné, qui coalise de fait le vieil anti-judaïsme catholique, l'atavisme musulman anti-juif, les délires de la Tribu Ka ou du sinistre Alain Soral.

Nostalgie d'un passé mythifié

Toute extrême droite hait le temps présent perçu comme une « ère de décadence ». Elle rêve au retour à un temps originel de pureté et de grandeur, période inaugurale vue comme un moment de fusion d'une communauté dégagée de toute scission ou conflit. Ces périodes mythiques sont un horizon et un projet politique : l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, l'Hégire de Mahomet, la France royaliste, la Chine impériale, etc.

Volonté d'expansion

Les ambitions impérialistes sont au cœur des visées d'extrême-droite : il ne suffit pas d'avoir absolument raison, il faut imposer sa raison à toute la société puis au monde entier, par tous les moyens. Cela va de l'annexion de territoires voisins et de la fondation de colonies, comme pour la grande Serbie, le grand Israël, à un objectif de domination mondiale comme le projettent les nostalgiques du IIIe Reich, de l'Empire russe, ou encore l'offensive djihadiste et ses compagnons de route aux quatre coins de la planète.

Faux combats antifascistes

Mais on ne combat pas ces tendances en prenant des positions exactement symétriques.

On ne répond pas à la folie hiérarchique par le déni et le refus démagogique de tout pouvoir, de toute structure : vouloir une société démocratique c'est vouloir identifier puis partager le pouvoir équitablement entre tous. C'est vouloir un régime fondé sur des décisions communes, discutées par les premiers concernés et appliquées par eux.

On ne lutte pas contre le mépris systématique des femmes par le relativisme et la confusion des genres : la révolution féministe ne consiste pas à dénier les différences, mais à les comprendre comme principe de l'égalité des sexes.

On ne combat pas la xénophobie et le

racisme en traitant les minorités comme des demeures incapables de s'extraire de leurs déterminismes culturels, mais bien en rappelant chacun à la responsabilité de ce qu'il pense, de ce qu'il fait de lui-même, et de la société qu'il fait advenir.

On ne fait pas pièce à la nostalgie mégalomane en vantant un « progrès » qui ressemble de plus en plus à une fuite en avant vers un cauchemar hyper-technologisé : il manque de réels projets de société et c'est sur ce vide que prospèrent ces idéologies macabres.

Refuser, enfin, la perspective de dominations nationales ou mondiales ne revient pas à faire la louange de la mondialisation, de la mobilité et du déracinement mais bien à mesurer les effets de la généralisation de la société de consommation et de son nihilisme.

Responsabilités de la gauche

Ces « tirs de barrage » aveugles sont ceux de la « gauche » et de ses extrémités qui y trouvent une consistance providentielle. Ainsi, contribuent-elles largement à la confusion ambiante. Au lieu de poser les problèmes sociaux et politiques en des termes permettant de les traiter – inégalité économique, domination d'une couche d'oligarques sur la société, emballement des mécaniques financières et épuisement des ressources naturelles – elles ont contribué à déplacer le débat sur les questions de l'origine ethnique, de l'appartenance religieuse ou de l'orientation sexuelle, les naturalisant de telle sorte qu'elles soient soigneusement insolubles. Ainsi s'est frag-

menté tout ce qui pouvait rester des grands mouvements populaires d'émancipation en une multitude de lobbies concurrentiels et culpabilisateurs.

Ce que la « gauche » appelle de ses vœux, c'est le « multiculturalisme », autre nom de la dislocation de l'intérêt général dans le clientélisme corporatiste, municipal ou communautaire. Face à un agrégat de clans, de groupes de pression, de micro-communautés militant tous pour leurs petites chapelles, l'oligarchie domine et ponctionne sans conteste, tandis que les extrêmes-droites prospèrent naturellement.

Renforcement mutuel de toutes les extrêmes droites

Car celles-ci ne s'annulent pas les unes les autres : tout au contraire elles s'alimentent mutuellement. Le colonialisme israélien ne peut que nourrir le radicalisme religieux islamique. L'expansionnisme russe ne peut qu'exacerber le nationalisme ukrainien. En France, la propagation massive depuis trente ans d'une extrême droite musulmane populaire a provoqué la résurgence de courants réactionnels décomplexés qui pourraient très bien rejoindre

l'extrême droite nationale, encore très minoritaire. Minimiser cet islamisme, notamment en faisant passer la critique de la superstition coranique agressive pour du racisme, comme hier on faisait passer toute critique de l'URSS pour du fascisme, n'est pas s'opposer au lepénisme : c'est en faire le lit. Et inversement. Il n'y a ici aucun camp légitime : il y a à établir des oppositions claires entre ces projets et les nôtres.

Prendre le projet d'émancipation

Le discours commun de tous ces courants encore épars et en formation, c'est le mépris des « élites », la lutte contre l'oligarchie, la contestation du « Système » et de sa bien-pensance. Terrain commun sur lequel ils nouent des alliances de circonstance, électorales ou militantes. Ils reprennent alors à leur sauce toutes les grandes questions politiques et sociales délaissées depuis des décennies. Ainsi, ils ont beau jeu de récupérer la « question sociale », celle du partage des richesses, problème sans cesse reporté tant que la croissance

bénéficiait à la majorité de la population et faisait espérer tous les autres. Maintenant que les Trente Glorieuses sont finies, la question n'est plus : qui va accéder à la société de consommation ? mais bien : qui va en être exclu ? Personne n'a rien à gagner, sinon les extrêmes-droites, à la guerre de tous contre tous, ni la sécurité, ni la liberté, ni l'espoir. C'est pour l'instant, et sans doute pour quelque temps encore, le chaos social qui l'emporte, et de cette situation historiquement nouvelle peut naître tout et surtout n'importe quoi.

Il peut exister une autre voie, la nôtre : une égalité des droits, des devoirs et des revenus entre les individus, un régime de démocratie directe capable de prendre conscience de l'épuisement des ressources naturelles et d'instaurer une société décente, sobre et humaine. Prôner l'auto-gouvernement des peuples, c'est exiger de chacun qu'il prenne ses responsabilités contre les discours démagogiques. Plus que jamais, il y a à tenter de comprendre ce qui se passe, sans paranoïa ni angélisme, pour reprendre le projet d'émancipation, de liberté et d'égalité, et parvenir à contrer toutes les tendances à la régression en posant à tous une seule question, et d'abord à soi-même : *Quelle société voulez-vous ?*

Brève histoire de l'islamisme

Retranscription complétée du premier exposé présenté par Sofia à la librairie Antigone de Grenoble où le Collectif Lieux Communs était invité, le samedi 6 avril 2013.

Je me présente : je suis sympathisante du groupe *Lieux Communs*. Sympathisante, ça veut dire que je ne suis pas membre de ce groupe, je ne participe pas à tous leurs travaux, mais j'interviens ponctuellement sur des questions qui m'intéressent et me préoccupent. J'ai par exemple participé aux deux brochures sur la Tunisie¹ après avoir voyagé avec ce groupe là-bas pour prendre le pouls de la Tunisie post-soulèvement, participer à ce qui se faisait avec des camarades tunisiens investis dans ce soulèvement et mener des entretiens sociologiques dans le milieu militant et éducatif. Mais ce pays est également le pays d'où sont originaires mes parents, et que je connais donc plutôt bien. J'ai également travaillé avec *Lieux Communs* sur la brochure « Malaises dans l'identité »² en participant à la rédaction d'un article sur la question de l'islamisme, mais plutôt de l'intérieur, du point de vue du silence et de la gêne des immigrés maghrébins en France face à cette montée de l'extrême droite religieuse...³

Je m'excuse d'avance de mes hésitations, je ne suis plus très habituée à faire des exposés, je suis plus à l'aise à l'écrit, et absolument pas devant une audience. Alors pourquoi je me fais violence comme ça ce soir ? C'est parce que je m'inquiète fortement de la transformation d'un pays que je connais bien et dans lequel je me rends depuis mon plus jeune âge, la Tunisie, et que je vois se transformer de façon vertigineuse, ravagé par une extrême droite religieuse musulmane violente et déterminée, mais aussi par la transformation ici en France des banlieues populaires dans lesquelles je vis et travaille, qui sont, d'une façon plus insidieuse mais néanmoins effective, l'enjeu d'une occupation de l'espace et des esprits par ces mêmes forces extrémistes.

Nous sommes ainsi confrontés à une offensive islamiste depuis plusieurs décennies, offensive d'un extrémisme religieux comme en a connu l'Occident à travers son histoire, dans des phases de déploiement de l'intégrisme catholique. On peut par exemple citer l'épisode de l'Inquisition ou celui de la Saint-Barthélémy ou encore celui des Croisades, menées d'abord contre les hérétiques... Dans ce même Occident il y a eu des mouvements de lutte, qui se sont franchement opposés à tout ce qui était de l'ordre de la domination, de l'Église sur la société, d'un roi sur ses sujets, d'un patron sur ses ouvriers ou encore des hommes sur les femmes, etc. C'est dans la continuité de ces luttes que s'inscrit ma démarche. Je ne vais que rappeler des évidences, des truismes, des platitudes, mais ça manque tellement dès qu'on aborde cette thématique qu'il nous semble qu'il faille sans cesse poser des bases, des banalités qui forment une table de discussion sans laquelle il est impossible de discuter un peu rationnellement. Bref, je m'excuse d'avance,

1 *Les soulèvements arabes face au vide occidental – l'exemple tunisien*, brochures n° 17 & 17 bis, mai et avril 2011.

2 *Malaises dans l'identité – Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confu-sionnisme et l'extrême droite*, brochure n° 19, mai 2012.

3 Cf. *Ce que nous appelons extrême droite*, tract mars 2014, ci-avant p. 6.

ça ne va être que des lieux communs, mais ça tombe bien, c'est le nom du collectif, au moins on ne vous aura pas menti sur la marchandise...

I – Alors l'islamisme, c'est quoi ?

Alors l'islamisme, c'est quoi ? Je l'ai dit : une extrême droite religieuse.

Quels sont les critères qui permettent de le qualifier d'extrême droite religieuse ? Le premier critère, ça va être le refus total de la démocratie, en particulier en prétendant régir la société à partir de lois religieuses, donc non discutables : c'est l'application de la *Charia* comme base législative du fonctionnement de la société. Ensuite, l'islamisme, c'est aussi la volonté d'un retour à un temps originel de pureté, période inaugurale, mythifiée, des temps primordiaux de l'Islam, vue comme un moment de pureté et de fusion des musulmans dégagés de toute scission ou conflit – ce qui historiquement est loin d'être le cas, puisque les quatre premiers califats, qu'ont en tête les islamistes comme temps d'harmonie, sont ponctués de guerres civiles et fratricides, d'assassinats politiques, etc. Une extrême droite, aussi, dans le sens où cette idéologie islamiste veut maintenir une hiérarchie sociale stricte, dans la famille, dans la société, en politique. Pour ne citer qu'un exemple, c'est l'inégalité totale entre hommes et femmes, vues comme inférieures, qui en soi est aussi un autre critère d'une idéologie d'extrême droite, mais on pourrait aussi parler de l'inégalité économique, verrouillée par l'éternelle charité envers le pauvre, la *Zakat*. Dans le même ordre d'idées, on y retrouve aussi la passion du bouc émissaire : inutile de s'étendre sur le rôle d'exutoire des *Dhimmis*, des populations dominées, comme l'étaient les Juifs en Europe au Moyen Âge, ou justement sur la figure du Juif dans l'imaginaire arabo-musulman, ou encore celle du Copte, du mécréant, de l'infidèle, etc. Évidemment, comme cela regroupe les trois quarts de l'humanité, cela implique des visées expansionnistes et impériales.

Donc régime foncièrement autoritaire et figé, d'abord, mythe d'un retour à une pureté originelle, projet d'une société strictement hiérarchisée et profondément inégalitaire, désignation de boucs émissaires enfin, on pourrait aussi rajouter volonté d'extension territoriale : tout cela dessine avec précision une mouvance d'extrême droite *stricto sensu* – d'obédience religieuse qui plus est.

Offensives islamistes

L'islamisme n'est malheureusement pas qu'une théorie politique, c'est une réalité politique, des régimes sous la domination desquels vivent des peuples entiers, et aujourd'hui dans de plus en plus de pays. Pendant qu'ici on tergiverse tranquillement sur est-ce que c'est bien ou est-ce que c'est mal de s'attaquer à l'emprise grandissante de la religion musulmane sur une partie de la population en France – voire même on feint d'ignorer le phénomène –, des dizaines de millions de gens vivent sous l'oppression quotidienne de cette même religion avec son cortège de ravages et de vies gâchées ou d'affrontements meurtriers. On pense immédiatement à l'Arabie saoudite wahhabite, qui a fait de l'intégrisme religieux son idéologie officielle dans les années 30 – grâce à cette manne qu'est la découverte et l'exploitation intensive du pétrole sur son sol dans ces mêmes années,

qui offre au pays une rente à vie. Jusque-là, l'intégrisme religieux, le littéralisme, le fait de prendre les écrits sacrés au pied de la lettre, ce n'étaient que des théories, pas mises en pratique comme on le verra tout à l'heure – issues de la région du Golfe, mais qui aujourd'hui s'étendent au Mali en passant par l'Indonésie, l'Afghanistan, l'Iran, la Somalie, la Malaisie ou encore la Tunisie, la Libye ou l'Égypte. Cette offensive islamiste gagne du terrain au fil des années ; elle gagne du terrain géographiquement et mentalement, je dirais ; le quartier où je vis ne fait certainement pas exception en France et plus largement en Europe où on a affaire à l'offensive d'une « contre-culture » islamiste, qui prétend là encore régir la façon dont on peut se comporter dans le quartier comme dans sa maison, ce qu'il est de bon ton de faire ou pas, ce qu'on aurait le droit de manger, de dire, de ne pas dire, qui il faut fréquenter, ce qu'il faut penser ou pas, le tout selon des critères religieux.

Je vais ici volontairement faire l'impasse sur le rôle indéniable des puissances occidentales dans cette affaire d'expansion contemporaine de l'islamisme, aspect de la question déjà plus ou moins bien dénoncé et analysé ailleurs ; ce qui m'intéresse ici, c'est pourquoi ça prend, pourquoi les peuples directement confrontés à ce raz-de-marée intégriste se trouvent dans des difficultés énormes pour y opposer quelque chose qui fasse force, qui fasse le poids – ceci avec tout le respect que j'ai pour les mouvements actuels qui tentent de faire barrage à cette extrême droite religieuse, je pense notamment aux femmes et autres forces laïques en Tunisie ou en Égypte qui se battent physiquement, au corps à corps avec ces gens, régulièrement. Donc, ça ne m'intéresse pas de me pencher sur les grandes puissances qui mènent leurs petits jeux géopolitiques : les oligarques font leur boulot, ils dominent, ils placent leurs pions en fonction de leurs intérêts, etc. Tout ça relève de l'évidence. La question c'est de sortir de ce merdier, donc ce qui m'intéresse ici, c'est l'histoire faite par les peuples, le fait qu'à certains moments historiques ils se laissent faire et qu'à d'autres ils se révoltent contre les projets que les puissants ont pour eux. Cette approche pose la question de ce que nous, en tant qu'individus et membres de nos sociétés, on peut faire contre ces idéologies de domination, qu'elles soient islamiques ou autres. Je me place donc dans une perspective, comme je l'ai dit, de lutte contre tous types de dominations, qu'elles soient religieuse – quand bien même exotique – ou étatique, économique ou encore masculine, etc. Je pense qu'on en reparlera dans le débat.

Je vais commencer par vous décrire – sans rentrer dans les détails – l'évolution historique des courants islamistes vus comme un fait intrinsèque au monde arabo-musulman, et finirai par lister rapidement les méthodes des islamistes et les critères qui permettent de repérer une société en voie d'islamisation radicale¹.

¹ Cet exposé est largement inspiré du livre du regretté Abdelwahab Meddeb, *La maladie de l'Islam*, Seuil 2001, mais également de diverses lectures comme Hamadi Redissi, *L'exception islamique*, Seuil 2004 ; David Cosandey, *Le secret de l'Occident — Vers une théorie générale du progrès scientifique*, Champs essais 2007 ; Hamid Zanaz, *L'impasse islamique*, Éditions Libertaires 2010 ; Frédéric Encel, *Géopolitique de l'apocalypse — Les démocraties à l'épreuve de l'islamisme*, Flammarion 2002 ; Abdelmalek Sayad, *La double absence — Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil 1999 ; Bernard Lewis, *Que s'est-il passé ? — L'Islam, l'Occident et la modernité*, Gallimard 2002 ; *Traité des trois imposteurs - Moïse, Jésus, Mahomet*, Payot 2001 ; Yves Lacoste, *La question post-coloniale : une étude géopolitique*, Fayard 2010 ; Gabriel

II – Un fait intrinsèque au monde arabo-musulman

La thèse que je vais développer est que l'extrémisme religieux naît et se réactive à chaque menace de dislocation de l'identité musulmane orthodoxe. Cela se vérifie et se discute historiquement, et je vais brièvement le montrer en parlant des racines de l'extrémisme musulman.

La théologie au secours du dogme

Les islamistes d'aujourd'hui puisent leurs programmes et leurs idées principalement dans le corpus de trois ou quatre théologiens ; l'un du IX^e siècle, Ibn Hanbal, l'autre du XIII^e siècle, Ibn Taymiyya. Plus près de nous, c'est Abd El Wahhab pour la fin du XVIII^e siècle, qui donnera le wahhabisme, puis, contemporain des totalitarismes russes et allemands dont il s'est inspiré, c'est Al Banna, le fondateur des Frères musulmans, organisation internationale qui a par exemple la mainmise sur les institutions musulmanes françaises – chacun de ces théologiens simplifiant un peu plus la complexité des travaux de leurs prédécesseurs tout en radicalisant la doctrine.

Ibn Hanbal, quelque deux cents ans après la mort de Mahomet, est le premier théologien à prôner un retour au mode de vie des « salafs » – c'est ainsi que sont qualifiés les « anciens » des temps primordiaux de l'Islam. À cette époque, l'orthodoxie musulmane est alors directement menacée par un courant théologico-religieux ultra-rationaliste, fondé sur l'interrogation et l'interprétation des textes religieux et de tout le corpus hellénique : les *Mutazilites*. Le calife en personne, Al Mamun, épouse les idées de ce courant qu'il place sous sa protection. En face, les littéralistes, ceux qui, à l'instar de Ibn Hanbal, prônent une application à la lettre du message coranique et de la tradition, « la Sunna », et qui refusent toute interprétation rationaliste ou philosophique des textes, sont alors pourchassés, emprisonnés, torturés, exécutés pour la plupart par le pouvoir califal. Mouvement bref, les *Mutazilites* seront, moins de trois générations plus tard, à leur tour pourchassés et exterminés par le pouvoir redevenu orthodoxe, sous le califat d'Al Mutawakil, descendant d'Al Mamun, qui tient à l'écart du pouvoir les théologiens excessivement littéralistes dont les écoles sont de nouveau tolérées.

Un autre théologien émerge à la fin du XIII^e siècle, c'est Ibn Taymiyya, disciple d'Ibn Hanbal dont il radicalise la pensée. Lui aussi émerge à un moment critique pour le monde arabo-musulman : à peine sorti de la dernière croisade, le monde arabe est confronté à l'offensive mongole avec notamment le sac de Bagdad... Parmi l'impressionnante somme des écrits de ce théologien, c'est son manifeste de cent pages, « La politique au nom de la Loi divine pour établir le bon ordre dans les affaires du berger et du troupeau », qui est depuis le début du XX^e siècle diffusé de façon exponentielle dans les pays arabes, et fréquemment republié dans des éditions populaires, lu et cité par les islamistes de tous bords (il a pendant longtemps circulé sous le manteau dans les prisons de Ben Ali ou de Moubarak). Que nous dit en substance ce Manifeste à l'adresse du prince ? Que les deux fonctions exclusives du prince sont de veiller à l'application des châtements

Martinez-Gros, *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'Islam*, Actes Sud 2006 ; Hugues Lagrange, *Le déni des cultures*, Seuil 2011

corporels édictés par la Charia à l'intérieur de son territoire et de combattre et de soumettre les « infidèles » partout ailleurs ; c'est de là que les islamistes tirent tous leurs programmes politiques : application totale de la Charia et Djihad. C'est également cet ancêtre du wahhabisme qu'est Ibn Taymiyya qui prononce la première fatwa contre l'usage religieux de l'image, l'associant à de l'idolâtrie.

L'islamisme radical, qui reste plus ou moins à l'état de théorie, va alors trouver les conditions de sa réalisation politique avec l'utilisation du pétrole par l'Occident et le pouvoir que cette découverte donne à la tribu des Séoud, adepte du wahhabisme. Les Séoud sont depuis le milieu du XVIII^e siècle animés par un projet de sécession vis-à-vis du califat ottoman qui régent une bonne partie de l'ancien empire arabo-musulman. Mais pour mener à bien leur projet, il leur manque un idéologue qu'ils vont trouver dans la figure d'un théologien : Ibn 'Abd Al Wahhab. Celui-ci a fait des études à La Mecque et revient dans sa tribu avec la ferme volonté d'y imposer un islam littéraliste. Il se place donc dans la droite ligne de ses prédécesseurs, en insistant tout particulièrement sur l'interdiction du culte des saints (qu'il théorise dans son livre « L'unité de Dieu contre le culte des saints et le chiisme »). Mais ses positions extrémistes sont rejetées par les siens et il trouve alors refuge chez une tribu voisine à une trentaine de kilomètres. Ce sont bien sûr les Séoud, avec lesquels il signe un pacte en 1744, rejoignant ainsi la dissidence anticarifale. Alors, du milieu du XVIII^e siècle jusqu'à la proclamation du royaume saoudien en 1932, les Séoud mènent plusieurs batailles pour étendre leur projet à toute la péninsule arabique, avec le soutien tardif des Anglais qui sont eux aussi contre l'Empire ottoman. Mais c'est surtout le pacte « protection contre pétrole » qu'ils signent avec Roosevelt en 1945 qui installe et affermit le pouvoir des Séoud durablement, c'est-à-dire jusqu'à aujourd'hui, le nom du pays portant le nom de la famille régnante. Le wahhabisme est alors imposé à tout le territoire par cette tribu dominante. C'est la première fois que ces théories extrémistes littéralistes deviennent l'idéologie officielle d'un pouvoir ; car si ces idées extrémistes ont su, pour une part, séduire le peuple en recherche de simplifications, elles n'avaient jamais été véritablement adoptées par les despotes. Les califes et les princes n'avaient jamais réellement mis en pratique une telle lecture excessive, intégriste et simplificatrice de la loi coranique – ce qui fait dire à certains intellectuels arabes contemporains, et à raison, qu'il valait finalement mieux être femme, chrétien, juif voir même apostat en terre d'Islam au Moyen Âge qu'aujourd'hui, sans parler de la situation des Coptes ou des homosexuels, ou encore des libertaires ou des ouvriers, dans l'Égypte ou l'Iran contemporain par exemple.

Double réaction face à l'univers européen

On voit donc bien qu'il y a activation et réactivation de l'idéologie islamiste radicale à chaque fois qu'il y a une menace pour l'orthodoxie religieuse sur le territoire arabo-musulman, qu'il s'agisse d'une menace interne, comme le mouvement rationaliste des *Mutazilites*, ou d'une menace externe, avec l'invasion mongole du XIII^e siècle ou encore les progrès de l'Occident perçus comme tels dès le XVIII^e siècle.

Autre moment où l'identité musulmane orthodoxe se sent menacée, la période de la pénétration des puissances européennes sur son territoire. C'est Bonaparte qui ouvre le

bal, avec son expédition en Égypte à l'aube du XIXe siècle, véritable traumatisme pour le monde arabo-musulman qui prend alors conscience de son extraordinaire retard tant en matière scientifique, technique, militaire, économique que politique. Là encore on voit se former des écoles littéralistes en réaction à cette pénétration à la fois d'une domination occidentale et, dans le même mouvement, d'idées émancipatrices européennes héritées des Lumières et de la Révolution française... Pénétration qui va se poursuivre jusqu'au XXe siècle avec la constitution de colonies et de protectorats par les forces européennes ; c'est, pour ne citer que ces territoires-là, l'arrivée des Anglais en Égypte, qui passe sous mandat britannique, ou de l'Algérie qui devient colonie française à partir de 1830.

Face à cette domination et à cette puissance occidentale en plein essor, le monde arabo-musulman s'interroge et va chercher à expliquer les raisons de son retard. On va avoir au sein du monde arabe essentiellement deux réactions qui se baseront sur deux interprétations différentes de ce fait. La première sera la tentative d'imitation et d'adoption du modèle occidental : en gros, la domination de l'Occident s'explique par la mise en place par celui-ci d'un système profondément moderne. Cette option-là va donner le Kémalisme en Turquie ou encore un peu plus tard le Bourguibisme en Tunisie. Ce programme de modernisation des sociétés arabes va être imposé par les dirigeants à leurs peuples pour une grande part très attachés à la religion musulmane orthodoxe mais plus ou moins convaincus des bienfaits de ces orientations modernistes et progressistes ; on est dans la tradition du despotisme arabe, on a le pouvoir, on a un projet, on l'impose à tous sans discussion, c'est un peu l'équivalent des « despotes éclairés » du siècle des Lumières en Europe. Mais bien que modernes, les réformes engagées par ces dirigeants n'exclurent jamais totalement la référence religieuse du cadre législatif : la Charia, la loi divine, sert toujours de matrice du droit, comme en Europe le droit romain, mais dont une quantité plus ou moins grande de parties sont amendées, modifiées, abandonnées, etc.

La seconde réaction, face à la puissance et au progrès des Occidentaux, va être la réactivation du projet islamiste radical, avec par exemple la naissance au cours des années 20 en Égypte du mouvement des Frères musulmans – dont le fondateur Al Banna n'est autre que le grand-père maternel de Tariq Ramadan –, c'est-à-dire très curieusement au moment même où l'Angleterre se retire et lève son mandat... Pour ces islamistes, en gros, la réussite de l'Occident s'explique par le fait que ces sociétés se sont débarrassées de l'Église et ont mis à l'écart le christianisme, qui n'est pas la bonne religion, qui est une religion néfaste pour le progrès. Le retard des musulmans, quant à lui, ne s'explique pas par le fait qu'ils ont renoncé à l'islam puisque ce n'est pas le cas et que c'est la bonne religion, mais tout au contraire parce qu'ils l'ont dévoyé, qu'ils se sont écartés de l'islam des premiers temps... Pour être de nouveau dominantes et puissantes, les sociétés arabes doivent donc renouer avec ce fameux islam des origines, qui leur permettra de ne plus être dominées par les puissances occidentales ; c'est à ce moment que les islamistes ajoutent une dimension anti-occidentale à leur idéologie, nourrie par le fort ressentiment des Arabes vis-à-vis des forces européennes et américaines qui les dominent désormais pour une grande part¹. Le cas de l'Iran est très clair : la domination américaine du pays

¹ Un autre grand idéologue islamiste non évoqué ici mériterait qu'on s'y arrête, Sayyid Qutb : son

est contestée par un recours à la religiosité, et la révolution islamique de 1979 y met brutalement fin.

Désastre symbolique des échecs des décolonisations

On voit que cette idée d'une réactivation de l'islamisme à chaque fois qu'il y a une menace sur l'orthodoxie est intéressante, mais elle doit aussi être approfondie. Le cas de l'Iran me semble indiscutable, mais il faut aussi noter que ses racines, et les racines de tous les mouvements actuels, c'est un réveil islamiste qui a cours durant le XXe siècle : les Frères musulmans, le premier mouvement intégriste d'ampleur de l'ère moderne, ce sont les années 20, c'est-à-dire la toute fin de la domination britannique qui a quand même duré un siècle. C'est la même chose dans beaucoup d'autres pays : les extrémistes se réveillent au moment même où ils accèdent à l'indépendance, et pas du tout avant, donc au moment où l'image de l'orthodoxie vacille.

Dernier moment, plus proche de nous, de réactivation de l'islamisme radical et extrémiste, l'échec des décolonisations ; autrement dit l'incapacité des jeunes nations arabes, enfin libérées du colonisateur, à s'instituer de façon responsable et autonome, contrairement aux pays asiatiques, par exemple. Le cas le plus catastrophique étant à mes yeux l'Algérie, où l'on voit très vite se mettre en place à la tête du pouvoir une cleptocratie constituée de généraux qui pillent les richesses du pays pour leur propre compte. Là encore on est dans la tradition du despotisme arabe, mais dans sa version la plus prédatrice, nihiliste ; en gros, on a le pouvoir, on ne va pas le partager, et encore moins partager les richesses de ce pays (qui est riche, c'est là encore la rente gazière ou pétrolière) ni le construire et le développer collectivement, contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer. La meilleure preuve de cet échec total, c'est l'immigration algérienne vers le pays colonisateur. Là encore, donc, on a une résurgence de l'islamisme radical face non pas à une menace externe mais face à une difficulté énorme à s'autogouverner, à affronter la modernité et le changement de culture que cela exige. Le paroxysme dans la réactivation du projet islamiste en Algérie étant la barbarie qui règne pendant la guerre civile des années 90. Le FIS (Front islamique du Salut) s'appuie alors sur un mouvement islamiste qui lui préexiste et qui sourd déjà depuis la fin des années 60, notamment du fait de l'échec du panarabisme et de la gauche arabe. Ces échecs-là sont fondamentaux : d'abord parce qu'ils montrent que l'islamisme croît sur les décombres des politiques que le tiers-monde s'était données, mais aussi parce qu'ils renvoient au naufrage des politiques socialistes de tout le XXe siècle et, au-delà, au délabrement du projet d'émancipation occidental lui-même, qu'il prétendait radicaliser.

Forces et faiblesses de l'Occident

Car en ce qui concerne le XXIe siècle, il est clair que le déploiement du projet isla-

célèbre « Maâlim fi Tarîq » « Jalons sur la route » (1964) va inspirer des générations d'islamistes jusqu'à aujourd'hui encore. Cet idéologue des Frères musulmans qui, au début des années 60, « internationalise » le projet islamiste, rompant ainsi avec les limites islamo-nationalistes arabes du mouvement frériste d'Al-Banna, fut également l'inspirateur de l'idéologie complotiste anti-juive, la fondant à raison sur quelques sourates coraniques, et réussit même le tour de force de rallier des mouvances chiites iraniennes à sa cause.

miste se fonde aussi sur le vide occidental, à savoir que l'islamisme donne un sens, une direction, un projet, des valeurs à des sociétés mondialisées qui en sont de plus en plus dépourvues ; il propose des lieux de socialisation, une camaraderie, une fraternité, de la solidarité, etc. là où il n'y en a plus. Cela est très visible par exemple dans le quartier d'une banlieue rouge où je vis, où les espaces de socialisation manquent cruellement, ou sont moribonds ou encore minés par la clique néo-stalinienne municipale. L'islamisme progresse là où il n'y a plus rien qui tient et où les institutions sociales sont en état de délabrement.

Alors l'islamisme contemporain est-il vraiment une réaction à une menace pour l'orthodoxie ? Oui, on a vu qu'historiquement, c'était le cas. Mais la chose se complique un peu pour la période moderne : ce n'est plus lorsque les territoires musulmans sont dominés que l'islamisme renaît, puisque ce n'était pas le cas pendant la colonisation ottomane ou occidentale, mais lorsqu'ils sont livrés à eux-mêmes, sans autres perspectives que de suivre la voie de l'occidentalisation, qui est en elle-même une menace pour la croyance. L'occidentalisation est une menace pour la religion de multiples manières : d'abord, en tant que système civilisationnel différent, un autre monothéisme, plus ancien, d'autres valeurs, d'autres modes de vie, etc. Ensuite, en tant que système en perpétuel changement, notamment à travers la dynamique capitaliste. Et il y a aussi, principalement, peut-être, tout le versant émancipateur de l'Occident, les luttes internes incessantes pour l'égalité des femmes, contre l'autoritarisme, contre l'exploitation, pour la rationalité, la science, et justement contre la religion, contre le principe religieux lui-même, contre la croyance obscurantiste et tout ce qui la permet. Et enfin, aujourd'hui, l'épuisement de cet Occident qui n'a plus aucun horizon à proposer que la destruction de la planète et la désagrégation de toutes les cultures, la société de consommation, etc. Et tout ça se voit très bien chez les immigrés arabes, donc des gens qui ont choisi librement de venir vivre en Occident, et non dans les pays qui ont acquis leur indépendance.

J'en reviens à ce que je disais au début ; justifier l'intégrisme par la domination occidentale est à relativiser grandement. C'est plutôt le fait que l'imaginaire musulman, le socle de la croyance en Dieu est menacé par une modernisation que les gens désirent, quoi qu'on entende par là, que ce soit la société de consommation, le capitalisme ou bien l'émancipation des femmes, des travailleurs, des jeunes, etc. Les sociétés arabes ne peuvent se moderniser qu'à travers une mise à distance radicale de la religion et cela est ressenti comme une menace profonde pour l'identité arabo-musulmane, puisque pour beaucoup de gens la religion constitue l'essentiel, sinon la seule dimension de leur culture, ce qui est pourtant objectivement faux : la gastronomie, la musique, le mode de vie, l'hédonisme, l'agriculture, les modes vestimentaires, etc. sont des éléments traditionnels qui ont une vie totalement déconnectée de la croyance. Même l'usage de la langue arabe, parlée par les juifs, les chrétiens, etc. Bon, et en même temps, simultanément, il y a cet épuisement de ce modèle occidental, de la modernité : alors on va quitter Dieu, d'accord, mais pour quoi ? Pour les rayons de Carrefour ou le gangsta rap des gangs américains, etc. ? De ce point de vue, c'est vraiment une perte de sens totale, et on préfère se cramponner à l'orthodoxie : quitte à mourir ou à souffrir, au moins, on sait pour

quoi, c'est du solide qui a traversé les âges... Il y a aussi cette rationalisation de l'effondrement contemporain.

En ce sens, l'extrémisme musulman est le symptôme d'une très grande difficulté de la culture arabo-musulmane à se réformer, à ouvrir de nouvelles perspectives, préférant finalement la voie de la régression, voire du suicide individuel et collectif, plutôt que celle du changement dans un contexte d'épuisement et de délabrement du modèle occidental mondialisé. Cette réaction violente, cette extrême droite religieuse, progresse à travers la mise en œuvre d'une stratégie très clairement identifiable et répétitive depuis au moins trente ans maintenant... Les islamistes sont des militants, ils ont une cause et savent se battre physiquement, s'organiser et diffuser leur propagande... Nous allons rapidement voir les procédés des islamistes et les signes qui marquent une société en voie d'islamisation radicale. Sans être exhaustive, voici donc quelques méthodes employées par les islamistes radicaux.

III - Les méthodes de l'offensive islamiste

Je vais avoir une approche un peu dégressive, vous comprendrez pourquoi.

Bien entendu, lorsqu'on parle d'islamistes, on parle d'attentats. Et c'est vrai que le terrorisme est une politique revendiquée, que ça touche des politiques, des militaires ou des civils. On peut dire que ça a commencé dès les années 40-50 en Égypte, avec les Frères Musulmans, ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir, qui ont assassiné un Premier ministre à l'époque, et après, le président Sadate lui-même en 1981. Deux ans plus tôt, c'était la prise de la Mosquée de La Mecque. On ne va pas tout lister, ce serait long, mais ces deux événements, couplés à la prise de pouvoir de Khomeiny en Iran en 1979, c'est le basculement. À partir de là, ce mode opératoire va se généraliser. On vient de vivre l'assassinat en Tunisie de Chokri Belaïd, et c'est très loin d'être fini. La France n'est pas épargnée bien entendu, qui a été la cible des mollahs iraniens dans les années 80, puis du FIS algérien dans les années 90, et puis maintenant, c'est Al-Qaida, bien entendu, avec le paroxysme du 11 Septembre aux USA, puis Madrid, Londres, etc. Le principe est celui du terrorisme classique, c'est l'instauration d'un climat de terreur, de peur, et ça inclut toute la nébuleuse des violences physiques, menaces, enlèvements contre rançon, exécution de « déviants » ou d'étrangers, etc. Il s'agit d'obliger la population, particulièrement immigrée, à prendre fait et cause pour ses militants en discréditant le pouvoir étatique.

Parallèlement, bien sûr, il y a la formation, et notamment l'entraînement et la propagande sur des territoires successivement en guerre : on a beaucoup parlé de l'Afghanistan en guerre contre l'URSS dans les années 80, et du rôle des USA dans le développement des Moudjahidines, mais il semblerait que le premier véritable baptême du feu pour les islamistes ait été la troisième guerre indo-pakistanaise de 1971. Il y a ensuite l'Algérie évidemment, puis la guerre en Yougoslavie, puis en Tchétchénie, en Irak, etc., et aujourd'hui la Syrie, où d'ailleurs les djihadistes tunisiens se sont bien formés et rentrent maintenant au pays... Donc il y a un continuum réel, une formation permanente de milliers de combattants, de guerriers face auxquels les autres militants sont de petits joueurs.

Ensuite, comme stratégie islamiste, il y aurait l'attaque et la destruction de tout ce qui

peut rappeler l'histoire pour eux gênante de civilisations pré-islamiques. Par exemple, c'est connu, quelques mois avant le 11 Septembre, les Talibans ont réduit en poussière des statues millénaires de Bouddha en Afghanistan. Et ils s'en prennent aussi à la diversité des pratiques religieuses en terre d'Islam : ils attaquent les confréries, détruisent des mausolées soufis ou hétérodoxes comme à Tombouctou, ou celui de Sidi Bou Saïd, calciné. Aujourd'hui en Arabie saoudite, dès que des vestiges archéologiques antiques sont découverts, ils sont aussitôt recouverts d'une chape de béton. Le seul et unique mausolée doit être celui de Mahomet à Médine – et encore, il est même contesté par les puristes.

Bien entendu, il s'agit dans le même temps de réduire les minorités locales, qui sont quasiment toutes antérieures historiquement, comme les juifs, les chrétiens, les bouddhistes, les animistes, les berbères, les coptes, etc. Depuis cinquante ans, il y a une fuite de toutes ces minorités hors des pays arabes, qui sont en train de s'homogénéiser petit à petit. Le cas de la Tunisie est très parlant : il y a quelques décennies, n'importe quel habitant d'une ville moyenne avait un voisin italien, un copain juif, un autre français. C'est fini, ça, sauf dans quelques petits milieux protégés. C'est quand même très très mauvais signe, sur le long terme, c'est une sorte de nettoyage silencieux par le vide, par la valise.

Et enfin, il y a les pressions permanentes visant à généraliser partout où il y a des musulmans le port du voile pour les femmes, systématiser la prière, etc., bref l'application de la Charia autant que possible, parallèlement à la mise en place de tout un tissu associatif islamique, comme les écoles coraniques, les associations d'entraide, etc. Et bien sûr, le financement et l'aide à la construction de mosquées partout dans le monde où il y a présence de musulmans. Là, on se trouve en terrain connu, c'est ce qu'on vit en France et en Europe, notamment dans des pays qui n'ont jamais eu aucun lien historique avec des contrées musulmanes, comme la Hollande ou la Suède. Tout cela se fait par la diffusion massive des propagandes médiatiques dans toutes les aires mondiales : l'utilisation de toutes les technologies occidentales – on est passé des cassettes audio de Khomeiny aux vidéos sur Internet – et bien entendu les télévisions satellitaires. Il y a multiplication des chaînes islamiques depuis le début des années 90 : *Ikra TV*, *Al-Jazira*, et, bonne nouvelle, on aura bientôt droit à *Al Jazira* en français ! Ça va être sympa, ça. C'est la diffusion de messages anti-occidentaux, en activant notamment le ressentiment chez les Arabes avec, entre autres, la manipulation de la cause palestinienne, des prêches radicaux et violents, comme ceux qu'on rencontre dans pas mal de mosquées même si c'est la plupart du temps à mots couverts.

L'arme de l'islamophobie

Enfin, et c'est là-dessus que je vais finir, il y a une arme redoutable mise entre les mains des islamistes par l'Iran et l'Arabie saoudite, et que les gauchistes se plaisent à saisir également : c'est l'intangibilité des musulmans à travers l'accusation d'islamophobie. Le terme est vieux mais son utilisation massive date du soulèvement iranien, où les mollahs s'en servaient pour terroriser les dissidents, qui étaient très nombreux, surtout les marxistes. Donc ce qualificatif vise simplement à rendre impossible toute critique ou même toute réserve quant à l'islam, ça mine toute dissidence, y compris et surtout chez les Arabes : c'est comme ça qu'on fait pression sur nos copains tunisiens, en les quali-

fiant d'« ennemis de l'islam ». Donc ça mine toutes les luttes, évidemment : on peut aussi parler de christianophobie, qui est réelle par exemple dans les prêches musulmans télévisés, et on pourrait l'utiliser en France, ce n'est pas très difficile, et avec ça, c'est le retour du crucifix dans les salles de classe. La Commune de Paris était très clairement christianophobe... On pourrait aussi parler de marxophobie, de capitalistophobie ou de tout-ce-que-vous-voulez-phobie. Ça paraît extrêmement grossier mais ça marche, chez les musulmans par un chantage aux racines, et chez les autres par un chantage au racisme. Ça permet de naturaliser la religion et de créer une impossibilité de dialogue tout en capitalisant sur la culpabilité occidentale. Le procédé est parfaitement odieux et totalement obscurantiste, mais ça marche.

La gauche bien-pensante

À l'heure où une idéologie d'extrême droite religieuse façonne le paysage, ou plutôt je dirais le visage et la mentalité de bon nombre de nos concitoyens, où est la gauche dans le combat contre la barbarie religieuse et pour la laïcité en France ? Parce que ce sont très clairement nos ennemis politiques, les frontistes, qui s'en occupent et qui font leurs choux gras de cette affaire, c'est du pain bénit pour eux ! La gauche est figée par cette activation de la culpabilité par le chantage à l'islamophobie. Elle abandonne ce qui fut son combat pendant des siècles : la lutte contre l'obscurantisme religieux et la lutte pour l'émancipation des peuples, la liberté, l'égalité pour tous et toutes. Alors pour contourner ça, il me semble que les immigrés arabes devraient se positionner clairement et notamment mener des actions publiques, des contre-offensives avec des militants de gauche à leurs côtés. Seulement voilà, les descendants de Maghrébins qui, comme moi, prétendent lutter contre cette extrême droite religieuse se trouvent dans une position délicate : à la fois dans la « douleur de la scission » d'avec leur communauté d'origine qui peut avoir pour conséquence la perte de la sécurité affective et économique qu'offre la famille, ce qui me paraît inévitable, mais surtout emmerdés par la gauche bien-pensante qui les renvoie de façon complètement raciste par une assignation identitaire à l'Arabe qui ne peut pas et ne doit pas critiquer, ni rompre avec la religion, la culture, la société dont il est issu. C'est l'Arabe « qui a beaucoup souffert » comme dit la chanson. Et tout ça alors même que cette société d'origine délire complètement et est en voie de fascisation flagrante. Ça, ça permet de comprendre la part grandissante de la bigoterie islamique dans nos vies et que très peu de Maghrébins en France se positionnent clairement et activement vis-à-vis de l'islamisme. C'est la crainte d'être renvoyé au statut de traîtres, d'islamophobes, etc., à la fois par sa communauté d'origine et – ce qui est quand même beaucoup plus problématique – par les militants gauchistes et une bonne partie de la gauche bien-pensante qui seraient plutôt censés soutenir cette démarche difficile d'autant plus qu'elle ne peut plus s'appuyer sur un mouvement général interne aux sociétés arabo-musulmanes ; démarche de critique interne et d'émancipation quasi impossible ici donc, parce qu'en partie handicapée par une large partie de cette gauche franco-française bien-pensante et culpabilisée. Il y a donc tout un tas de choses à remettre à plat de ce point de vue, et c'est justement le sujet de l'exposé suivant.

Les racines de l'islamo-gauchisme

Retranscription complétée du second exposé présenté par Quentin à la librairie Antigone de Grenoble où le Collectif Lieux Communs était invité, le samedi 6 avril 2013.

Nous avons pris un peu de retard. Je vais essayer de raccourcir pour qu'on ait le temps de discuter de manière intéressante.

Je pars effectivement de la question de la passivité d'une grande partie du dit « peuple de gauche », du mutisme face à cette extrême droite musulmane qui remplit tous les critères de ce terme, comme l'exposé précédent les a précisés, et même bien plus que nos droites nationales en France – les néo-nazis, les monarchistes et les croisés sont ici encore vraiment minoritaires – mais qui retiennent toute l'attention. Alors pourquoi tant de silence, de gêne, pourquoi aussi peu de réactions ? C'est une question centrale parce qu'une telle attitude ouvre évidemment un boulevard à tous les amalgames et toutes les réactions xénophobes – nous y reviendrons à la fin. Pour comprendre cette paralysie critique vis-à-vis de l'islamisme, il peut être intéressant d'aller voir ceux qui y sont favorables, ou au moins très complaisants : leur discours concentre ce qui est plus diffus ailleurs, ils disent plus clairement et distinctement ce qui se pense plus discrètement sous d'autres cieux.

Un terme vient alors à l'esprit, celui d'*islamo-gauchisme*. Il est évidemment très polémique. Il est sujet à caution d'abord parce que l'expression de gauchiste n'est pas très précise : ce serait quelqu'un d'apparenté à une famille politique issue du ou plutôt des marxismes qui ont marqué le XXe siècle, parce qu'il y en a eu quand même une sacrée flopée. On va me dire qu'il y a aussi pas mal de pseudo-libertaires ou d'anarchistes ou encore de féministes qui sont concernés, mais comme on le verra, ils ont adopté *de facto* et depuis longtemps les grands schémas marxistoides qui fondent le camp de la religion du progrès, c'est-à-dire globalement la « gauche ». Quant au préfixe islamo-, pas très précis non plus, ce serait l'association entre une approche gauchiste et l'islam, sous la forme de la complaisance d'un gauchiste vis-à-vis de l'islam et de tout ce qui s'y rapporte ou, à l'inverse, d'un islamiste qui gauchirait son discours. Bref ce terme descriptif, qui a déjà près de dix ans, recouvre quand même une sacrée réalité et à ce titre, en attendant mieux, nous l'utiliserons, puisqu'il permet de cerner cette mouvance protéiforme qui prétend combattre l'Occident en essayant de s'allier l'héritage des combats anticapitalistes et la guerre actuelle des islamistes plus ou moins *soft*. Bien sûr, c'est un courant confus et épars mais tout à fait tangible qui a eu son heure de gloire au moment de l'altermondialisme, après le 11 Septembre et les réactions américaines, mais qui se maintient aujourd'hui largement, même si depuis le naufrage des soulèvements arabes, il a du mal à assurer une apparence de cohérence – mais on verra que c'est le cadet de ses soucis, puisque le but final est de brouiller les cartes.

Qui sont les islamo-gauchistes ?

Cette complaisance intellectualisée pour l'islam ou même l'islamisme, qu'il s'agisse de l'islamisme passif ou même actif, on la rencontre très explicitement dans un tout petit noyau. Il y a d'un côté les islamistes plus ou moins déclarés, les Tariq Ramadan, les Houria Boutelja et consorts des Indigènes de la République, des imams officiels ou autoproclamés, etc. qui ont compris que des gauchistes pouvaient leur être tactiquement utiles. De l'autre côté, on trouve tous ces gauchistes qui les entourent et leur servent la soupe. Je pense entre autres à Pierre Tevanian, Alain Gresh, Christine Delphy, etc., qui veulent voir plus ou moins confusément dans l'islam et l'islamisme un support à la critique de l'Occident.

C'est donc, je l'ai dit, un tout petit noyau qui devrait être une curiosité ethnologique, mais il concentre et explicite une posture, un prêt-à-penser, qu'on rencontre ailleurs sous forme de cercles concentriques. Ce discours-là est donc présent de manière diffuse dans des milieux tout de même plus respectables comme *Le Monde Diplomatique*, l'émission de radio « *Là-bas si j'y suis* », etc. C'est bien sûr dans certains cercles « pro-palestiniens » qu'on retrouve le mieux ce salmigondis d'anti-impérialisme et d'éloge du Hamas, voire du Hezbollah, mais on croise ces réflexes un peu partout : par exemple dans notre brochure, nous ferrailons contre un gauchiste qui reprend ces thèses en vrac, sans en être convaincu lui-même, mais qui ne semble pas pouvoir les réfuter tout seul¹. Cette posture « à gauche », plus importante qu'on ne le pense, n'est pas un hasard puisque ce discours islamo-gauchiste joue justement sur les catégories historiques de la « pensée » de « Gauche », comme on va le voir. Il est donc assez facile à repérer dès qu'on en a la clef. Et puis, il y a tous ceux, très nombreux, pour qui tout cela semble apparaître comme un point aveugle, qui passent la chose sous un silence plus ou moins complice ou procèdent par omissions spécifiques, sous-entendus ou ironie. Ils ne cessent d'excuser, de dédouaner, de minimiser l'extrême droite musulmane, quand ils en reconnaissent l'existence, alors même qu'ils sont extrêmement sourcilieux concernant l'extrême droite française ou tout simplement la droite². Les principales victimes, si j'ose dire, ce sont les milieux dits « antifascistes » qui sont absolument aveugles à cette extrême droite musulmane et totalement muets à son endroit, du moins de ce que j'en sais. J'en ai vu dernièrement, par exemple, défiler dans ma ville de banlieue populaire en criant « Pas de fachos dans nos quartiers ! », etc. Évidemment, les fachos ne sont pas dans ces quartiers-là, et sûrement pas dans le mien, et à peine dans ses urnes. Par contre des barbus et autres porteurs de qamis il y en a, en tenue de djihadistes, et à tire-larigot. Là, la contradiction est criante, quand même, mais il est impossible de le leur faire comprendre, la question ne

1 « La confusion occidentale » in *Malaises dans l'identité*, op. cit., p. 45-66.

2 Un exemple récent entre mille. Question : à quelle condition un islamo-gauchiste comme S. Quadruppani, soudainement frappé au coin du bon sens, peut-il écrire « *En réalité, les dominés ont raison – et ont quelque chance de faire partager leurs raisons à beaucoup de monde – quand ils se révoltent contre la domination. Mais quand ils persécutent d'autres dominés, et participent ainsi au maintien de la domination, ce sont des ennemis qui doivent être traités comme tels.* » ? Réponse : lorsqu'il est question des skins nazis. (S. Quadruppani et O. Henry, « Clément Méric, mort pour ses idées dans un monde sans idées », *Article 11*, 11 juillet 2013).

sera pas posée, même lorsque des femmes en burqa passent en riant devant la bande-roule... Ces militants, qui se proclament pour l'égalité des sexes, pour la liberté des homosexuels, contre les discriminations et le capitalisme, etc., mettent l'islamisme de quartier hors de cause, même lorsqu'il fait des morts. Tout cela interroge fortement, et notamment nos copains tunisiens qui ne comprennent pas pourquoi une telle complaisance, qui serait facilement explicable en terre musulmane, parce que ce phénomène d'islamo-gauchisme est très répandu chez eux comme le montre l'interview d'eux dans notre brochure¹, mais qui leur paraît incroyable en France, terre de combats antireligieux. Alors avant d'aborder le pourquoi, de proposer une explication, je vais me demander comment ils procèdent, quels sont les arguments utilisés.

Les lieux communs de la tolérance à l'islamisme

Il y a ainsi un certain nombre de lieux communs que je vais passer en revue. « Lieux Communs », c'est aussi le nom de notre collectif, et c'est lié au fait que nous pensons qu'il y a une quantité hallucinante de lieux communs qu'il y aurait à pulvériser, et parallèlement qu'il y a aussi beaucoup de lieux communs que nous voudrions instaurer, ou du moins des banalités de base sans lesquelles on ne peut pas penser le monde actuel – l'exposé qui m'a précédé en relève, ça a été dit. Je vais donc parler des lieux communs que nous voudrions pulvériser, les absurdités qui surgissent immanquablement dès qu'il est question d'islamisme, pour le minimiser, le justifier, l'excuser, ou le dénier tout simplement.

— Premièrement, **l'islamisme serait peu ou prou une pratique traditionnelle, qui mériterait donc le respect.** C'est évidemment une absurdité totale, puisque l'islamisme contemporain est un regain tout à fait récent à l'échelle de l'histoire. Il y a seulement trente ans, les voiles traditionnels étaient extrêmement rares dans la rue : c'était le propre des femmes âgées ou débarquées du bled. Aujourd'hui, ce sont des voiles islamiques, devenus une pratique offensive et tout à fait banale, par exemple ici chez des immigrées de deuxième ou troisième génération, mais cette évolution est visible y compris et surtout dans la plupart des pays musulmans. La chose est aussi évidente au niveau géopolitique : le conflit israélo-palestinien n'avait rien de religieux il y a quelques décennies, or aujourd'hui le choix est entre le Hamas et Tsahal – bon courage. Bon, l'exposé précédent a été clair, je ne vais pas m'étendre là-dessus : l'islamisme, s'il appartient en propre à la culture arabo-musulmane, n'a rien d'une tradition, encore moins respectable, et c'est d'ailleurs un argument extrêmement suspect sur lequel nous reviendrons – à cette aune, il faudrait considérer le fascisme comme une honorable tradition italienne. Et quand bien même le serait-ce, la tradition n'a rien de sacré à nos yeux.

— Deuxième lieu commun – il ne s'agit que d'exemples, et je n'en passe que quelques-uns en revue : **l'islamisme se réduirait finalement à quelques excès marginaux tout à fait secondaires de la religion, ces courants seraient des passades qui ne dureraient qu'un temps, bref des épiphénomènes qu'il ne faudrait pas monter en**

1 « Les élections tunisiennes entre l'oligarchie et l'islamo-gauchisme », *Malaises dans l'identité*, op. cit., p.34

épingle. On pouvait dire ça en étant mal renseigné dans les années 80, mais aujourd'hui malheureusement, il faut admettre que ce sont des dynamiques de fond. Rien qu'en France, il faut au moins remonter jusqu'à Khaled Kelkal et les attentats du GIA, aux jeux politiques iraniens via le Hezbollah autour des otages au Liban, ou à la première question du voile, en 1989, ou encore aux fatwas contre Salman Rushdie, etc. Même période temporelle pour l'assassinat de Sadate en Égypte, la formation au Djihaad dans l'Afghanistan soviétique ou l'instauration de la république islamique d'Iran. Et tout cela découle d'un réveil dans les années 70... Non, ça ne date pas d'hier. Par ailleurs, on parle d'un phénomène, d'une guerre à l'échelle continentale comme l'a été la guerre froide, qui concerne directement près d'un milliard de personnes, dans des régions aussi séparées que le Soudan, le Pakistan, l'Inde, le Maroc ou l'Indonésie. Sans parler des territoires européens. C'est donc un phénomène de fond, une dynamique civilisationnelle qui doit interroger. Est-ce que cela va continuer ou s'arrêter, c'est une autre question. Mais ce qu'on peut dire, c'est que c'est un phénomène de fond qui n'a plus rien de marginal.

— Troisième argument, troisième lieu commun, **tout cela serait des conséquences normales de situations très difficiles que vivraient les pays arabes ou les musulmans en général.** C'est un discours victimaire qui fait florès mais qui est aussi une absurdité, d'abord parce que l'islamisme est un phénomène postcolonial ; *il se déploie après les décolonisations et non pas durant le colonialisme.* Les luttes d'indépendance ne sont pas du tout le fait d'islamistes ou en tout cas leur rôle était complètement secondaire : ce n'est pas au nom de l'islam que le peuple algérien réclamait et a gagné son indépendance, pas plus que la Tunisie, etc. Le « chaos algérien » est arrivé près d'une génération après... D'autre part, les immigrés de ces pays qui sont arrivés en France dans les années 50 et 60 ont vécu dans des bidonvilles dans des conditions totalement honteuses, et il n'y avait nulle trace d'islamisme chez eux. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisqu'on parle même des « bobars », les « bobos » barbus. C'est même le phénomène inverse, puisqu'on voit aujourd'hui en France des Arabes ou des musulmans membres du gouvernement, journalistes, artistes, chercheurs, humoristes, PDG, profs, cadres, écrivains... et que les États islamistes sont parmi les plus riches du monde. L'extrême droite musulmane est un fait qui concerne aujourd'hui toutes les catégories sociales et n'est pas du tout le fait des plus pauvres ou des plus discriminés : c'est ce que montre concrètement l'impossibilité du « profilage » des terroristes. Au niveau géopolitique, cela se vérifie aussi : l'islamisme est bien installé en Turquie, qui n'a pas été colonisée, et on ne voit aucun extrémisme religieux dans l'ex-Indochine française ou dans l'ex-Congo Belge, où le colonialisme a été particulièrement ravageur. Enfin, si la souffrance sociale débouchait nécessairement sur l'intégrisme, nous ne serions pas là à nous réclamer d'un mouvement ouvrier, qui était, lui, vraiment en haillons et qui a institué pour la première fois la séparation de l'Église et de l'État pendant la Commune de Paris. Bref, c'est un argument purement victimaire, particulièrement étrange venant de gens très souvent anti-sionistes, puisque cette posture victime/bourreau est caractéristique de la défense d'Israël...

— Quatrième lieu commun, **l'islamisme serait le simple produit de jeux politico-médiatiques de l'Occident, la créature des manigances et manipulations du**

Frankenstein américano-européen. Bien sûr que non : lorsqu'on prend du recul, c'est un fait historique propre, intrinsèque à l'aire arabo-islamique comme le montre l'exposé précédent. À penser de la sorte, on réduit les trois quarts des populations mondiales au rôle de pions irresponsables et demeurés, sans initiative, jugement ou capacité de réaction. Alors, bien évidemment, les États-Unis, la Russie, les grandes puissances jouent un jeu d'échecs mondial depuis qu'elles existent, c'est le principe immémorial de toute politique, y compris les forces encore subalternes, comme l'Arabie saoudite, l'Iran, le Pakistan, etc. Il y a des manipulations mutuelles incessantes, qui peuvent se retourner à terme contre l'instigateur. Et puis les luttes de décolonisation, par exemple, étaient en partie épaulées par le bloc de l'Est – ce n'est pas pour ça que l'on va les renier... L'offensive lancée par Ben Laden est elle-même une énorme manipulation qui vise à séparer en Occident les populations arabes immigrées des autochtones – et c'est en train de marcher... Donc sans aucun angélisme, il est impossible de réduire l'islamisme au rôle de la CIA à moins de tomber dans la paranoïa. Quant au jeu des médias français, je n'ai rien lu de convaincant sur le sujet. Le jeu de l'oligarchie locale serait plutôt de laisser s'installer un chaos social stérile, un éclatement du corps social qu'elle pourra facilement surplomber.

— Cinquième et dernier argument que je prends en compte : **l'islamisme n'aurait rien à voir avec l'islam, il y aurait une distance incommensurable, un fossé infranchissable entre la religion mahométane et l'extrême droite islamique.** Alors là, vous comprenez immédiatement que c'est en contradiction flagrante avec le premier lieu commun, même si on passe très facilement de l'un à l'autre... C'est évidemment faux : l'islamisme se nourrit du terreau de l'islam exactement comme l'intégrisme catholique naît du catholicisme. Lorsqu'il y a viol, n'importe où, je me sens concerné en tant qu'homme. Le viol interroge la culture masculine, c'est une évidence : il y a un continuum entre cette monstruosité et la banalité du quotidien. Dans le même ordre d'idées, le colonialisme est un fait qui pèse dans l'histoire de la France, c'est un fait qui constitue un pan important de sa culture, et que tout Français, y compris naturalisé, porte en lui, qu'il le veuille ou non. Il y a ici encore un continuum entre le colonialisme et l'universalisme des Lumières, qui demande à être interrogé, qui l'est largement, même si ce n'est pas la même chose, bien entendu. On pourrait continuer : depuis l'après-guerre, le nationalisme ne peut plus être pensé comme au XIXe siècle et interroge tout patriotisme, et le communisme est désormais un mot dégoulinant de sang qui doit faire douter tous les marxistes. Alors oui, évidemment, tout musulman a à se positionner vis-à-vis des monstruosité qui se font au nom de la croyance qu'il a choisie, et l'islamisme interroge profondément l'islam et devrait profondément interroger ses adeptes. Ce n'est pas le cas, c'est même le contraire qui se passe, il y a surenchère et c'est absolument dramatique. J'en reparlerai à la fin.

Pourquoi une telle complaisance vis-à-vis d'une extrême droite caractérisée ?

Alors maintenant pourquoi toutes ces circonvolutions, pourquoi tous ces arguments absurdes, pourquoi ces lieux communs sans aucun fondement rationnel ? Parce que, nous répond l'islamo-gauchisme, il faut protéger les immigrés contre l'extrême droite

occidentale. Évidemment. Comme si combattre l'extrême droite était un réflexe xénophobe, comme si combattre l'extrême droite, c'était s'en prendre spécifiquement aux étrangers... On verra à la fin de ces remarques que l'effet produit sur la société dans son ensemble est absolument contraire à celui recherché... Bref. Comment arrive-t-on à de telles absurdités ? Comment la gauche, qui devrait être la première à dénoncer et à combattre l'extrême droite, y compris et surtout lorsqu'elle est religieuse, en vient-elle à adopter une posture aussi complaisante, et qui semble même la démarquer de la droite ? Lorsque la cause survit à un argumentaire inconsistant, il faut s'interroger sérieusement.

Deux grandes raisons pour l'expliquer.

D'abord la peur. Il est extrêmement inquiétant de voir naître, sous nos yeux, un véritable fascisme, d'assister à son développement, mois après mois. Ça fout la trouille de voir une nouvelle idéologie réactionnaire – nouvelle et exogène du point de vue européen – qui s'installe et se répand réellement puisqu'elle rencontre dans une certaine partie de la population un écho : car ce ne sont pas seulement quelques élucubrations d'idéologues illuminés, mais bien un courant populaire, un mouvement qui a prise, qui fait écho sur une partie d'une population. Chacun ici a sûrement des anecdotes à raconter dans sa famille, au travail, dans son entourage ou dans la rue, qui témoignent de cette progression plus ou moins marquée et qu'on préfère ne pas trop comprendre. Cela faisait longtemps qu'une telle chose n'était pas arrivée en France, et je pense que la posture islamo-gauchiste est en grande partie un déni intellectualisé de cette réalité face à laquelle on se sent particulièrement impuissant, voire une identification à l'agresseur, comme on dit. Cette motivation secrète, on peut la comprendre, mais il faut surtout admettre qu'elle est suicidaire. Ce fondement émotionnel explique pas mal de confusion et de retournements idéologiques.

Les fondements idéologiques de l'islamo-gauchisme

Ensuite, il y a les fondements idéologiques, qui m'intéressent davantage, mais qui ne sont pas du tout en contradiction avec cette peur sourde. Je pars de la question suivante : pourquoi est-ce la gauche qui dénie la montée de cette extrême droite, et à ce point-là ? Mon hypothèse, qui n'est d'ailleurs pas la mienne propre, est qu'il y a un basculement dans les années 60-70 où l'on passe du marxisme dominant à un imbroglio politico-intellectuel qui sert de terreau à l'islamo-gauchisme.

Que se passe-t-il dans ces années-là ? Bien entendu, c'est la période qui comprend une multitude de révoltes, dont Mai 68 est un pivot, et qui est profondément marquée par toutes les décolonisations, que l'Inde inaugure dès 1945 et qui pour la France culminent dans l'épisode très douloureux de la guerre d'Algérie et de l'indépendance proprement dite en 1962. C'est durant cette période que toute une génération se forme politiquement – on parle de la génération 68 – avec le contexte décolonial mondial en toile de fond. Beaucoup de biographies de gens de cette époque évoquent une initiation politique à travers le conflit algérien ou les « comités Vietnam » puis un passage ultérieur par une idéalisation de Tito, de Castro, de Mao, etc. Bref, c'est à ce moment-là que toute une classe

d'âge s'initie à la critique des sociétés occidentales à travers l'émergence des peuples du tiers-monde, et que se forme la doxa de gauche dans laquelle nous baignons.

Alors que se passe-t-il durant ces années ? Je vais prendre trois exemples assez rapides pour essayer de montrer la torsion de la vulgate marxiste qui s'opère, en partant du marxisme dans ses grands schémas, autour de trois axes. Il y a torsion du noyau marxiste mais également distorsion, dégénérescence, dégradation affolante, comme on va le voir, on est très loin de toute la rigueur intellectuelle qui caractérisait le véritable marxisme à ses débuts.

Premier axe, c'est l'anticapitalisme, bien entendu, sous toutes ses formes, qui à l'époque était fondateur des engagements politiques, quelle que soit leur famille idéologique. Progressivement, dans le contexte décolonial et parallèlement au déclin des grandes luttes ouvrières, cet anticapitalisme est interprété sous l'angle de l'anti-impérialisme : on ne va alors plus mettre l'accent sur l'exploitation économique du prolétariat par la bourgeoisie et le patronat, mais plutôt sur les politiques des puissances impériales qui oppressent et pillent les pays du tiers-monde. Puis, petit à petit, de simplification en simplification, tout cela va dégénérer en anti-occidentalisme, c'est-à-dire que le mal n'est plus le capitalisme dans toutes ses variantes, de tous les pays, de toutes les races, de toutes les couleurs, ce n'est plus non plus l'impérialisme en tant que tel, ou l'expansionnisme tel qu'il pouvait être appliqué aux menées de l'URSS en Europe de l'Est, de la Chine au Tibet, etc., mais bien l'Occident lui-même, dans sa pensée, ses pratiques, sa culture, bref dans toutes ses dimensions. Voilà ce qu'il faut combattre, et tout le reste est secondaire, on verra après, d'abord il faut en finir avec la domination occidentale. On passe donc dans ces années-là du combat contre le capitalisme au discrédit de l'Occident.

Deuxième élément, le sujet révolutionnaire. Avant et durant les années 50, l'espoir résidait au sein de la gauche marxiste dans la classe révolutionnaire. Les ouvriers étaient censés transformer le monde, l'édification du socialisme était leur rôle historique. À partir des années 60, et de manière exemplaire en 68 évidemment, le prolétariat déçoit, il n'est pas à la hauteur des espérances dont on l'avait chargé, merde, ça ébranle toute la belle mécanique marxiste. Plutôt que de revoir ces schémas, on déplace alors l'espoir vers les peuples colonisés qui se battent, là, un peu loin mais sous nos yeux, pour leur liberté. C'est-à-dire que ce n'est plus l'ouvrier à la chaîne qui va construire le communisme sur Terre, ce seront le fellaga algérien, le vietcong ou le paysan chinois, bref les damnés de la terre, comme on le dira. Évidemment, ici encore, grandes déconvenues des jeunes indépendances, aucun pays ne tient ses promesses et certains sombrent dans la barbarie, bref, pas de voies praticables entre les USA et l'URSS, on ne sait plus quoi faire... C'est la fin des années 70, et c'est là que surgit la posture humanitaire, Médecins Sans Frontières, l'épisode des boat-people, etc. On voit que le discours se dépolitise de plus en plus : là on se contente de sauver des gens, de les nourrir. À défaut d'en faire des révolutionnaires, de les aider à construire un monde meilleur, on peut au moins leur donner le statut de victime puis les aider, tout cela nous décharge un peu de notre culpabilité

de nantis. Je suis dur, mais on assiste vraiment à la résurgence d'un néo-christianisme béat dont on n'est pas sorti. Enfin, on arrive, logiquement, progressivement, dans les années 80, à la figure de l'immigré victime. Autrement dit, en trente ans, on est passés de la classe ouvrière européenne avant-garde de la révolution mondiale aux peuples luttant pour leurs indépendances, jusqu'à aujourd'hui la figure de l'étranger victime, comme levier de changement des mentalités, voire de basculement de l'ordre du monde, on l'a vu avec les discours hallucinés et démagogiques sur les sans-papiers, les immigrés ou les banlieues, sans parler des délires des gauchistes parisiens autour des Tunisiens de Lampedusa qui fuyaient la libération de leur peuple juste après le soulèvement, et qu'ils voyaient comme des libérateurs... Cette figure est donc plaquée sur la réalité des immigrés, qui sont bien entendu autre chose que des victimes, en symétrique exact de leur diabolisation par le FN.

Troisième élément, l'antifascisme, précisément. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, il y avait évidemment un consensus antifasciste à gauche, qui était un élément identitaire fort. Durant la période des décolonisations, on ne vise plus les fascistes ou les nazis proprement dits, qui n'existent plus en tant que force agissante, mais les colons et tous les réseaux et formations qui refusent les décolonisations. C'est en France, par exemple, le courant Algérie Française et tous ses appuis, le SAC, etc. Dans les années 80, face à la figure du FN, tout cela se mue en discours antiraciste. Le principe n'est donc plus de combattre le fascisme en tant que force politique agissante, mais le racisme banal, quotidien et quelquefois meurtrier, ce qui est une chose très différente. Il ne s'agit plus tellement de combattre des organisations, des groupuscules ou des partis, mais bien de réduire toute une population, la population française, dont la prétendue inhospitalité serait mère de tous les maux... L'antiracisme devient donc la grande cause, qui surpasse toutes les autres, et il n'est plus tellement question de faire la révolution, on s'en doute : il suffirait que tout le monde vive bien, comme les Français, et tout irait bien.

Au final, nous avons donc vu émerger la figure de l'étranger victime du racisme occidental, qui devient le B-A-BA de l'engagement « de gauche » : l'idéalisation autour de l'ouvrier des années 50 ou 60 se reporte aujourd'hui sur l'étranger, mais attention, sur l'étranger *en tant que victime* et pas du tout *en tant que personne pouvant s'émanciper elle-même*, donc bien en demande d'aide, aide qui est la nouvelle mission de « la gauche », sur le modèle de la charité, avec une forte dimension internationaliste. Voilà la doxa de base qu'hypostasie l'islamo-gauchisme ambiant et dans laquelle les membres de ma génération sont nombreux à avoir grandi. Dans ce contexte, vous imaginez bien que la moindre critique de l'islam est tout simplement impensable et fait basculer dans le camp de l'ennemi. On voit très tôt des traces de cette complaisance par exemple chez M. Foucault défendant la révolution iranienne, ou chez des gens comme Christian Jambet, passé de la Gauche Prolétarienne à l'adoration du chiisme, ou encore R. Garaudy, etc.

Les nouveaux supports des fantasmes gauchistes

Donc de ce point de vue-là, les grands clivages ne sont plus tellement entre capitalistes et communistes, bourgeois et prolétaires, colons/colonisés, dominants/dominés ou même exécutants/dirigeants, ni en fonction de projets politiques antagonistes, progressistes, conservateurs ou ce que vous voudrez, mais bien entre Occidentaux et non-Occidentaux. Bien sûr, tout ça se mélange selon des combinatoires infinies, mais finalement, on retombe sur cette dichotomie mythifiée. L'Occident, figure du Mal, doit alors être critiqué radicalement, et tout le courant du post-modernisme s'y emploie sans fin et sans autre finalité que sa déconstruction pour elle-même – le non-occidental, figure du Bien, n'a pas à être interrogé ou critiqué, il n'existe pas en tant qu'entité à part entière, il n'est qu'une figure de l'oppression occidentale. Un vrai marxiste dirait qu'il est pur négatif.

Un exemple parlant est celui du best-seller d'Edward Saïd, *L'Orientalisme*, qui est un des fondements justement des prétendues études « postcoloniales » : il y est question d'analyser le regard de l'Occident sur l'Orient, de manière très peu rigoureuse à mon avis mais passons, donc par extension le discours de l'Occident sur le non-occidental. Mais l'inverse n'est jamais questionné : on ne se penche jamais sur l'occidentalisme, les innombrables projections des cultures non-occidentales sur l'Occident. C'est pourtant une évidence dès qu'on voyage un peu ou qu'on fréquente des populations d'origine étrangère : en tant que blancs, ou Français, nous sommes un support à fantasmes extraordinaires et tout un folklore s'est développé depuis longtemps à ce propos – les immigrés qui retournent au bled le savent très bien. Mais bien sûr, c'est « le Blanc » qui domine, de toute éternité et en tous lieux on dirait, c'est donc lui qu'il faut critiquer, là aussi il faut lire Sartre dans sa préface de F. Fanon... On voit d'ailleurs là une conception très martiale de la critique, vue comme simple instrument de destruction et pas du tout d'émancipation, alors qu'il est clair que la critique de soi et des siens est un élément absolument central pour une transformation sociale et l'autonomie individuelle. C'était d'ailleurs cela, la modernité, du moins le versant dont nous nous réclamons expressément.

Bref, il s'agit d'une manière générale de mettre le non-occidental en dehors de la critique, comme si ces cultures étaient incapables de supporter un examen ou un auto-examen en vue de se réformer. On n'est pas loin d'un racisme refoulé qui condamne 80 % de la population mondiale à supporter sa propre culture telle qu'elle est et à se poser en pure victime de l'Occident – les cultures arabo-musulmanes en premier lieu... C'est ce que pointe le texte « *Nous, immigrés arabes...* » de notre brochure de 2012¹.

À la racine de l'islamo-gauchisme

Mettre un pan entier, et même majoritaire, de la réalité hors de portée de la critique, du libre examen, de l'étude analytique, doit nous rappeler à nous, gauchistes, un passé pas très glorieux, pourtant massif mais systématiquement évacué, qui est l'époque de la défense inconditionnelle de l'URSS. Certes, ça paraît un peu lointain aux nouvelles générations, et c'est dommage car c'est pourtant là la filiation idéologique : on se retrouve

¹ « Nous, immigrés arabes face à nos choix politiques », *Malaises dans l'identité*, op. cit. p.16

aujourd'hui à défendre un monde non-occidental, objet de fantasmes sous le prétexte de sa domination, de la même manière qu'on organisait la défense de l'URSS, de ses satellites et dérivés ultérieurs comme la Chine ou Cuba, dans les années d'après-guerre parce qu'ils étaient censés lutter contre la domination capitaliste. Toute cette période est très bien balisée par une littérature relativement abondante, d'abord marginale à l'époque des premiers dénonciateurs du totalitarisme. Je me base pour montrer ce rapprochement sur un excellent article de Claude Lefort, qui est un des premiers dès la fin des années 40 à avoir dénoncé les monstruosité stalinienne, du moins un des premiers de sa génération, puisque l'ont précédé les Souvarine, Voline ou Luxemburg, etc. Il a dénoncé, au sein du groupe-revue *Socialisme ou barbarie*, l'imposture de la patrie du socialisme telle que les communistes présentaient l'empire russe de l'époque. Alors bien sûr, Cl. Lefort a eu par la suite une évolution politique dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, mais c'est vraiment secondaire et j'aurais pu invoquer d'autres auteurs opposés radicalement au stalinisme, comme C. Castoriadis, E. Morin, H. Lefebvre, etc. Donc je vais m'appuyer sur un article de 1958, « La méthode des intellectuels progressistes »¹, où Lefort incrimine plusieurs auteurs qui écrivaient dans la célèbre revue *Les Temps Modernes* de J.-P. Sartre à leur retour de voyage de Pologne et de Hongrie après les insurrections et les révolutions de l'année 1956. Lefort analyse très finement leurs postures et leurs impostures qui visent à rendre incriticable le socialisme réellement existant de ces régimes qui ont été ébranlés, à les sauver malgré les répressions féroces qui s'étaient alors abattues sur les peuples qui réclamaient leur autodétermination. Il énumère un à un tous les discrets retournements logiques, les petits basculements, les changements de registre qui empêchent de penser lucidement la situation dans ces pays et, conséquemment, dévoile brillamment leurs biais idéologiques staliniens ou plutôt para-staliniens. En relisant dernièrement cet article, j'ai trouvé impressionnant le fait que les positions et les procédés qu'il dénonce sont presque totalement identiques à ceux que l'on retrouve chez nos islamo-gauchistes.

Le rapprochement que je fais n'est pas rhétorique et il me semble que la filiation est aveuglante. À l'époque, l'URSS est quasi intouchable parce que porteuse d'espoir d'une transformation de la société qu'il fallait sauver de la critique (forcément de droite bien sûr) : il ne fallait pas décourager l'ouvrier de l'époque – « Il ne faut pas désespérer Billancourt », disait Sartre – en lui montrant la réalité de ce qui se passait de l'autre côté du Rideau de fer parce qu'alors on ruinerait l'espoir du prolétariat qui ne ferait plus la révolution, ne remplirait plus sa tâche historique. Aujourd'hui on peut difficilement faire du Maghreb islamisé une terre de libération, mais on nous dit qu'il ne faut pas critiquer l'islam (ou, dans une bien moindre mesure, la Chine ou l'Inde) dans ses fondements culturels, parce que cela accrédirait les thèses de droite, l'ethnocentrisme, etc., et entraînerait un déferlement fasciste... Bien sûr, on peut très bien en critiquer superficiellement tels ou tels aspects, mais à condition de compenser immédiatement en précisant que tout cela vaut bien ce qui existe en Europe, aux USA ou ailleurs. On a donc toute une mécanique extrêmement proche, ce sont les mêmes engrenages, une logique très similaire que je vais

1 In *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, paru dans la revue *Socialisme ou barbarie* n° 23, janv.-fév. 1958, publié par Gallimard en 1971, républié en 1979, p. 236-268.

essayer d'illustrer brièvement à travers trois grands axes là aussi. Le fil directeur est toujours le même : il s'agit de défendre tactiquement son camp, indépendamment des faits et des raisonnements, sans égards pour la réalité, la vérité, coûte que coûte – et on en verra le prix à payer.

— **Le premier procédé commun aux stalinoïdes de l'époque et à nos islamogauchistes, c'est le relativisme.** Avec le relativisme postmoderne contemporain, on a aujourd'hui une explosion de ce thème, mais dans les années 50-60, c'était encore peu répandu – disons que ce qui était encore artisanal à l'époque est devenu de nos jours une production industrielle. Cela se traduit par le type de l'intellectuel occidental de « gauche » hypercritique vis-à-vis de l'Occident : critique du capitalisme bien sûr, de la corruption des élites, critique des discriminations, du racisme, du sexisme, critique du mode électoral des jeux du pouvoir, etc., le tout amenant à une critique culturelle et même civilisationnelle remettant en question les fondements mêmes de l'Occident, ses racines religieuses, sa métaphysique, ses structures économiques, son hypocrisie, ses monstrueuses réalisations, etc. Mais cet intellectuel extrêmement exigeant, dès qu'il passe la frontière pour se rendre en Pologne ou en Hongrie dans les années 50-60, ou dans la Tunisie de 2012 par exemple, n'a plus du tout les mêmes critères. Évanouïs. Il se retrouve incapable de juger le pouvoir en place avec les mêmes yeux, incapable de regarder les rapports sociaux avec la même acuité, incapable de se prononcer sur les modes de gouvernement ou même les fondements culturels ou, dans tous les cas, il le fait de manière extraordinairement complaisante. Deux poids deux mesures, c'est la logique fondamentale qui préside à sa posture.

Bien évidemment, ce sont des réalités différentes et qu'il faut appréhender avec prudence et mesure, mais ces différences sont hypostasiées pour en faire, finalement, une affaire de spécialistes, afin de rendre tout avis inepte, de rendre impossible de critiquer ces régimes ou ces sociétés sans doctorat en la matière – et encore. Cela repose bien entendu sur un élément de vérité : il faut parler de ce que l'on connaît. Le problème est que ce qui ressort de ces propos n'est pas la circonspection dans l'analyse, mais bien des certitudes ou au contraire un total flou artistique qui confortent un point de vue idéologique relayé avec une facilité déconcertante par tous ceux qui n'y connaissent strictement rien, ne lisent qu'un certain type de livres, etc. D'une manière générale, on se trouve en présence d'avis très tranchés mais qui sont bien loin des réalités que vivent les premiers concernés, qu'il s'agisse des ouvriers de l'après-guerre ou des habitants lambda. Sur la situation en Tunisie, par exemple, que nous suivons depuis des années, c'est incroyable le nombre de gens qui se prononcent sans rien en savoir, ni même connaître aucun Maghrébin, mais ça c'est vraiment un trait du gauchisme depuis longtemps, on se revendique des ouvriers, des banlieues, des jeunes des cités, mais on les voit à la télé et on vit dans des quartiers bourgeois... Affaire de pseudo-spécialistes, donc, ce qui conduisait naturellement Sartre à affirmer qu'on ne peut pas juger des actes du camarade Staline puisque nous n'avons pas toutes les informations qui président à ses décisions... Idem pour Ghannouchi et la clique au pouvoir en Tunisie : difficile de se prononcer sur sa politique concernant les milices

salafistes qui terrorisent les forces libres du pays... Bref, c'est trop exotique, trop compliqué pour vous, circulez, si vous ne connaissez pas Ibn Khaldûn ou les *Mutazilites*, la Charia vous ne pouvez pas comprendre, il faudrait faire l'exégèse du Coran comme il y a peu on renvoyait à l'étude du *Capital* ou du *Petit Livre Rouge* lorsqu'on critiquait les purges de Staline ou de Mao : la politique c'est vraiment trop compliqué pour le menu peuple.

Ici comme ailleurs, il suffit d'appliquer la méthode à nos propres gouvernants pour se rendre compte du pot aux roses, du biais idéologique du regard pseudo-analytique. Le principe du relativisme dont il est ici question n'est pas du tout de prendre en compte la complexité des mondes ou de dessiner un projet viable pour l'humanité, mais bien de ruiner l'élan critique pour assurer une défense du régime en place pour les uns, et des pires aspects de la culture arabo-musulmane pour les autres.

— **Le deuxième axe, c'est justement cette défense coûte que coûte de l'objet de prédilection**, régimes pseudo-communistes pour les uns, cultures non-occidentales pour les autres. Les intellectuels progressistes que fustige Lefort reviennent de Hongrie où les révolutionnaires ont été écrasés par l'intervention des tanks soviétiques et, sans la légitimer explicitement, s'échinent à discréditer les opposants au grand frère russe. Pour eux, par exemple, l'opposition locale est insignifiante. Les dissidents se réduisent à quelques intellectuels trop pointilleux, coupés du peuple, des « poètes », pro-occidentaux, voire manipulés par les forces réactionnaires ou même, directement, par la CIA, et les gens qui les écoutent et se mobilisent sont manipulés également. Aujourd'hui, l'ultime argument au Maghreb, c'est le Mossad...

On l'a vu, on trouve la même chose vis-à-vis d'opposants musulmans ou de culture musulmane, apparemment trop critiques pour nos islamo-gauchistes. En France, dès qu'un Arabe se fait la voix d'une critique intransigeante de l'islam ou de la culture arabo-musulmane, donc dès qu'il s'émancipe de ses déterminations, qu'il casse ce rapport aliénant à sa propre culture, les islamo-gauchistes en font l'Arabe de service faisant le jeu du pouvoir, de l'islamophobie, voire de l'extrême droite... Il y a des réactions abominables qui sont de véritables insultes à l'intelligence. C'est par exemple le cas pour Abdelwahhab Meddeb, qui est lui-même largement critiquable, c'est un croyant musulman, mais qui est tout à fait clair quant à l'état désastreux de la civilisation dont il provient. Certes, il est très pro-occidental, nous disons entre nous qu'il est borgne, mais son anti-islamisme est absolument sain. On retrouve la même chose à propos d'A. Bidar, H. Redissi, H. Zanaz ou encore C. Djavann ou d'autres. Donc l'intellectuel critique est forcément manipulé ou de mauvaise foi, ou dans la « haine de soi »¹.

Autre trope rhétorique, ces régimes, ces cultures ou ces gens sont dans des situations tellement difficiles qu'ils n'auraient pas d'autre moyen de réagir que par la manière dont ils le font. Ici encore, les conditions objectives, d'ailleurs discutables en elles-mêmes, ne déterminent en rien un type de réaction particulier. Du moins il faut poser la subjectivité

1 Voir par exemple « *Une heure d'islamophobie tranquille sur France Inter* », réaction indignée de Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou face à la démarche critique générale d'A. Bidar sur le site : <http://www.laurent-mucchielli.org/>

humaine comme étant capable de s'émanciper de ses déterminations et de poser d'autres projets – ou alors on considère qu'il n'y a pas d'histoire. Par exemple, il y a quatre ans, tout le monde décrivait le pauvre peuple tunisien sous le joug de Ben Ali comme ne pouvant rien faire, n'ayant aucun choix devant lui, il fallait attendre que la France arrête son soutien au régime, etc. Et du jour au lendemain, début janvier 2011, il est porteur d'un énorme mouvement qui fait fuir le dictateur en quelques jours, ridiculise la France et montre à la face du monde qu'il est capable de prendre son destin en main une énième fois, parce qu'il avait fait face à la modernité au début du siècle et s'était libéré de l'occupant français en 1956. Autrement dit, quelle que soit la situation, si on ne pose pas la possibilité pour le dominé de s'émanciper de lui-même, alors il n'y a plus rien à faire... C'est le principe même de l'émancipation et c'est notre raison d'être. À l'époque de l'URSS, bien sûr, c'était l'encerclement par les puissances capitalistes, les sabotages des espions et contre-révolutionnaires, les ressources qui manquaient, l'économie qui vacillait, le poids de la bureaucratie et des mentalités petites-bourgeoises, etc. Lorsqu'il s'agit de s'exonérer, les occasions ne manquent pas, et ce genre d'argumentation s'est perpétué depuis jusqu'à la nausée. Mais la liberté, ça exige la responsabilité de ce qu'on fait et ce n'est pas toujours facile ni valorisant.

— **Le dernier axe, après le relativisme et la défense, c'est bien sûr la contre-attaque.** Si vous critiquez l'URSS et ses colonies de l'Europe de l'Est, vous êtes par exemple antirusse. C'est un argument qui valait, à l'époque. Sur un autre plan, en discutant un jour avec un ancien déporté des camps nazis, j'ai appris que dans les années 30, critiquer l'Allemagne de Hitler était quelquefois passible du qualificatif de germanophobie. Et ce copain-là, qui a 92 ans, se défend encore aujourd'hui d'être germanophobe¹ ! Ça paraît hallucinant avec le recul, mais c'était comme ça. Aujourd'hui, on parle d'islamophobie : le mécanisme est exactement le même, sauf qu'en plus il mine complètement le combat contre le racisme.

Revenons-en à l'URSS. Quand on était de gauche et critique, on s'exposait à être traité d'hitléro-trotskiste : Lefort et ses camarades étaient ainsi accusés de faire le jeu de la droite puisqu'ils critiquaient la patrie du socialisme qu'ils jugeaient complètement dégénérée et même porteuse d'une nouvelle forme d'oppression qui a plus tard été appelée le totalitarisme. Bien sûr, ils étaient qualifiés de réactionnaires, d'antipauvres, d'anticommunistes, etc. Aujourd'hui, critiquer l'islam, c'est bien entendu être raciste, islamophobe, facho, anti-arabe, anti-immigré, xénophobe, etc. Le principe est simple : progressivement, quoi que l'on dise, par des procédés aussi malhonnêtes que lamentables mais qui terrorisent parce qu'ils s'affranchissent de tout critère stable, on est assimilé à l'ennemi. Il y a deux camps, choisis ton camp, camarade, si tu n'es pas avec nous, alors tu es contre nous, sans discussion, dans la bonne vieille tradition stalinienne. Le cas de l'Espagne de 36-39 est emblématique : tous les courants libertaires, républicains, anarchistes, etc. étaient pris entre les armées de l'Axe Franco-Hitler-Mussolini et celles du camarade Staline. On sait comment ça s'est fini. C'est un cas d'école, je ne vais pas m'étendre. Impossible donc, ou très difficile, de construire un point de vue autonome d'où on pourrait

¹ G. Petit, 2001 ; *Retour à Langenstein. Une expérience de la déportation*, Belin, pref. Cl. Lefort.

mettre à distance les deux oppressions et de dégager des voies praticables pour la population et une issue souhaitable. Le mécanisme est vieux comme le monde mais, ou plutôt donc, il est sacrément bien rodé.

Relativisme, défense aveugle de son camp, assimilation abusive à l'ennemi : autant de procédés qui empêchent de penser et légitiment la politique comme domaine inaccessible au commun des mortels, réservé à quelques-uns. On est vraiment dans la pensée antidémocratique par excellence.

De tout cela découle aussi une dissymétrie fondamentale dans l'analyse. D'un côté, l'Occident est sur-analysé et sur-critiqué, de manière très pertinente ou absurde, mais dans tous les cas c'est possible, faisable, et effectif. Et heureusement : nous nous réclamons plus que tout, ici, de cette possibilité de remettre en question les présupposés de notre culture, de notre pays, de notre famille, etc. Nous l'avons d'ailleurs fait hier en discutant de démocratie directe¹. Mais, de l'autre côté, vis-à-vis du monde non-occidental, c'est, pour une bonne partie de la gauche et surtout pour nos islamo-gauchistes, une complaisance plus ou moins affirmée, plus ou moins délirante, et on en fait même un facteur de démarcation vis-à-vis de la droite... La preuve, dès qu'on y déroge, on passe pour suspect, qui que l'on soit : si on est franco-français, on passe pour raciste, si on est arabe, on serait dans la « haine de soi », l'assimilation, l'arrivisme... Du coup, ça devient tabou. Tout cela rappelle fortement la ligne de défense catastrophique de l'État d'Israël.

La complaisance fait avancer le désert

Au final, de quoi tout cela accouche-t-il ? D'une déresponsabilisation fondamentale. En mettant toute une partie de la réalité et de la population hors du champ de l'intelligence, de la critique, on déresponsabilise totalement les premiers concernés et ceux qui croient en eux, en les privant de repères. En creux, on les encourage au pire et on leur barre la possibilité de l'autonomie et de l'émancipation.

C'est particulièrement visible à propos du communisme, nous avons le recul du temps. Je vais donc commencer par rappeler, trop rapidement, le processus qui s'est déroulé. Dans les années 50 et 60, la chape de plomb communiste rendait l'air irrespirable et les tenants de la politique russe propageaient toutes ces absurdités, le PCF tentait systématiquement d'en cacher ou d'en déformer les pires aspects en manipulant les faits pour donner au « socialisme réellement existant » un « visage humain ». À chaque démenti que lui opposaient les faits, l'idéologie officielle se durcissait et colmatait les brèches : lors des soulèvements de Berlin-Est en 1953, puis en 1956 pour la Hongrie ou la Pologne, puis au moment du Printemps de Prague de 1968, bon là ça devenait vraiment limite, etc., jusqu'à *L'archipel du goulag* de Soljenitsyne (paru en 1974) et *Solidarnosc*, là ça craquait vraiment de partout, jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin en 1989 qui a conclu l'effondrement des partis communistes, des marxismes, et plus généralement des

¹ La soirée de la veille avait été consacrée à la sortie de notre brochure n° 20 « *Démocratie directe : Principes, enjeux, perspectives – Première partie : Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques* », avril 2013. [La retranscription des exposés a été publiée sur notre site sous le titre « *La démocratie directe : projet, principes et adversaires* ».]

fondements politiques de « la gauche ». Et on se retrouve dans un désert que nous habitons toujours, des ruines. Parce que ces dénégations, en couvrant des monstruosité, ont empêché pendant des décennies la réinvention d'une pensée critique, tout en dégoûtant durablement les gens de tout engagement politique, de toute réflexion, de toute possibilité d'alternative. Simultanément, à chaque étape de cet effritement, il y a eu ralliement des intellectuels « compagnons de route » du PCF à la droite classique dès qu'ils s'apercevaient des saloperies qu'ils ont couvertes, souvent pendant longtemps et en condamnant les voix hétérodoxes¹.

Et si ce n'était que la génération de Cl. Lefort, de Sartre, du PC, etc. mais la génération suivante a fait exactement la même chose, en défendant les régimes maoïstes ou cubains, comme Finkielkraut par exemple, ou encore un Kouchner – ici encore accompagnés par Sartre, soit dit en passant, avant leur ralliement final au camp d'en face. Après tous ces délires, soit on observe de discrets revirements, en espérant que personne ne les remarquera, soit on opère un ralliement final à des positions, disons conservatrices pour aller vite, en réaction au déferlement de la réalité, parce qu'on ne peut pas éternellement tenir hors de la critique, hors de l'examen, de la réflexion. Non, on ne peut pas raconter absolument n'importe quoi, malheureusement pour certains, en tout cas pas tout le temps et à n'importe quel propos : la réalité existe et on ne peut pas la cacher perpétuellement aux gens qui la vivent, on ne peut pas maintenir impunément un pan entier de celle-ci hors du champ de l'intelligence et de l'examen. Même avec les meilleurs sentiments du monde, qui semblent aujourd'hui l'alpha et l'oméga de l'engagement politique. Mais ce n'est pas en disant que tout le monde est gentil que l'on construit un monde viable, ni que l'on évite la guerre – on évite de la voir, jusqu'au jour où elle se précipite, mais selon des lignes de partage totalement stériles. C'est ce qui se passe aujourd'hui : ce qui devrait être un affrontement entre les extrêmes droites et les tenants de l'émancipation devient progressivement un conflit entre les Arabes et le reste du monde.

Bien pire, j'ai envie de dire, par ces méthodes, on ruine le terrain même de la critique rationnelle. Ça paraît abstrait, mais c'est fondamental. Nous sommes pour la démocratie directe, dont le principe premier est la critique de tout ce qui existe, de soi, de la collectivité, de la société, de toutes les opinions, de toutes les valeurs pour pouvoir les maintenir en connaissance de cause, ou en construire d'autres, et les examiner à leur tour avec une lucidité et un courage qui doivent être sans concession. Si l'on place tout un espace mental en dehors de cet examen et que l'on utilise tout un arsenal rhétorique pour masquer les faits, tourner autour du pot, manipuler les gens, changer le sens des mots, créer une novlangue, etc., non seulement on provoque à terme l'échec explosif de son propre camp, mais on crée à proprement parler une *impossibilité de penser*. Ça, c'est pire que tout, parce que ça mine le principe de l'argumentation rationnelle et que sans argumentation rationnelle, il n'y a plus que des croyances qui s'entrechoquent dans la violence. C'est évidemment la fin du principe démocratique, de la discussion, de la délibération, etc.

1 Voir par exemple l'article de H. Arendt « Les œufs se rebiffent » (vers 1950, in *La politique de l'existence et autres essais*, Payot, 2000, p. 177-194). Le titre fait bien entendu allusion à la célèbre omelette révolutionnaire.

C'est là-dedans que nous vivons, que nous nous enfonçons, une insignifiance des choses et particulièrement de la politique, et ce phénomène plonge notamment ses racines dans cette histoire-là.

Tout cela, appliqué à nos islamo-gauchistes, est pareillement catastrophique. Car c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui : à chaque événement, ils tordent la réalité dans tous les sens pour satisfaire le fantasme de quelques-uns et soustraire l'islam à toute critique. On assiste à des contorsions incroyables pour maintenir des positions ridicules, coûte que coûte : des gens qui devraient être les héritiers d'Olympe de Gouge, de la Commune de Paris et des combats anticléricaux depuis au moins quatre siècles en viennent à dénigrer cet héritage pour épargner l'idéologie musulmane, tout en mobilisant à raison cette filiation pour combattre, par exemple, les anti-mariage homosexuel. C'est assez impressionnant et ça amène ce que l'on a appelé « La confusion occidentale »¹. On les voit même aujourd'hui défendre le principe religieux lui-même et retourner la laïcité contre elle-même, alors qu'elle ne devrait être qu'une étape historique dans la liquidation du fantasme de dieu, de l'illusion religieuse comme névrose collective. Bref, plus la réalité dément leurs élucubrations, plus ils surenchérisent, on est vraiment dans l'idéologie close sur elle-même, dans le quasi-religieux, ou ce qu'on appelle en psychosociologie la dissonance cognitive. Mais tout le monde, le tout-venant de tous les pays, se rend compte, peu à peu, au fil du temps, que l'islam n'est pas en soi une religion inoffensive, que les Arabes ne sont pas plus innocents que d'autres, que l'islamisme existe, opprime et tue, qu'il se répand comme la peste et qu'il faut le combattre comme une réelle extrême droite, où que l'on soit. Les gens ordinaires s'en rendent compte, petit à petit, malgré toutes les opérations de haute voltige de l'extrême gauche et des intellos affiliés – parce que là on parle d'un petit bocal intellectuel, mais qui est très bavard – les gens s'en rendent compte dans la famille, dans le quartier, dans la rue, en lisant les journaux, c'est une chose qui commence à se voir vraiment, à se faire voir même, à sauter à la gueule, sans jeu de mots. Mais à gauche, du fait de ces mécanismes dont je viens de parler, il n'y a plus aucune grille d'analyse pertinente de cette réalité, donc on l'élude, comme si la reconnaître simplement pour la comprendre, c'était trahir son camp.

Il suffit alors bien entendu aux plus réactionnaires de décrire bêtement des faits quotidiens, banals et vérifiables pour être tout simplement du côté de la raison. La droite à beau jeu de récupérer le combat contre l'obscurantisme qui devrait être la colonne vertébrale même de ce qu'on appelle la gauche. C'est par exemple l'extrême droite française, ou plutôt la droite nationale et populiste, qui récupère la laïcité. Mais la laïcité, acquis du mouvement ouvrier et des combats antireligieux depuis au moins le *XVe* siècle, elle n'a même pas été récupérée : elle était posée là, abandonnée car islamophobe depuis 30 ans... Non, ce n'est pas la droite qui est trop forte : c'est notre camp qui est absent sur le combat contre les extrêmes droites religieuses, et nous sommes ridicules. Bien pire, en défendant l'intégrisme rampant au nom de la défense des pauvres immigrés, les islamo-gauchistes font son lit en accréditant la chaîne de signification islamisme=islam=arabe=immigré. Stratégie transparente des « Indigènes de la République », par exemple, qui ne peut que nourrir à pleines gorgées l'extrême droite nationale, on dirait que c'est

¹ « La confusion occidentale », *Malaises dans l'identité*, op. cit. p. 45

l'effet recherché, et c'est bien possible dans une stratégie victimaire. Tout cela est absolument catastrophique et suicidaire, et c'est ce que nous vivons.

Qu'est-il possible de faire ?

Qu'est-il possible de faire ? Trois éléments, là encore, pour ne pas finir sur une note trop sombre et essayer de dégager quelques pistes.

D'abord bien sûr, cela découle de tout ce qui précède, lutter pour une lucidité dans l'analyse. Sortir de ces circuits confusionnistes pour regarder la réalité, même si elle est désagréable, et l'analyser à nouveaux frais. Ça ne paraît rien, mais c'est d'autant plus central que ce n'est que rarement fait, parvenir à se construire une représentation du monde qui concilie à la fois un respect pour les choix de chacun et une exigence politique quant aux sociétés que nous construisons, à l'ambiance sociale, aux perspectives d'avenir. Dans cette voie, minée idéologiquement par le politiquement correct, la bien-pensance d'un côté et de l'autre la crispation, la paranoïa et la récupération démagogique, il faut éviter les discours xénophobes comme l'angélisme, et ça, ça reste largement à faire. Il y a un camp à constituer, presque entièrement, qui concilie critique sans concession de l'Occident et critique lucide des autres cultures, dans la perspective d'un monde viable pour tous, souhaitable. C'est encore possible, d'après nous, mais ça le devient de moins en moins au fil de l'actualité, parce que l'Europe est de plus en plus vue comme un refuge face au chaos du monde et particulièrement des pays arabes.

Ensuite, nous en parlions hier, il y aurait à travailler à l'émergence d'un projet politique. Bon, ce n'est pas une chose qui descend du ciel ou que l'on fait sortir de son chapeau en claquant des doigts, ça dépend très peu de nous, mais l'islamisme, comme toutes les extrêmes droites et tous les dogmes, se nourrit de l'insignifiance, de la perte de sens de la vie moderne, de la désresponsabilisation généralisée. Cette désespérance existentielle profonde secrétée par la mécanisation de la vie, la société de consommation, la routine du travail, la désocialisation, etc., c'est une dynamique *interne* à l'Occident, décelée et dénoncée très tôt par certains auteurs. C'est là-dessus que prospère l'extrême droite, ici bien sûr, mais aussi dans l'aire arabo-musulmane, largement occidentalisée et auto-occidentalisée, et plus généralement dans le monde entier. De ce point de vue, la meilleure réponse aux extrémismes serait la naissance d'un *projet politique* consistant et populaire, visant l'émancipation, émanant des gens eux-mêmes, voulant la démocratie, l'autonomie individuelle et collective, comme la modernité en a été porteuse à la Renaissance, lors des Lumières, pendant les révolutions ou après avec le mouvement ouvrier. Populaire, ça veut dire que ce n'est pas un texte, une brochure ou un groupe qui pourrait le décréter, mais les gens dans leur vie quotidienne, dans leurs aspirations profondes, dans ce qu'ils transmettent aux enfants. Bien sûr, on peut y travailler, et on le fait. Mais là nous parlons d'un courant de fond qui traverserait la société, qui saurait ce qu'il veut et ce qu'il est prêt à faire pour l'avoir. Inutile de dire que l'on en est très loin, et c'est le dramatique de la situation parce que, par définition, ça ne se décrète pas. Aujourd'hui, ce

que les gens veulent, massivement, dans le monde entier, c'est le modèle occidental bien sûr, mais amputé de sa dimension émancipatrice pour n'en retenir que la consommation croissante, l'État-providence déresponsabilisant et la surenchère technologique – et c'est une impasse, on le sait, on le voit de multiples manières. C'est la question de fond que nous posons dans notre brochure à propos de « l'identité nationale »¹, qui interroge chacun. Bien sûr, il y a des signes encourageants, comme les mouvements des « indignés » d'Espagne ou de Grèce, sur lesquels nous avons travaillé², mais il faudrait qu'ils s'instituent en profondeur, et dans la durée.

Pour finir, c'est un peu plus accessible, il faudrait aussi passer à l'action directe. C'est-à-dire des interventions qui travailleraient concrètement contre l'amalgame entre l'islamisme et la communauté arabe ou musulmane. Autrement dit, cela implique que les Arabes et/ou les musulmans en général soient capables de s'opposer par des faits, par des actes politiques, par des engagements collectifs clairs et durables, par un travail militant de terrain, à l'islamisme qui se réclame d'eux, voire à l'islam. Et ce n'est pas le cas du tout. On entend sans cesse après chaque offensive intégriste « *Non à l'amalgame, non à l'amalgame, non à l'amalgame !* », après chaque violence ou attentat c'est la même rengaine, mais il n'existe aucune force réelle collective et consistante qui montre un refus clair et rende inepte les accusations d'amalgame, alors que de telles mobilisations pul-lulent pour dénoncer « l'islamophobie ». Après le 21 avril 2002, on a assisté à des manifestations massives contre Le Pen, et c'était très loin d'être les premières – après les scrutins tunisiens, rien, ni ici ni là-bas, ou si peu. On assiste même au contraire un peu partout à un renforcement des pratiques rigoristes depuis le 11 Septembre, alors que ça aurait été l'occasion de tracer une ligne de démarcation entre la pratique traditionnelle et l'intégrisme. Peu de temps après ces attentats, une amie tunisienne nous confiait qu'elle aurait dorénavant honte d'être musulmane : c'était une réaction très saine, qui semble aujourd'hui carrément baroque, ou en tout cas qui est complètement passée sous silence... Aujourd'hui, au sein des immigrés arabo-musulmans, les résistances politiques qui font pièce au chantage islamiste sont individuelles, passives et dispersées, et souvent peu lisibles ou peu claires, et se réduisent à un mode de vie occidentalisé. Ça c'est une chose qui manque cruellement³. Il faut absolument situer la lutte sur un terrain politique à travers la question « Quelle société veut-on ? », et sortir des clivages ethnico-religieux, terreau des extrêmes droites. Parce qu'on ne se sortira pas de cette situation extrêmement difficile sans ce type de clarifications politiques, et ça ne peut qu'être l'œuvre des premiers concernés. C'est le vieux principe dont nous nous réclamons, qui veut que l'émancipation des peuples soit l'œuvre des peuples eux-mêmes. Et nous pensons que l'islamisme, en tant que dynamique mortifère interne à l'aire culturelle arabo-musulmane, ne peut être mis en échec que par la mobilisation, d'abord, des premiers concernés, partout.

1 « Malaise dans l'identité », *Malaises dans l'identité*, op. cit. p.14

2 Cf. Brochures n°18 & 18bis *Le mouvement grec pour la démocratie directe. Le "mouvement des places" du printemps 2011 dans la crise mondiale*, septembre-octobre 2011.

3 Exception salutaire et récente : la création le 6 juillet 2013 du *Conseil des Ex-Musulmans de France*, dont on ne peut qu'espérer qu'il essaime en terrain populaire en évitant toutes les chausse-trappes que ses partisans ne manqueront pas de rencontrer très vite.

Le seul moment où un pays s'est libéré du cauchemar islamiste, c'est l'Algérie de la fin des années 90, et ça c'est fait par la formation de milices populaires villageoises, la plupart auto-organisées, qui ont chassé les barbus des campagnes, loin des jeux de dupes du pouvoir et de l'armée. C'est peut-être ce qui va aussi se passer en Iran, d'une manière différente, ou au Maghreb. Face à l'extrême droite, ce que montre l'Histoire, c'est qu'il n'y a que la mobilisation autonome des gens, qui clairement disent « non », c'est ça qu'il faudrait d'abord faire, et je crois qu'ils sont nombreux à le vouloir. Mais il faudrait que ça émerge avant que l'affrontement ne devienne vraiment risqué physiquement, et surtout selon des lignes totalement stériles.

Parce que le conflit qui s'affirme jour après jour, c'est quoi ? C'est bien entendu une réaction nationale qui s'en prend aux immigrés, et son symétrique, sur un territoire extrêmement hétérogène, des implications économiques et géopolitiques, et avec des rapports de force qui ne déterminent aucune issue... Dans ce contexte de chaos social, nous ne pouvons que combattre la xénophobie et le chauvinisme français, mais alors on défend du même coup les écoles coraniques, le halal, les fatwas et la burqa puisque pendant ce temps-là, l'islamisme continue de croître, bien évidemment, c'est cette situation-là qu'il cherche à provoquer depuis trente ans et l'oligarchie, l'État, tire tranquillement son épingle du jeu. L'enjeu de tout ce qu'on raconte ce soir c'est ça, finalement : arriver à ce que l'affrontement quitte le terrain militaro-policié et ethnico-religieux pour devenir l'affaire de chacun et oppose les tenants de l'émancipation, quels qu'ils soient, où qu'ils soient, et toutes les extrêmes droites, d'où qu'elles soient. Là, il y a un enjeu véritable, là nous sommes encore majoritaires et là nous pouvons réellement nous battre et gagner quelque chose. Ça demande un redécoupage clair des appartenances de chacun : ça semble encore possible côté franco-français, mais ça exige impérativement que les immigrés se positionnent massivement, clairement et publiquement contre les manipulations islamistes, le chantage, l'assignation identitaire et la bigoterie offensive.

Très concrètement, nous ne pouvons pas, en tant que non-Arabe ou non-musulman, agir à leur place. Je peux me déclarer anti-islamiste ou même antireligion, mais ça n'a aucun impact puisque je suis issu de sociétés et de cultures très sécularisées, donc ce sera entendu comme une simple réaction xénophobe et il faudra que je m'en distingue perpétuellement... Mais nous pouvons, qui que nous soyons, au moins faire en sorte de contrer partout le discours islamo-gauchiste qui, lui, empêche les musulmans et les Arabes de s'émanciper du conditionnement religieux, en dévalorisant perpétuellement toute tentative de critique radicale et fertile des mentalités, des cultures et des sociétés arabo-musulmanes. Il faut arrêter cette complaisance vis-à-vis de toutes les formes d'islamisme, de l'islam et des religions en général, qui empêche une critique radicale de toutes les extrêmes droites d'où qu'elles viennent et des éléments culturels, religieux et idéologiques qui les favorisent.

Je crois que je vais m'arrêter là, je vous remercie de votre attention et je propose que l'on commence le débat¹.

¹ La retranscription de celui-ci est disponible sur notre site.

Recension de “L'État islamique”, de Samuel Laurent

*Texte extrait du bulletin de Guy Fargette
Le Crépuscule du XXe siècle n° 23-30, mars 2015*

Cet ouvrage récent (novembre 2014) s'efforce de rassembler les diverses informations disponibles sur cet “État islamique” qui entend structurer la révolte sunnite en Irak d'abord, puis en Syrie, et qui s'est proclamé “califat” en juin 2014, après la débâcle de l'armée irakienne dans la région de Mossoul. L'auteur affirme avoir eu accès à des témoignages de transfuges qui lui ont fourni un éclairage relatif sur la structure interne et sur la logique de l'appareil en cours de constitution dans les deux parties supérieures des vallées de l'Euphrate et du Tigre (à l'aval du territoire turc), et dans la Diyala. La dimension millénariste de cet État, ainsi que son embryon d'organisation, s'y trouvent décrits.

L'appareil militaire

Presque tous les hommes clés de ce pouvoir semblent irakiens. Les combats qui ont duré en Irak depuis plus de dix ans, avec des moments de répit, ont aguerri une phalange de combattants qui étaient plus ou moins liés à Zarkaoui dans la guérilla contre la présence américaine en Irak et qui est renée de ses cendres en 2009, à la suite des bévues du gouvernement irakien chiite de Nouri al-Maliki vis-à-vis des sunnites, malgré les objurgations américaines¹. L'appareil militaire se recrute très probablement dans les restes de l'appareil du régime de Saddam Hussein (les sunnites dominaient en effet sans partage l'ancien régime irakien, dans la continuité de leur position de relais du pouvoir ottoman avant l'effondrement de cet empire). Samuel Laurent décrit la fabrication d'un État strictement militaire, expurgé de “toute bureaucratie superflue”. Ses moyens financiers, qualifiés de “non négligeables” demeureraient cependant très maigres pour un “État”, un ou deux milliards de dollars de budget annuel (on parle de “trois” milliards en 2015). Les fonctions d'éducation, de soins, etc., sont inévitablement réduites à leur plus simple expression. Toutes les ressources sont aspirées par les leviers de coercition, selon un impératif d'expansion systémique. L'E.I. ne peut exister que comme une structure militaire perpétuellement combattante.

Le point notable est la rivalité meurtrière qui oppose cet “État islamique” à Al Qaïda, aussi bien en Irak qu'en Syrie. Si la création du “califat” en juin 2014 avait l'allure d'une

¹ Samuel Laurent note aussi que toute la future direction de l'E.I. était prisonnière de l'armée américaine et que ces gens, issus du groupe Zarkaoui, furent néanmoins relâchés au bout d'un certain temps. Les informateurs de l'auteur, transfuges ou adversaires de l'E.I., affectent d'y voir un “complot” américain, mais à un autre moment, ils pestent contre la supposée impuissance de la réaction militaire américaine actuelle.

bizarrierie, les appels aux ralliements des groupes djihadistes à travers le monde montrent six mois plus tard qu'il est doté d'un pouvoir de séduction que le label "Al Qaïda" peine à contrebalancer. C'est l'indice que l'évaporation de toute une série de frontières, physiques, juridiques, symboliques, s'aggrave et entraîne un effondrement crucial des échelles de souveraineté dans le monde arabo-musulman, et peut-être au-delà, puisqu'au Pakistan, aux Philippines et en Indonésie, il y a des échos visibles, dont on ne connaît pas encore le potentiel.

Régime de terreur

Le point le plus notable tient au rôle des services de renseignement de l'E.I., l'Amni, véritable Tcheka qui a tout pouvoir pour agir, sans aucun contrôle "légal". L'E.I., qui se prétend "califat", ne produit aucune loi. Ses paravents "juridiques" *ad hoc* sont de simples alibis pour entériner l'arbitraire de la répression, qui multiplie les actes de férocité publique : liquidations massives de soldats faits prisonniers, liquidation de tout partisan qui paraît douteux ou qui veut repartir (utilisation de modes d'exécution d'un archaïsme exceptionnel, comme la crucifixion), épurations internes déjà, asservissement des femmes, jusqu'à la création de "marchés aux esclaves sexuelles", liquidation de populations entières : les chiites ne sont même pas invités à se convertir, tandis que les Yézidis, assimilés à des polythéistes, doivent se convertir ou mourir¹. Cette Amni joue également un rôle majeur dans les opérations de conquête, par l'infiltration et la désagrégation des résistances (comme à Mossoul).

L'E.I. s'est aussi dotée d'une cellule étrangement efficace de propagande électronique, qui lui permet de diffuser sur internet une grande partie de ses revendications sauvages. À la différence des régimes bolcheviks ou nazis, l'E.I. affiche en effet très ouvertement sa cruauté et sa sauvagerie et s'en fait une marque de fabrique. La fascination qu'elle exerce sur les recrues n'en pâtit aucunement, ce qui laisse à penser que, en dehors du monde musulman où le rapport avec la brutalité est beaucoup plus direct et décomplexé qu'en Occident², nombre d'esprits déstructurés ont été remarquablement préparés à une indifférence et à une cruauté particulière par l'industrie du divertissement qui a tout envahi depuis des décennies³. L'E.I. bénéficie en somme, et à sa propre surprise, de la désagrégation anthropologique générée par les médias de masse⁴.

1 Les hommes yézidis qui ont accepté la conversion pour échapper à l'exécution collective ne semblent inspirer aucune confiance et seraient regroupés dans des immeubles désaffectés où ils seraient "retenus", ce qui est une définition typique de "camp de concentration". Quant aux chrétiens, qui auraient le choix théorique entre la conversion et le paiement de l'impôt, leur sort ne paraît guère plus enviable dans les faits.

2 Cf. S. Laurent, p. 70 : *"refuser de voir l'Islam, dans sa forme originelle, comme une idéologie violente et dominatrice, constitue un déni de réalité particulièrement dangereux pour nos nations"*.

3 Telle cette publicité de l'E.I. sur internet, qui calque ses images sur celles des jeux vidéo : *"Tu ne mourras qu'une fois, alors pourquoi ne pas mourir en martyr ?"*, citée p. 117.

4 Cette E.I., à la manière du bolchevisme et du nazisme, mais avec une ampleur encore limitée, suscite donc et bénéficie, pour employer une métaphore, d'une espèce de pandémie psychique, ce qui lui donne l'allure d'un millénarisme agissant. Cf. A. Besançon, *Le malheur du siècle*, éd. Fayard, sept. 1998, p. 44, qui notait cette dimension à propos du nazisme et du bolchevisme.

Le régime interne de terreur concerne aussi l'organisation, comme l'indiquent les transfuges que l'auteur a pu rencontrer. Ceux-ci affirment que l'E.I. se nourrit de la guerre, au point que Samuel Laurent semble impressionné par cette logique. Il note que les États occidentaux ont tenté d'aider l'Armée syrienne libre, dont ils espéraient faire un levier pour renverser le régime d'Assad, mais que les armes fournies ont très fréquemment fini entre les mains des djihadistes. L'Armée syrienne libre serait surtout une plate-forme du crime organisé, alors que l'E.I. parviendrait à le contrôler et à s'en servir.

Le pessimisme de l'auteur

S. Laurent semble gagné dans ce livre par un effet de sidération devant les succès relatifs de l'E.I., et ne voit pas clairement ce qui pourrait endiguer cette force. Il souligne la faiblesse des réactions occidentales, déclenchées à contre-cœur et qui, insuffisantes pour détruire l'E.I., lui apportent un label envié en islam d'«ennemi de l'Occident». Ainsi, en novembre 2014, date de mise sous presse de son livre, il ne croyait pas que Kobané pût être sauvée de l'attaque djihadiste. Or, à ce jour, elle l'a été, malgré le sabotage turc qui craint que les Kurdes acquièrent de plus en plus de force. De même, il considérerait que la guerre aérienne serait impuissante devant la dilution des forces djihadistes dans le territoire. Les récentes opérations en Irak semblent montrer le contraire.

L'auteur indique cependant, au fil de son exposé, diverses raisons qui permettent de comprendre les limitations que subit l'E.I.

La maîtrise interne de ses sources de revenus devient de plus en plus problématique, malgré l'appareil de terreur, d'autant que les bombardements nuisent nettement aux exportations de pétrole. Mais c'est surtout l'attitude massacreuse de l'E.I. contre les chiïtes qui représente son principal point faible, même si elle plaît énormément aux Saoudiens et aux Qataris wahhabites. Une telle volonté exterminatrice ne peut que justifier une résistance absolue de populations fort nombreuses dans la région : toute l'Irak centrale et méridionale, adossée à l'Iran, les chiïtes libanais, et les Alaouites syriens appuyés par les minorités non-sunnites. Même en Turquie, les Alévites (8 à 10 millions de personnes) ne peuvent se leurrer sur la menace qui les concerne tout autant. Cet élément ajouté à la force démographique des Kurdes (environ 35 millions d'individus répartis sur quatre pays), indique que la Turquie n'est pas immunisée contre les effets de l'implosion du monde arabo-musulman. Son retour à un «nouvel ottomanisme» est corrélé à cette problématique.

Dynamique par le chaos

S. Laurent ne fait pas la comparaison avec l'avènement des régimes totalitaires du XXe siècle, mais les analogies avec l'avènement du régime bolchevik sont frappantes. Dès 1924, un observateur attentif tel que Karl Kautsky constatait qu'était né là un régime sans équivalent dans l'histoire, dont la brutalité appelait une dénonciation sans ambiguïté. Les remarques de Julius Martov, chef de file des Mencheviks internationalistes russes,

allaient dès 1920-1923 dans le même sens : le bolchevisme, d'abord jugé comme un simple produit des conditions arriérées de la Russie, s'est répandu à très grande allure dans le monde, et selon des lignes de force qui ont pris au dépourvu tous les observateurs sceptiques. En termes étroitement marxistes, cette expansion reposait sur une soldatesque "déclassée", déterminée à tout résoudre par la force immédiate. Mais lorsque la période de la guerre fut passée, et que de nouvelles structures militaires furent créées (jusque dans des États européens nés de l'armistice et dépourvus de force armée antérieure), il devint clair que le bolchevisme incarnait fondamentalement un "communisme de consommateur", indifférent au sens de la responsabilité et du possible.

Comme le constate l'hypothèse idéocratique, c'est d'emblée qu'est née cette "surréalité" analysée par Alain Besançon¹ ou Martin Malia, qui est devenue la marque de fabrique du "*socialisme réellement existant*" : ce socialisme déclaré advenu ne pouvait être nié par quiconque, qui se trahissait de ce seul fait comme agent du "capitalisme". Tout au plus le régime pouvait-il admettre que sa construction était en cours, mais de façon triomphale. Ce qui était nommé "capitalisme" était en fait tout aspect de la réalité embarrassant pour l'univers mental ou matériel du "socialisme réel".

Le régime totalitaire bolchevique a sans doute représenté le totalitarisme le plus caractéristique et le plus étendu, avant d'être rejoint par son rival chinois en 1949, parce qu'il fut le seul à se constituer par le chaos, tandis que le fascisme italien ou le nazisme allemand accédèrent au pouvoir sans guerre civile et tendirent à copier les structures bolcheviques seulement ensuite, le passage à la guerre réalisant le chaos dont le régime national-socialiste avait besoin².

1 Voir A. Besançon, *Présent soviétique et Passé russe*, Livre de Poche 1980, qui insiste sur ce facteur central de la production idéocratique : l'impératif d'une "surréalité" idéologique, la proclamation de l'existence déjà advenue du régime "socialiste", contre tout démenti des faits, doit l'emporter sur toute considération pratique. L'énigme de ce régime totalitaire se mesure à ce qu'aucune théorie ne semble en mesure de parvenir à en épuiser les dimensions. C'est sans doute la raison pour laquelle, à l'instar des physiciens qui furent amenés, pour décrire les propriétés de la lumière, en faisant intervenir des conceptions "ondulatoires" et "corpusculaires" qui semblaient exclusives, la nature du régime soviétique et de ses concurrents mimétiques tels que le nazisme exige d'utiliser des théories non homogènes entre elles : l'analyse idéocratique fournit la description la plus simple de sa dynamique interne, l'analyse de la bureaucratie rend compte de la floraison inouïe de la plante marxiste la plus primitive sur un socle social-historique de sociétés traditionnellement hantées par les structures bureaucratiques despotiques, et l'analyse du totalitarisme comme régime absolument nouveau dans l'histoire rend compte des extraordinaires convergences fonctionnelles entre bolchevisme et nazisme.

2 Il est à noter que le fascisme italien présente un caractère totalitaire incomplet, en ce sens qu'il n'a jamais accédé au stade du gouvernement régulier par le massacre de masse contre ses propres ressortissants. [La thèse d'Hannah Arendt sur le totalitarisme souffre par ailleurs d'une faiblesse redoutable et rarement mise en évidence : cet ouvrage devait s'intituler *L'Impérialisme*, dans l'esprit des théories marxistes d'avant 1914. Son hypothèse sur l'influence de l'administration coloniale dans la constitution du national-socialisme n'explique pas pourquoi aucun régime de ce genre n'est advenu par ses propres forces dans les principales métropoles des empires coloniaux (Grande-Bretagne, Pays-Bas, France). Ernst Nolte, dans *La guerre civile européenne*, trad. éd Perrin, 2011, a fait scandale en montrant que la convergence structurelle entre régimes nazi et bolchevik était moins à chercher dans le moment d'aboutissement, en aval, que dans la généalogie et l'interaction constante que ces régimes ont entretenu, c'est-à-dire en amont.]

À sa manière, l'E.I. répète ces grands traits systémiques : ses recrues sont des soldats perdus (de Saddam Hussein ou des diverses guerres civiles produites par l'effondrement interne de régions arabo-musulmanes) ou des individus emportés dans une dérive anthropologique (le nombre de délinquants volontaires pour aller en Syrie est, comme pour les Brigades internationales en 1936¹, significatif).

L'E.I. ne peut que chercher à étendre le chaos qui la fait vivre : dans le nord du Liban ou en Jordanie, mais à moins d'un effondrement de régimes d'autres zones sunnites (Turquie, Arabie saoudite, Egypte), son bassin d'expansion paraît aujourd'hui singulièrement limité. Or, l'E.I. doit s'étendre sans cesse sous peine d'implosion aggravée, conformément à toute matrice impériale. C'est pourquoi une question de S. Laurent mérite l'attention, mais sans doute pas comme il le croit : en cas de défaite de l'E.I., qu'est-ce qui pourrait lui succéder ?

Néanmoins, la surréalité "salafiste" (prétendant instaurer une société identique à celle rêvée pour l'époque du prophète selon la légende musulmane officielle) reprend les grands traits de la surréalité "socialiste" : est qualifié de "jahiliyya" (barbarie métaphorique), au lieu de "capitalisme", tout aspect embarrassant de la réalité.

Totalitarisme néo-musulman

Les événements d'Irak et de Syrie montrent qu'un totalitarisme fondé sur les formulations néo-musulmanes n'est pas seulement possible (le régime chiite iranien l'avait déjà illustré), il est bel et bien en cours de constitution dans des zones sunnites, et c'est dans l'antique région de Mésopotamie du nord qu'il est le plus avancé (les tentatives mimétiques en Libye orientale, dans le Nigéria du nord-est, en Afghanistan bientôt sans doute, etc., semblent plus rudimentaires encore, mais partageant sa caractéristique d'extension par le chaos).

Le "califat" présente toutes les caractéristiques d'un totalitarisme (gouvernement par le massacre) :

- domination du secteur secret sur l'organisation, qui garantit la terreur à tous les échelons (jusqu'au recours régulier au massacre de masse)
- constitution d'un archipel concentrationnaire
- règne d'une idéologie rigide (le salafisme) qui se présente comme l'avènement immédiat d'une "nouvelle société" (proclamée comme le retour à la période mythique des "salafs", label idéologique des compagnons du prophète censé avoir fondé l'islam).

Les purges semblent déjà systémiques, et des informations filtrent désormais sur l'organisation de prières forcées. Contrairement à l'Iran par exemple, où les mosquées se vident depuis longtemps, à la grande préoccupation des mollahs, l'E.I. entend bien rendre obligatoire les cinq prières quotidiennes de la tradition.

¹ Voir le témoignage de Zigmunt Stein, *Ma Guerre d'Espagne*, 1962, traduit en français au Seuil en 2012 (il convient de faire abstraction de la préface lénifiante du trotskiste plus ou moins détroqué Jean-Jacques Marie, visiblement demeuré dans la tradition bolchevique).

L'ampleur des ambiguïtés cultivées par les courants de l'islam politique, notamment chez les “Frères musulmans”, toutes tendances confondues, vis-à-vis de cette tentative “califale”, et le discrédit public presque instantané qui frappe les rares “docteurs de la foi” qui ont tenté de dénoncer l'entreprise de l'E.I., confirment que **c'est l'islam politique, dans toutes ses composantes**, qui alimente cette entreprise totalitaire : avec l'E.I., certains aspects du totalitarisme se dévoilent ou s'exposent d'une manière inédite, qui peuvent éclairer en retour certaines dimensions demeurées embryonnaires dans le nazisme ou le bolchevisme.

Considérations au-delà du livre

Sur une telle base anthropologique, où se mêle comportement autoritaire et prédateur avec une nostalgie de puissance mondiale, toute tentative de restauration impériale produit nécessairement un type de contradiction qui n'est tenable que dans un état de guerre permanent. Si la racine des mécanismes totalitaires caractéristiques du néo-islam est endogène, les conditions que rencontre la réalisation du projet néo-musulman, préparé par l'extension de l'islam politique et du salafisme, mènent à l'enfer totalitaire. Jusqu'à présent, il a réussi, péniblement, à s'étendre par chaos capillaire, sur les décombres des tentatives de restaurations impériales déguisées que constituaient les déclinaisons baassistes du nationalisme arabe (en Irak et en Syrie). Mais en cristallisant une zone de pouvoir sans partage, il entre dans une phase nouvelle, qui sera un moment de vérité pour la survie de son projet. Une défaite militaire, ou même une absence de victoire, impliquant son endiguement, serait aussi dévastatrice pour lui que pour tout autre régime de ce type.

L'âpre rivalité entre sunnisme et chiisme est un obstacle à ce projet d'empire mondial, mais aussi un moyen d'en entretenir le fantasme (la défaite de l'un des camps pouvant se faire temporairement au profit de la survie de l'autre).

Tout régime totalitaire semble corrélé à une entreprise forcenée de *restauration impériale* à l'époque moderne. Si le chaos irakien n'a pu être endigué par les États-Unis (bien qu'en 2009, avant les erreurs acharnées des chiites irakiens contre les sunnites, l'affaire pouvait sembler localement résolue), l'effondrement de certaines régions arabo-musulmanes, indépendamment des interventions occidentales, qui ne peuvent que produire des résultats déconcertants, est saisissant : qui pourrait prétendre que le régime de Bachar el Assad fut un pion de l'Occident ? Le volontarisme visant à restaurer une verticalité unitaire s'inscrit donc dans l'héritage des projets totalitaires du XXe siècle. L'islam politique s'est d'ailleurs initialement construit dans l'imitation des mouvements fasciste et nazi (cf. les “chemises vertes” des Frères musulmans dans les années 1930 en Egypte).

Le bolchevisme visait à revenir au principe d'un supposé âge d'or du “communisme primitif” et arborait dans son principe un élément de “restauration” mythique. Ce régime si marqué par l'arriération des immensités russes prétendait néanmoins à une “modernité” technicienne (très dix-neuvième siècle) qui semble loin des préoccupations djihadistes.

Le régime soviétique n'a pu tenir qu'en parasitant le monde occidental, avec cynisme (la phrase de Lénine “ils nous vendront la corde pour les pendre” fut un programme et non une simple boutade).

L'entreprise djihadiste en Irak et Syrie entre brutalement en contradiction non pas tant avec les mentalités quotidiennes, enlisées dans la stérilité par le salafisme galopant¹, qu'avec le contexte étrangement “modernisé” de la consommation, qui alimente une illusion d'abondance sans effort, et une irresponsabilité agressive. Même les régions du Proche-Orient connaissent sinon l'industrie à l'occidentale, du moins un monde d'automobiles, de télévision, de téléphones et d'internet, soit un univers où la ville éclatée tend à tout envahir, *mais dans le cadre d'une démographie hors de contrôle*². Ce facteur qui aggrave les impasses des régimes arabo-musulmans autorise d'immenses pertes humaines. Le fonctionnement totalitaire, produit direct de la première guerre mondiale, s'est caractérisé sur le modèle de la guerre industrialisée, par une **immense production de cadavres**. L'État islamique dérive d'une série de guerres locales entamées en 1980, où le régime de S. Hussein s'est noyé. Il ne peut que nourrir, par tous les moyens, des formes de guerre atypiques, afin d'y produire son vivier.

Le destin de l'islam s'est ancré dans la prise inattendue du “carrefour du monde” au VIIe siècle, qui a mis à sa disposition la “rente géographique” caractéristique du Proche-Orient. Les diverses déclinaisons de la mentalité islamique ont été profondément marquées par cette situation qui a conditionné le destin historique de l'islam jusqu'à la fin du Moyen Âge. Les “grandes découvertes”, notamment de l'Amérique, ont porté un coup fatal à cet avantage, qui est très provisoirement revenu par le biais de la rente pétrolière et gazière, condition d'une accélération des capacités productives modernes après 1945-1950. La plus grande partie du monde arabo-musulman (mais aussi l'Iran) vit fondamentalement d'un parasitage des pays industrialisés, avec lesquels il échange cette rente pétrolière ou gazière contre des produits manufacturés. Depuis la fin des années 1970, le wahhabisme est entré en compétition avec l'Iran chiite pour décider qui aurait la prééminence dans l'univers musulman. Cette compétition ne peut s'apaiser par un compromis et constitue le noyau actuel du dynamisme islamiste. La dénonciation de l'Occident qui s'est soustrait à la conquête musulmane depuis plus de mille ans est l'alibi chargé d'autoriser toutes les agressions.

Paris, le 30 décembre 2014

1 Voir l'ouvrage de l'auteur égyptien Alaa el Aswany, *Extrémisme religieux et dictature*, éd. Actes Sud, 2011 et 2014, qui décrit avec acuité la manière dont le salafisme stérilise et saborde le fonctionnement des sociétés “musulmanes”.

2 La manière dont les proto-États néo-musulmans se greffent sur la généralisation du “caractère de l'économie informelle” semble renforcer le lien entre “chaos” et régime totalitaire.

Islamisme, totalitarisme, impérialisme

N'y a-t-il pas meilleur symbole de soumission à l'impérialisme musulman que l'image du peuple algérien qui se prosterne cinq fois par jour vers son conquérant situé en Arabie ?

Pourquoi je ne suis pas musulman, Ibn Warraq, éd. L'Âge d'Homme, 1999, p. 249

L'ambition de ce texte est d'avancer quelques éléments d'analyse à des fins de compréhension du phénomène islamiste. Cela exige de se défaire d'un certain nombre d'idées reçues, fruits d'un arbre dont les racines idéologiques ne seront pas analysées ici¹. Mais trois d'entre elles, particulièrement saillantes, méritent cependant d'être citées dans cette introduction afin de clarifier notre propos.

Aborder l'islamisme : trois idées reçues

La première consiste à croire que le mode de vie des sociétés occidentales incarne « l'idéal » des sociétés humaines – autrement dit que leurs attraits prouvent que, comme on l'entend souvent, « au fond tout le monde veut vivre tranquille » avec sa famille, sa maison, son chien et, sous-entendu, *toute la société de consommation*. Cet ethnocentrisme touchant veut ignorer la marche de l'Histoire tout autant que la complexité du psychisme humain : si le confort et l'indifférence peuvent effectivement anesthésier quelque temps la quête de sens, le besoin d'appartenance, les tendances à la domination et à l'acaparement, les poussées meurtrières et le désir de mort, ils ne les suppriment pas.

La seconde, implication logique de la première, serait que les désordres du monde, ses violences, son chaos et, partant, l'islamisme, trouvent leurs sources dans ce même Occident, ses imperfections transitoires, ses difficultés d'accès et que, par conséquent, *lui seul* serait à même de les résoudre. C'est là confondre *l'influence* de l'aire occidentale sur la marche du monde d'un côté et les *réactions* qu'elle suscite de l'autre. Ces réactions sont aussi diverses que la multitude des sociétés et des cultures qui doivent en *assumer* l'entière responsabilité : l'islamisme *appartient* à l'islam² comme l'ère Meiji au Japon.

La troisième idée reçue voudrait réduire, certes de plus en plus difficilement, l'islamisme au terrorisme, préférant nier ce qu'il faut bien se résoudre à appeler la progressive *islamisation* de nos sociétés par des voies civiles. Bien loin des violences spectaculaires, ce phénomène lancinant, quotidien, harassant est une lame de fond sans véritable centre,

1 Quelques éléments ont été avancés dans « La confusion occidentale » (brochure n° 19, *Malaises dans l'identité*, mai 2012) ainsi que dans « Les racines de l'islamo-gauchisme », ci-avant p. 23 *sqq.*

2 Cf. l'introduction générale « L'Occident au pied du mur », brochure n° 21, novembre 2015. Nous y pointons trois facteurs « explicatifs » de l'islamisme, sur fond de pic démographique musulman : discrédit *de facto* du dogme mahométan face à la rationalité ; échec des entreprises modernisatrices des décolonisations en terres d'islam ; affaiblissement du projet émancipateur de l'Occident interprété comme une impasse. Voir également « Brève histoire de l'islamisme », *infra*, p.10

un mouvement capillaire mettant en résonance des millions de musulmans aux quatre coins du globe. Ce qui les oriente est bien connu : une adulation sans borne pour un chef de guerre appelé Mahomet, l'adoration d'un « Saint Coran », l'obsession du pèlerinage à La Mecque – un prosélytisme compulsif. Depuis une centaine d'années s'observe une *Résurgence* de l'islam vers laquelle converge une myriade d'actes apparemment sans liens entre eux : c'est un voile qui se met, une ambiguïté qui s'affiche, une entraide qui se communautarise, une consommation qui se « *hallalise* » ou des pratiques liturgiques (fêtes, jeûne, prières...) qui s'étendent, se systématisent, se durcissent. L'islamisme *est* ce courant historique, si fascinant par son immanence qu'il semble constituer le *sens de l'Histoire*. Il paraît mimer les formes du mouvement ouvrier européen et américain du XVIIe au XXe siècle, dernière vague de ce courant d'émancipation qui a révolutionné si singulièrement les sociétés occidentales depuis le haut Moyen Âge, portant les idéaux humains à un point inégalé. C'est dire si l'islamisme, par la formation de contre-sociétés, est amené à transformer à son tour et en profondeur toutes les sociétés où il se déploie¹.

C'est donc à une véritable dynamique civilisationnelle que nous nous affrontons, et que nous devons comprendre. C'est l'objectif des quelques remarques qui suivent, nullement définitives.

La première partie interroge l'islamisme contemporain du point de vue de l'analyse du phénomène totalitaire : si l'islamisme peut effectivement être qualifié à plein de *nouveau totalitarisme*, il présente des traits résolument étrangers au totalitarisme historique qui poussent aussi bien à interroger ce dernier que les singularités de l'islamisme qui l'en éloignent. C'est l'objet de la deuxième partie, qui dégage la notion d'*impérialisme* au sens historique du terme pour tenter de cerner, sous ses aspects totalitaires, cette tentative de ré-institution d'un *Califat* millénaire. C'est enfin la dimension éminemment religieuse de celui-ci qui est explorée dans la troisième et dernière partie, notamment en remontant aux origines du monothéisme, terreau du *millénarisme* – cet activisme qui veut en finir avec l'Histoire.

I – L'islamisme comme totalitarisme

Si le fait de qualifier l'islamisme de totalitarisme n'est pas novateur², et devient même courant aujourd'hui sans faire plus question, les implications et les apories que cela soulève pour la pensée politique sont toujours laissées dans l'ombre.

Le totalitarisme comme expansion illimitée de la maîtrise rationnelle

Ramassons avant tout en quelques lignes les caractéristiques d'un régime totalitaire. Celui-ci naît d'une *tabula rasa*, qu'elle soit provoquée par des chocs historiques préalables ou activement recherchée par une aspiration à la guerre totale. C'est d'un tel ébran-

1 Cf. Ch. Caldwell, 2011 ; *Une révolution sous nos yeux : Comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, éd. du Toucan, ainsi que les constats dressés par P. Manent dans *Situation de la France* (Desclée de Brouwer, 2015).

2 Cf. l'inaugural A. Del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, préface de Rachid Kaci, éditions des Syrtes 2002.

lement que surgit un pouvoir qui vise l'Unité de la société, c'est-à-dire son asservissement complet par son État, et la fusion de celui-ci au Parti, à son Appareil et à son Sommet. L'idéologie, monolithique et ininterrogeable, est imposée, martelée, *incorporée* et cherche non l'assentiment mais bien la reddition des âmes, par le mensonge officiel, l'endoctrinement, le dressage, la terreur et l'établissement d'un arbitraire absurde qui vide de tout sens l'existence quotidienne. C'est bien entendu le règne de la délation, des polices et des déportations de populations entières, des camps de travail et des massacres systématiques d'extermination. Ce « *Mal Absolu* » pour H. Arendt, ce « *Monstrueux* » pour C. Castoriadis, a été identifié comme le retournement d'une logique d'origine occidentale contre l'Occident lui-même et l'émancipation dont son histoire est porteuse.

De multiples analyses en ont été faites, mais celles de C. Castoriadis nous semblent contenir les éléments les plus pertinents et, comme nous le verrons, amener des réflexions fécondes insoupçonnées¹.

L'institution du totalitarisme, une des sinistres créations du XXe siècle, constitue pour lui le lieu du déploiement sans limite d'un élément idéologique d'origine *occidentale* : la recherche aveugle de *l'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle*, qui a émergé au sortir de la Renaissance. Cette tendance au contrôle incessant des hommes comme des choses se retrouve dans le développement de mécanismes capitalistes, la course technoscientifique ou l'exercice des pouvoirs étatiques. Mais cette logique rencontre dans la société des droits (les « Droits de l'Homme » sont essentiellement une protection *contre l'État*), des luttes (les mouvements ouvriers contre la réification au travail), des limites posées par les traditions, la résistance des gens ordinaires, et tous les réflexes, mentalités, principes et institutions que les luttes pour l'émancipation ont arrachés aux régimes européens successifs depuis au moins quatre siècles. Ce rapport de force n'existe pas, ou plus, sous régime totalitaire, qui *balaie* toute source de conflictualité pour instaurer une société *totalemment* sous contrôle rationnel – c'est-à-dire totalement délirante (la Corée du Nord l'incarnant jusqu'à la caricature).

Convergences historiques avec le nazisme

Cette analyse permet de lire en première approche ce qui advient aux régions et pays musulmans : la tradition islamique classique, « *clôturée sur elle-même, inévitablement dogmatique, théocentrique et autoréférentielle* »², subit depuis un ou deux siècles une influence occidentale qui provoque une crise existentielle sans précédent, livrant les populations désarmées et sans pratiques émancipatrices endogènes à la folie illimitée des despotes locaux qui se servent efficacement de tous les leviers techniques ou institutionnels apportés par l'Occident³. Les informations qui filtrent des régions du monde où domine l'islamisme d'État ou capillaire, ce que l'on sait du fonctionnement des institutions,

1 On trouvera une synthèse remarquable de son cheminement intellectuel dans « Le régime social de la Russie », 1978, in *Domaines de l'homme, Les carrefours du labyrinthe II*, Seuil 1986, rééd. 1999, p. 215.

2 H. Redissi, « Islam et modernité » in Geneviève Gobillot (dir.), *Monde de l'Islam et Occident, les voies de l'interculturalité*, EME, Bruxelles, 2010, disponible sur notre site.

3 Cf. « L'Occident au pied du mur », *op. cit.*

des groupes et des escadrons djihadistes qui s'en réclament, ce que donnent à voir les procédés de propagande grossiers ou feutrés, et l'impression qui ressort des confrontations d'avec les mentalités néo-musulmanes ordinaires convergent pour dessiner sans trop de difficulté les contours effectifs d'un nouveau totalitarisme.

Sa formation est d'ailleurs concomitante avec celle des deux autres, national-socialiste et bolchevique¹, et les liens historiques avec le nazisme (et le fascisme) ont d'ailleurs été largement établis ; qu'il s'agisse de la proximité des appareils mussolinien et hitlérien avec des leaders arabes comme Rachid Ali el Gaylani, Mohammad el-Maadi ou le grand Mufti de Jérusalem (ce dernier jouant un rôle non négligeable dans la « Solution Finale »), de l'organisation de pogrom antisémites, de la formation de corps armés musulmans au service de l'Axe, de l'intégration massive des gradés nazis dans les services gouvernementaux arabo-musulmans après la guerre ou encore du soutien actif de leurs sympathisants à la cause palestinienne². L'hystérie musulmane anti-juive, que l'on verra ontologique, a même été largement sous-estimée par le *Führer* – on passera sur les succès toujours renouvelés depuis en terres musulmanes de *Mein Kampf* et des *Protocoles des sages de Sion*.

Mais, quelles que soient ces convergences manifestes, les régimes iranien et saoudien présentent, à l'instar du fascisme italien, les caractéristiques d'un totalitarisme « incomplet » et notamment l'absence de massacres systématiques de leurs propres populations. Plusieurs facteurs permettraient de l'expliquer. Le principal nous semble résider dans la spécificité de leur économie presque exclusivement fondée sur les rentes d'hydrocarbures ; cette manne permanente et abondante ne requérant aucun effort particulier a pu accompagner les caractéristiques encore semi-féodales (voire franchement esclavagistes) de ces régions. Ainsi y aurait été limitée la pénétration de l'univers mental capitaliste, et principalement le levier démultiplicateur que représente le monde de l'usine, micro-société totalitaire où s'expérimentent le contrôle tendanciellement absolu de l'organisation, la maximisation de l'emprise de la machine, la rationalisation scientifique des gestes et des comportements des travailleurs.

Similitudes analytiques avec le bolchevisme

Quoi qu'il en soit de ces régimes finissants³, ils semblent avoir provoqué en écho un réveil de l'islam sunnite, et l'islamisme du XXIe siècle au Nigeria, et du Maghreb au Philippines en passant par l'Afghanistan, se présente sous un autre jour. C'est avec l'URSS que le rapprochement pourrait être le plus pertinent, particulièrement du point de vue de leurs conditions d'émergence.

1 La branche occidentale, représentée par les *Frères Musulmans*, est formée en Égypte en 1928, et la branche indo-pakistanaise, le *Tabligh*, est créée en Inde en 1927.

2 Cf. Fabei S. 2005 ; *Le faisceau, la croix gammée et le croissant* ; Akribéa et Kündel M. 2002 ; *Jihad et haine des Juifs. Le lien troublant entre islamisme et nazisme à la racine du terrorisme international*, éd. du Toucan.

3 Ils semblent tous deux ne plus avoir de soutiens populaires conséquents, ce qui rappelle la situation de l'URSS à partir des années 60-70 : l'élan millénariste ne semble pas pouvoir se perpétuer au-delà d'une génération. Mais on aurait tort d'en conclure que l'expérience islamiste échaude les populations, puisqu'on voit l'Algérie se ré-islamiser, moins de quinze ans après la fin de la décennie noire.

Car l'Allemagne des années 1920-1930 était une société « seulement » désorientée et en crise, le parti nazi héritait d'un État fonctionnel et d'un peuple pour une bonne part alphabétisé, éduqué, cultivé et à forte identité lui permettant de *parasiter* la société et d'y développer à plein le délire d'un « véritable » totalitarisme¹. Il en va tout autrement des bolcheviques russes de la même période, dont le pays était littéralement dévasté et décimé par la première guerre mondiale, la déliquescence de l'État tsariste et les ravages de la guerre civile. Le régime a dû véritablement *construire* un État (sur le modèle du Parti) et, de la même manière, *tenter* de mettre sur pied une société de haut en bas, l'équiper, la structurer, et surtout la faire tenir ensemble *en créant de toutes pièces un lien social* qui dépasse les particularismes. Cette situation si singulière d'exclusion de tout héritage moderne qui semble avoir laissé libre cours en URSS à d'autres logiques sociales que « purement » totalitaires – nous y reviendrons – paraît se retrouver dans les régimes issus du djihadisme : les *Talibans* d'Afghanistan et du Pakistan, l'*État Islamique* d'Irak et de Syrie, *Boko Haram* ou l'*Émirat du Caucase* de Tchétchénie règnent sur des territoires et des populations ruinés sinon dévastés, du moins en voie de l'être, et des modes de coexistence traditionnels hautement déstabilisés par la pénétration de la culture occidentale et l'échec répété des décolonisations. Ces situations de *chaos* profonds et étendus, à de multiples niveaux, ce démembrement social, semblent être, comme pour la Russie, un des ressorts principaux de l'établissement de régimes totalitaires, et surtout *auto-entretenus*, ce dont certains théoriciens djihadistes semblent avoir pleine conscience².

La suite des événements dira si l'islamisme contemporain est capable de construire un régime totalitaire *classique* ou « *pur* » sur le modèle nazi (par exemple en Turquie) ou si ses déterminations le conduiront à élaborer une forme plus proche du type bolchevique. Nous ne sommes qu'au début d'un réel ancrage territorial – et celui-ci pourrait prendre des formes inédites – mais déjà certaines de ses caractéristiques intrinsèques pousseront plutôt à opter pour la seconde option.

Un totalitarisme baroque

Car si l'islamisme contemporain peut être assimilé dans un premier temps à un totalitarisme, même singulier, il possède des particularités « nouvelles », en tous cas troublantes et maintenant familières.

D'abord, et bien que ce premier point semble encore peu assuré, il ne semble pas que l'on retrouve dans l'islamisme cette mobilisation *totale, permanente et passionnée* des masses au-delà du raisonnable qui a caractérisé les totalitarismes (y compris iranien). Même dans le cas de l'*État Islamique*, le *djihad armé* reste le fait de groupes, d'esca-

1 Cf. « Les destinées du totalitarisme », 1983, in *Domaines de l'homme*, *op. cit.*

2 Cf. les principes contenus dans *L'Administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique à franchir par la Oumma (Idârat at-Tawahhuch : Akhtar marhala satamurru bihâ al-Umma)* publié en 2004 par Abu Bakr al-Naji, et décortiqué dans le travail de Frantz Glasman « Vie locale et concurrence de projets politiques dans les territoires sous contrôle de l'opposition, des djihadistes et des kurdes en Syrie », octobre 2014, p. 33-34. L'extrême difficulté qu'ils ne peuvent que rencontrer à installer des équipements, des infrastructures et des institutions viables risque de nourrir plus encore leurs perspectives apocalyptiques, sans cesse alimentées matériellement par toute une série de rentes (géopolitiques, géographiques...), notamment d'hydrocarbures pour l'EI, « *cadeaux d'Allah* ».

drons, de bataillons professionnels ou en tout cas de recrues fanatisées alors que les populations, qui ne sont pas toutes enrôlées, ne sont assignées « qu' » à un rôle de soutien, de production et de propagation du dogme¹. De la même manière, on n'y observe pas ces sinistres « camps de rééducation », les prisonniers semblant juste massivement éliminés.

C'est ensuite et surtout le statut de la *rationalité* dans les courants islamistes. Tous les totalitarismes historiques, ainsi que leurs dérivés, étaient des *hyper-rationalismes* : le nazisme se réclamant des prétendues lois de la Nature « révélées » par Ch. Darwin tandis que le marxisme-léninisme se fondait sur celles de l'Histoire « découvertes » par K. Marx. Tous croyaient réellement et passionnément à l'efficacité de la rationalité, même non-immédiatement instrumentale, et se sont échinés à essayer de former eux-mêmes des individus capables, *a minima*, d'entretenir et de faire fonctionner des techniques et des sociétés complexes (qui n'ont reposé finalement que sur une mince élite technocratique héritée de la période antérieure ou importée – exfiltrations des ingénieurs nazis). Par contre, une société seulement *semi-moderne* comme le sont les sociétés arabomusulmanes² et possédée *totalement* par l'islam, religion d'un obscurantisme médiéval qui revendique haut son obscurantisme ingénu, se trouvera immédiatement devant une *impasse anthropologique*, induisant pour perdurer une schizophrénie collective déjà familière à ces milieux, et l'exaspérant³.

La situation est strictement la même quant aux finalités : tous les totalitarismes du XXe siècle étaient des *hyper-progressismes* qui annonçaient des temps radieux tels que l'humanité n'en avait jamais connus, une sophistication inouïe de la technologie, de la science, du savoir, de la culture, de l'Art. L'islamisme ne propose qu'un retour nostalgique à la geste prophétique de son « Âge d'Or » de la domination – et semble, comme cela a toujours été le cas, ne pas pouvoir se maintenir sans *parasiter* ou *piller* de toutes les façons les sociétés alentour ou établir diverses situations de rentes⁴. De ce point de vue, il y a une économie de moyen, en tout cas une cohérence, que l'on verra profonde : il ne s'agit plus de se réclamer du Socialisme étincelant ou du Reich glorieux pour mieux installer l'esclavage industriel, mais plus sereinement de promettre le Paradis – en créant l'Enfer sur Terre.

Cet aspect fruste, pour finir, est décuplé par la barbarie elle-même (supplices, égorgements, esclavage, viols systématiques, pédophilie, etc.). Bien sûr, elle avait été pratiquée par les totalitarismes et souvent *exigée* de toute nouvelle recrue, mais le fait nouveau est qu'elle est là *assumée* en tant que telle et surtout *mise en spectacle comme élément de propagande*. La force brute, la violence directe et la terreur deviennent, en elles-mêmes, des valeurs positives. Faits massifs et maintenant quotidiens qui provoquent perplexité, tétanie, déni chez tout observateur lambda – ou fascination.

1 *Ibidem*. Gagner la « sympathie des masses » lui paraît même passablement inutile.

2 La formule est de H. Redissi, *op. cit.*

3 C'est-à-dire produisant en série cet « homme du ressentiment » nietzschéen que relevait opportunément A. Meddeb (in *La maladie de l'islam*, 2002, Points, p. 18-20), à l'origine des vagues totalitaires.

4 Cf. *L'exception islamique*, *op. cit.* Élément déjà pointé dans le champ intellectuel par E. Renan.

Un en-dehors de l'Occident

Il est très difficile, sinon impossible, de voir à l'œuvre dans ces différents aspects des dynamiques collectives propres aux totalitarismes du passé tels qu'ils ont émergé en Europe et en Russie. Tous ces signes, avec d'autres que l'on abordera plus loin, pointent vers un *en dehors*, un *ailleurs de l'Occident*, et relèvent de conceptions très extérieures à une modernité, même débilite, telle qu'elle s'était auto-secrétée depuis la fin des guerres de religion¹.

En réalité, comme pour un nombre croissant de phénomènes apparus depuis au moins la fin de la deuxième guerre mondiale et qui débordent des cadres sociopolitiques hérités, la compréhension de ce qui se joue là exige une sortie des cadres de la pensée contemporaine fortement occidentalocentrée – le phénomène totalitaire y invitait déjà. Cela revient à renouer avec l'histoire longue telle que tous les penseurs de la modernité la concevaient, et que le progressisme commun à l'hégéliano-marxisme et au libéralisme a durablement figé. Il nous faut donc rompre avec les certitudes d'une cumulation de l'histoire humaine se dirigeant, *cahin-caha* et de manière asymptotique, vers une société mondiale régie par la justice et la liberté, et donc quitter les rives confortables de l'ethnocentrisme occidental afin de considérer l'existence d'*autres civilisations* existantes ou possibles, passées ou futures.

II – Le totalitarisme comme impérialisme

La plupart des penseurs du totalitarisme l'ont examiné d'un point de vue occidental : H. Arendt voyait sa genèse dans le peuple émietté et désocialisé des démocraties de masse embourbées dans leurs contradictions et victimes de leurs propres impérialismes ; Cl. Lefort décelait son avènement dans l'apparition de sociétés modernes ne reconnaissant pas d'autorité extérieure à elles-mêmes donc susceptibles d'un auto-asservissement illimité ; C. Castoriadis, on l'a vu, considérait ce déchaînement d'une maîtrise rationnelle du social comme gisant dans l'invention du capitalisme marchand puis surtout industriel. Chacun d'entre eux voulait, à raison, reconnaître l'extraordinaire nouveauté du phénomène totalitaire en minimisant le poids que l'histoire de chaque culture singulière faisait peser sur son propre naufrage².

1 Ces divergences profondes d'avec l'imaginaire occidental sont un facteur supplémentaire d'incompréhension de la situation ; elles fondent souvent l'appel à des catégories psychiatriques pour appréhender des phénomènes jusqu'ici seulement observés dans des psychopathies individuelles, ou poussent à affirmer l'impossibilité pour l'entreprise djihadiste de parvenir à ses fins – sinon son irréalité. On pense également à Olivier Roy, brillant islamologue qui annonçait il y a plus de 25 ans la fin de l'islam politique, pour qui la décapitation dans le monde musulman ne peut qu'être inspirée par le film *Highlander* (« L'attrait du djihad, un nihilisme générationnel qui dépasse la sphère musulmane », *Le Monde*, 26.09.14.)

2 Ils le reconnurent plus tard. Ainsi C. Castoriadis admettant tardivement que le stalinisme ne devait pas tout à l'idéologie bolchevique marxiste-léniniste et devait être inscrit dans un lourd passé tsariste (Cf. « Les destinées du totalitarisme », *op. cit.* p. 260). Ou Cl. Lefort qui, après avoir rappelé que ce dernier était « un système politique et une culture qui n'avaient jamais fait place au droit » et « une formation sociale despotico-bureaucratique sur laquelle s'est étayé le régime communiste », insiste sur « la connexion, l'interpénétration, des schèmes d'institution, des schèmes

D'autres penseurs, sans que leurs thèses soient incompatibles avec les précédentes, insistaient au contraire sur une certaine continuité historique : ainsi K. Papaïoannou voyant dans l'URSS l'expression d'un héritage byzantino-mongol par la destruction de tous les corps sociaux intermédiaires telle qu'elle avait été menée par Ivan IV dit Le Terrible (1547-1584)¹ ; ou K. A. Wittfogel pour qui l'empire stalinien renouait avec un « despotisme oriental » posé par K. Marx lui-même mais inopinément oublié de ses descendants²... De même, pour la Chine maoïste, on trouve facilement dans les travaux d'un É. Balazs ou d'un J.-F. Billeter les traits traditionnels d'une bureaucratie mandarinale et lettrée sur laquelle s'est appuyé le régime le plus massacreur que le monde ait connu³.

La dimension anthropologique

Car si le totalitarisme naît d'une *tabula rasa*, il ne naît pas *ex nihilo*, du néant, mais bien, d'une manière ou d'une autre, des débris des anciennes sociétés traditionnelles, hétéronomes et toutes plus ou moins despotiques, tyranniques, dictatoriales, autoritaires. La chose est plus évidente encore sous l'angle de l'individu.

Ainsi, il est clair que si l'*Homo sovieticus*, l'individu façonné par la société totalitaire, est d'une apparition récente⁴, il s'appuie sur des *types anthropologiques* beaucoup plus anciens, des individus banalement habités par l'ethnocentrisme, le chauvinisme, la xénophobie, le patriarcat, le clanisme, l'expansionnisme, le militarisme, mais aussi le fatalisme, l'arrivisme, le népotisme, etc⁵. L'incorporation de la culture totalitaire exige de ces personnalités à la fois une exacerbation de ces traits caractériels et un effacement des cadres sociaux dans lesquels ils s'exprimaient jusqu'alors afin qu'ils puissent changer d'objets selon les besoins du pouvoir (haïr aujourd'hui celui que l'on adulait hier – mobiliser contre l'*Eurasia*, jusqu'alors allié indéfectible de l'*Océania* dans 1984), c'est-à-dire une suspension, voulue définitive, de la *décence ordinaire*.

Croire que l'on peut passer outre l'empreinte fondatrice, le modelage qu'impose l'institution de la société, à chaque fois singulière, sur le psychisme humain, soit pour fantas-

de socialisation, des schèmes de représentation caractéristiques, d'un côté, de régimes occidentaux et, de l'autre, de régimes demeurés malgré leur transformation « semi-asiatiques », et sur la naissance d'une nouvelle espèce politique à partir de la greffe, l'une sur l'autre, de deux espèces antérieures » (La complication, retour sur le communisme, Fayard 1999, p. 167-177-250).

- 1 Sergueï Eisenstein ne s'y était d'ailleurs pas trompé en réalisant *Ivan Le Terrible*, sorti en 1945.
- 2 Respectivement K. Papaïoannou, *La genèse du totalitarisme*, 1958, Athènes, Imago 1986 [en grec, non traduit] – dont on peut discerner un écho dans les premières lignes de *L'idéologie froide*, 1967 (Encyclopédie des Nuisances, 2009) – et K. A. Wittfogel, *Le Despotisme oriental*, traduit par Michèle Pouteau, Payot 1977.
- 3 Cf. É. Balazs, « La pérennité de la société bureaucratique en Chine » (1959), in *La bureaucratie céleste*, Gallimard 1968, et J.-F. Billeter, 2000 ; *La Chine trois fois muette*, Allia 2009. On pense, d'une manière plus générale, aux tentatives d'un Barrington Moore (*Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Maspéro 1969) pour enraciner l'analyse des régimes politiques dans l'histoire politique et sociale des régions considérées.
- 4 Voir son évolution dans la Russie post-stalinienne dans « Un type anthropologique nouveau » in C. Castoriadis ; *Devant la Guerre. Les réalités*, Fayard 1981, p. 242.
- 5 Le racisme par exemple, le véritable racisme qui postule une hiérarchie ontologique des races, n'est que la *rationalisation scientifique* de mentalités et de comportements quasiment universaux dans l'espèce humaine, ce qui ne l'empêche pas de constituer lui-même un phénomène nouveau.

mer un homme nouveau, soit pour créer un déraciné infiniment manipulable est l'horizon commun du libéralisme, du gauchisme culturel et du totalitarisme : la *permanence du type anthropologique* est une donnée que la pensée de la fin du XXe siècle semble avoir entièrement évacuée mais que la compréhension du monde qui vient impose urgemment de se réapproprier.

Restauration du Califat

De la même manière, un bref coup d'œil à l'histoire de l'Islam montre sans conteste que ce dont se réclament aujourd'hui les islamistes, qu'il s'agisse des pratiques, des projets, des cadres de pensée, des réflexes mentaux, bref leur vision du monde, se retrouve à divers degrés dans un héritage musulman partagé par près d'un milliard d'individus. Nous assistons ainsi depuis maintenant dix ans à des tentatives *explicites* de restauration du *Califat*, seul moyen d'appliquer l'intégralité de la *Sharia*, c'est-à-dire d'un retour à l'Empire arabo-musulman tel qu'il a pu régner pendant près d'un millénaire et demi (que celui-ci se soit rapidement morcelé dès sa fondation – 661 – et jusqu'à son effondrement final – 1924, fin de l'Empire ottoman – n'a fait que renforcer le fantasme d'une entité unie, unique et universelle englobant l'*Oumma*). Cette référence califale impériale peut sembler loufoque ou folklorique : elle est pourtant constitutive de la mentalité musulmane. Elle est même *consubstantielle à la religion musulmane* puisque, contrairement au judaïsme ou au christianisme, comme on le verra, l'islam naît dans, par et *pour* l'empire.

Récapitulons : si l'islamisme peut être considéré comme un totalitarisme imparfait, et même très baroque, peut-être ces particularités peuvent-elles s'éclairer au regard d'une dimension historique et culturelle dont on peut d'autant moins faire l'économie qu'elle est scellée par une forme politique très particulière, *l'empire*.

La logique impériale

Empire : de quoi parlons-nous ? Quittons là encore l'ethnocentrisme occidental, et surtout sa variante intellectualisée, la vulgate marxisante, qui ne voit d'impérialisme *qu'occidental*, et portons le regard sur l'histoire mondiale des empires. Le travail de G. Martinez-Gros à partir de la pensée d'*Ibn Khaldûn* offre une analyse très précise de la typologie impériale¹, que l'on peut résumer à quelques grands traits : d'abord la constitution d'un État autoritaire à vocation universelle, régnant sur des populations multiculturelles, divisées, stratifiées et assignées à la production, ponctionnées par l'impôt et sacrifiées à l'occasion. Ensuite le monopole absolu de la violence par une armée de mercenaires recrutés dans les périphéries de l'empire, ou dans ses éventuelles marges intérieures, et qui s'intègrent peu à peu par ce biais à l'appareil impérial, jusqu'à constituer une nouvelle dynastie. Enfin une visée géographiquement expansionniste, conquérante, visant l'annexion de nouvelles populations et territoires productifs en même temps que l'enrôlement de nouveaux combattants. Cette *logique impériale*, cette mécanique mise au jour par, peut-être, le seul penseur classique du monde arabo-musulman comparable à un Tocqueville ou un Marx, s'observerait dans tous les grands ensembles historiques, de

1 G. Martinez-Gros, 2014, *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Seuil, qui systématise et étend les thèses du précédent *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'islam*, Actes Sud 2006.

l'Assyrie à l'empire d'Alexandre, de Rome à la Chine des Han puis des Tang, des Ommeyyades aux Mongols, jusqu'à l'empire des Indes.

L'Europe, dès la fin de l'Empire romain, échappe à cette logique en développant peu à peu des fiefs, puis des villes autonomes, notamment à partir du XI^e siècle, formant un ensemble durablement polycentrique à toutes les échelles de souveraineté et instituant, peu à peu, l'incroyable du *peuple en arme*. C'est dans ce contexte d'*impossibilité d'empire*¹ que l'on peut y repérer des *poussées impériales* comme l'Empire carolingien, le Saint-Empire romain germanique, les guerres napoléoniennes ou les diverses menées coloniales, mais aucune d'elles n'aboutirent jamais à des formes achevées capables d'unifier en un tout d'irréductibles entités politiques² réparties sur un territoire lui-même étonnamment morcelé³.

L'impérialisme antique sous le totalitarisme moderne

On peut aussi considérer le fascisme italien ou le nazisme allemand, qui firent éclater le cadre de l'État-Nation établi en Europe en 1648 par le traité de Westphalie, comme des tentatives d'*instauration impériale* au cœur même de la modernité européenne, et de même la Russie bolchevique après plusieurs décennies d'occidentalisation brutalement interrompues⁴. O. Spengler parlerait sans doute de *pseudomorphose historique* pour décrire une vieille matrice culturelle s'exprimant dans des formes contemporaines.

Le totalitarisme prend alors un sens plus précis : bien plus que l'expression hypostasiée de traits traditionnels autocratiques ou tyranniques outillés par la rationalité occidentale, il serait l'irruption de tendances impériales millénaires *à l'intérieur d'une modernité* qui leur est étrangère, mais qui offre des moyens inconnus jusqu'alors pour le déploiement de la puissance et de la domination. Si les formes et les moyens sont d'inspiration occidentale, les fins et la dynamique historique sont impériales. Ainsi Cl. Lefort, interrogeant le statut de la Loi, invention clé de la modernité, en régime totalitaire, notait qu'« *il n'y a pas lieu de conclure que la notion de légalité soit abolie ou devenue indifférente. À défaut de toute référence à la légalité, le système de domination serait invivable. (...) Si étrange que cela puisse paraître, les commissaires-instructeurs prennent à la lettre des prescriptions qui, paradoxalement, dans leur acception littérale, donnent matière à des interprétations arbitraires. Le règne de la violence se combine donc avec celui du formalisme.* »⁵ Comment faire ressortir plus clairement que le totalitarisme résulte de l'interaction entre le despotisme impérial et le monde occidental, de la surrection du premier dans le second ?

1 Le cas romain lui-même demanderait à être étudié : République à l'origine, il se mue en Empire en s'étendant vers l'Orient, c'est-à-dire au contact des *terres d'empire*. Le destin comparé des futurs Empire romain d'Occident et Empire romain d'Orient, issus d'un partage commencé dès l'accord de Brindes en 40 et sans cesse sujet à litiges, est significatif.

2 Cf. *Brève histoire...*, *op.cit.* p. 187 *sqq.* « Et l'Europe ? », disponible sur le site. Cf. également les textes de Léopold Kohr.

3 D. Cosandey, 1997 ; *Le secret de l'Occident*, Flammarion 2007, p. 175 *sqq.*

4 Sur l'enracinement des totalitarismes dans leurs histoires impériales cf. « L'ombre de l'empire » in M. Gauchet, 2010 ; *L'avènement de la démocratie T. III À l'épreuve des totalitarismes (1914-1974)*, Gallimard, p. 280 *sqq.*

5 *La complication*, *op.cit.* p. 218.

Le phénomène totalitaire serait donc *l'expression moderne d'une logique impériale millénaire non occidentale*.

On retrouve ainsi chez tous les analystes des systèmes totalitaires un même effarement devant des caractéristiques si anti-occidentales, jusque dans les camps de concentration allemands où l'on s'applique minutieusement à détruire cette institution si typique de l'Occident, *l'individualité*. Et symétriquement l'égalité, la mémoire et, finalement, *l'Histoire elle-même*. H. Arendt : « *Le monde occidental a, jusqu'ici, même dans ses périodes les plus noires, accordé à l'ennemi tué le droit au souvenir : c'était reconnaître comme allant de soi le fait que nous sommes tous des hommes (et seulement des hommes). C'est seulement parce que Achille se rendit aux funérailles d'Hector, parce que les gouvernements les plus despotiques honorèrent l'ennemi tué, parce que les Romains permirent aux chrétiens d'écrire leurs martyrologues, parce que l'Église gardait ses hérétiques vivants dans la mémoire des hommes, que tout ne fut pas perdu et ne put jamais l'être. Les camps de concentration, en rendant la mort elle-même anonyme (...) dépossédaient l'individu de sa propre mort, prouvant que désormais rien ne lui appartenait et qu'il n'appartenait à personne* »¹. On retrouve là le traitement historiographique des exterminations de masse et des grands massacres impériaux, presque sans traces.

La Russie post-stalinienne : un retour à l'empire ?

Les analyses tardives d'un C. Castoriadis sur l'évolution du régime russe tendraient à accréditer cette thèse d'une logique impériale à l'œuvre dans le phénomène totalitaire. L'auteur, au début des années 1980², considérait que les transformations du régime russe depuis la mort de Staline (1953) étaient telles qu'un nouveau type de société était né, la *stratocratie* (*stratos* : armée). Fragmentée par les particularismes et les nationalismes, la société russe voyait l'Armée se constituer en un corps *étranger, indépendant* mais *déterminant* dans le fonctionnement de la bureaucratie et instaurant la Force, la Force Brute sans aucune justification idéologique comme principe ultime de toute politique. On retrouve là des aspects typiques d'un fonctionnement impérial. Certes, C. Castoriadis s'en défend explicitement³, mais peut-être eût-il admis que, utilisant lui-même et largement les expressions d'« *Empire russe* »⁴ et d'« *imaginaire nationaliste-impérial* », de tels

1 *Le système totalitaire, op. cit.* p. 266.

2 « Les destinées du totalitarisme », *op.cit.*

3 p. 268-269, mais les arguments qu'il oppose, l'interpénétration de l'Appareil militaire avec la technologie et l'industrie contemporaines et le primat de la force brute sur toute autre considération peuvent *a contrario* s'interpréter comme des éléments impériaux d'après l'approche de G. Martinez-Gros : la haute professionnalisation de l'armée et la subordination de l'idéologie à la logique de domination. Cf. sur ce dernier point Cf. C. Castoriadis, 1981 ; *Devant la Guerre. Les réalités*, Fayard p. 251. Similaire dénégation chez Cl. Lefort : « *Assurément le régime soviétique fut autre chose qu'une dernière aventure impériale conduite par des moyens inédits à une échelle auparavant impensable* (encore qu'il y ait lieu de s'intéresser au destin de l'idée d'empire [souligné par nous]), *mais on observe rarement que la formation d'un seul espace-monde a donné les ressources de concevoir (...) une maîtrise totale des rapports humains sous le signe de l'Un.* ». *La complication, op.cit.* p. 249-250

4 D'autres avaient noté, dès les années 1930, qu'un Staline surpassait ses rivaux en adoptant une logique *impériale*.

traits ressemblaient fort à un état transitoire, certainement confus et abâtardi, de la forme totalitaire vers la restauration impériale qui se dessine depuis de plus en plus précisément au sein de la très Poutinienne Fédération de Russie.

Du renouveau impérial au totalitarisme musulman ?

Cette URSS, née du *chaos* et forcée de s'inventer *ex abrupto*, mais faiblement occidentalisée, aurait renoué trente ans après sa fondation avec cette vieille logique impériale qui avait modelé son passé. Ainsi la Russie stalinienne, mais également l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne, auraient été des totalitarismes *tendant à l'Empire*¹. Le parallèle avec l'islamisme contemporain est frappant mais le phénomène semble inversé : l'islamisme, à travers le Califat, serait une tentative de restauration impériale *tendant au totalitarisme*. En a-t-il les moyens ?

Sans doute pas. D'abord pour les raisons déjà invoquées lors de l'examen de la formation de la Russie bolchevique. Ensuite parce que le monde musulman, nativement divisé, semble aujourd'hui extraordinairement fragmenté : à l'éternelle rivalité sunnite/chiite s'ajoute l'absence d'un État-leader capable de fonder légitimement un *centre civilisationnel* comme le sont les États-Unis, la Russie, l'Inde, la Chine ou le Brésil (ni la Turquie, ni l'Arabie saoudite, ni l'Égypte, ni le Pakistan ni l'Indonésie ne parviennent à s'imposer au sein du monde sunnite). Certes, cet émiettement a toujours nourri en retour la pulsion unificatrice, le schisme originel est une dynamique mimétique de radicalisation et au niveau infra-étatique l'homogénéisation religieuse et ethnique est presque partout achevée, comme la mosaïque des pratiques musulmanes est en voie d'alignement sur la doctrine salafiste. Mais c'est précisément cette dernière qui rejette la modernité avec encore plus de force que la confrérie des Frères Musulmans ou le courant Wahhabite. Le monde musulman ressemble plus au cœur du Moyen Âge européen, avec sa nostalgie impériale et son éparpillement, qu'à une véritable renaissance (*Nahdha*).

Dernière raison : l'époque n'est précisément plus à l'expansion de cette même rationalité. C. Castoriadis, toujours, a diagnostiqué très tôt l'épuisement de la modernité au milieu du XXe siècle : insignifiance grandissante du langage et des mœurs, extinction de la créativité sociale-historique, déclin des grandes luttes sociales et politiques, absence d'innovations significatives même dans les domaines techno-scientifiques et, pourrions-nous ajouter, déliquescence des mécanismes capitalistes au profit de l'antique *auri sacra fames* à court terme ; seule l'inertie des siècles passés maintient encore l'Occident au faite de sa puissance. Dans ces conditions, les tentatives d'instauration impériales ne se font plus avec la puissance d'une modernité rayonnante, mais avec les moyens diminués et les visées ternes du déclin postmoderne. Autrement dit : avec la fin de la modernité, le temps des totalitarismes, ce chirurgien d'impérialisme subvertissant et s'annexant les produits de la rationalité, serait passé. Les nouvelles formes de domination sont alors en formation, reprenant et hybridant des logiques ancestrales en voie de réveil, et l'islamisme contemporain semble en incarner la pointe la plus avancée.

1 *L'avènement de la démocratie*, op. cit. H. Arendt elle-même semble l'avoir confusément perçu, mais ses influences marxistes l'auraient arrêtée aux *semi-empires* coloniaux établis tardivement par l'Occident. Cf. G. Fargette « Recension... », *infra*. p. 43 n. 2.

L'islam et sa « perfection impériale »¹

Reprenons l'examen spécifique de l'islamisme. La spécificité de l'islam dans l'histoire des empires est frappante : alors que toutes les grandes civilisations semblent avoir seulement connu un ou des *moments* impériaux (vécus certes comme des *moments phares* fondateurs) « l'islam au contraire n'a eu d'autre passé ni d'autres racines que l'empire. Il naît près de mille ans après les empires romain et chinois, d'une conquête si rapide et si complète, associée à une mutation religieuse si profonde, qu'elle anéantit presque tout souvenir de ce qui l'a précédée, et qu'elle s'érige en modèle sans partage dans la genèse de tout État islamique à venir »². De même du point de vue des autres monothéismes, la logique impériale est étrangère au judaïsme, et accidentelle pour le christianisme, qui n'a hérité de l'Empire romain puis byzantin (puis russe) que par une lente infiltration d'une forme historique qui ne sera jamais recréée. Le propre de l'islam semble d'avoir réussi à articuler en un seul mécanisme la logique bédouine et la logique despotique dans un cycle de renouvellement de la forme impériale.

Cette grille de lecture éclaire les projets islamistes et les difficultés que nous avons rencontré à les catégoriser : bien plus qu'une simple extrême droite ou un totalitarisme imparfait, il s'agirait en définitive d'une restauration impériale endogène à l'islam et *intrinsèquement musulmane*. Cette restauration viserait à se muer en totalitarisme, *mais dont l'époque n'a plus les moyens*. Reste à s'approprier contradictoirement tout ce que l'Occident a pu inventer afin de servir la volonté de puissance et de propagation anti-occidentale.

Détruire l'Occident par les moyens occidentaux

Ouvrons une parenthèse sur cette contradiction, qu'il faudrait examiner plus avant. Car ce mouvement de retour à l'empire se fait *contre cette occidentalisation même* – c'est une *sortie historique* de l'univers occidental, comme le totalitarisme, mais en reprenant les innovations les plus instrumentales *sans pouvoir en saisir les ressorts fondamentaux*. Cela saute aux yeux quotidiennement : c'est l'infiltré mahométan qui réclame la *liberté*, la *tolérance* et l'*égalité* pour imposer dans l'espace public l'obscurantisme, le suprémacisme et l'autoritarisme – c'est, plus profondément, l'utilisation de toutes les connaissances utiles, les sciences et les technologies sans se rendre capable de saisir le mouvement qui les a créées. Contradiction désarmante que l'on aurait profondément tort de considérer comme une preuve de l'impossibilité du projet d'islamisation : elle en est un des ressorts, et peut-être même le ressort principal, fondé sur un *double-bind* psychopathologique qui n'a d'autre issue que le prosélytisme maniaque et le *Djihad*.

Et à considérer l'histoire des totalitarismes, on ne peut qu'être frappé par ce mécanisme de retournement des inventions de l'Occident contre lui-même par les mouvements totalitaires suivant une ligne de sophistication croissante. C'est l'hitlérisme qui se réclame du *nationalisme* et du *socialisme* pour détruire l'un et l'autre, c'est-à-dire d'une part la création populaire du seul cadre territorial à l'intérieur duquel les peuples ont pu exercer leur

1 Cf. *Brève histoire...*, *op.cit.* p. 181.

2 *Id.* p. 184.

souveraineté, et d'autre part l'invention d'un horizon d'égalité et de liberté pour tous¹. C'est évidemment le marxisme-léninisme, qui s'est prétendu le point de convergence de deux ou trois siècles de mouvements ouvriers et d'émancipation, et qui les a sabordés *mieux encore que le fascisme et le nazisme réunis*, sur toute la surface du globe. La différence avec l'islamisme, déjà pointée, est que l'horizon de celui-ci est une sortie, apparemment du moins, *franche et claire* de l'Occident ou, plus spécifiquement, *un refus d'y entrer* : il ne se réclame même plus d'un horizon désirable pour l'humanité entière et affiche sans détour sa régression *religieuse*, c'est-à-dire sa visée *théocratique*.

C'est précisément cette dernière qui représente sans doute la dimension la plus hallucinante pour un esprit gavé de progressisme, au point d'en dénier la consistance – à tort. C'est cet aspect religieux, à la fois le plus visible et le plus fondamental, et paradoxalement le moins compris, que nous abordons en dernier.

III – Impérialisme, théocratie, millénarisme

Il n'est pas difficile de dégager la dimension tacitement religieuse du fonctionnement des régimes totalitaires classiques, malgré leur distance vis-à-vis des croyances traditionnelles. Nombreux sont ceux qui ont évoqué une véritable *religion séculière*, profondément *monothéiste*, un *millénarisme laïc* : dogme unique, collectivité une, territoires unifiés, une *clôture absolue* du sens sur lui-même sous le signe de l'*Un*. C'est, là encore, le marxisme-léninisme qui offre l'exemple le plus spectaculaire de cette tendance de tous les totalitarismes à la *théocratie*, une *théocratie de la Rationalité*, jusque dans l'essence même du dogme marxiste, qui comporta toutes les dimensions d'une religion révélée avec son Peuple élu prolétarien, sa Parousie communiste, ses prêtres, ses temples, ses saints, ses hérésies, ses apostats... Affirmer que le marxisme est le quatrième monothéisme n'a *strictement rien d'une image*, et se trouve être la seule explication valable de sa dissémination planétaire et de son improbable survie jusqu'à aujourd'hui, dans des formes diffuses et dégradées mais infiniment prégnantes. On trouve d'ailleurs ici l'ultime ciment qui soude fondamentalement l'islamo-gauchisme² – on y reviendra.

À la lecture des totalitarismes du XXe siècle comme des tentatives d'instauration impériale au sein d'une modernité européenne qui s'est construite hors et contre la logique d'empire, il faut donc également rajouter qu'ils ont tous tendu à se constituer en impérialisme *théocratique*. La verticalisation des échelles de souveraineté aboutissant en son sommet à une singularité universelle : Dieu³. On comprend ici l'avantage de l'islamisme qui, en s'affirmant explicitement tel, reprend et révèle cette visée totalitaire implicite et surtout la porte à son *point d'aboutissement* en régime de modernité épuisé, accélérant

1 Cf. G. Fargette, « Une illusion constitutive de l'Union européenne (Oublier la permanence tenace des nations) », in bulletin *Le Crépuscule du XXe siècle* n° 29-30, mars 2015, disponible sur notre site.

2 Les formulations du terroriste Carlos, expliquant son passage du marxisme-léninisme à l'islamisme, sont éloquentes. Cf. l'article « Communisme, révolution, islamisme. Le credo de Ilich Ramirez Sanchez » de Yolène Dilas-Rocherieux, paru dans la revue *Le Débat*, n° 128, janvier 2004, disponible sur notre site.

3 Ainsi le « culte de la personnalité », typique des totalitarismes, s'interprète comme une forme amoindrie de l'adoration d'un prophète. Cf. Zineb, *Détruire le fascisme islamique : document*, Ring,

cet épuisement et précipitant la désoccidentalisation du monde. Pour comprendre en quoi l'islam constitue spécifiquement cette voie royale il faut entreprendre une généalogie historique, nécessairement fragmentaire et succincte, et remonter jusqu'aux origines du monothéisme.

L'impérialisme mystique des hébreux

Si l'idée d'un Dieu unique semble avoir été présente dans plusieurs peuplades antiques, Babyloniens, Assyriens ou Égyptiens, c'est évidemment au sein du peuple hébreu qu'elle a longuement mûri du XIII^e au Ve siècle avant notre ère, pour atteindre un degré de pureté unique et constituer une des créations de l'esprit les plus singulières de l'humanité. La croyance Yahviste, au fil des influences cananéennes, des dominations impériales assyriennes et, surtout, des exils babyloniens a finalement accouché d'un judaïsme achevé, résolument distinct des polythéismes, scellant l'Alliance entre un peuple élu et Son Dieu en un lieu sacré : la Terre Promise, la Maison d'Israël abritant le Temple de Jérusalem¹. Ce rapport radicalement nouveau à une divinité, unique, créatrice et transcendante, mais triplement lié à une ethnie particulière, une Loi unique et un territoire défini, est évidemment gros d'une tension : « *Comment concevoir que la presque totalité de la création doive à jamais ignorer l'identité de son véritable auteur et maître, et vivre en parfaite méconnaissance de sa volonté ? Il faut une fin des temps où ce scandale se résolve* »². C'est ainsi que s'est affirmée nettement, sans doute aux alentours du Ve siècle av. J.-C., et avec une postérité certaine, la promesse de la venue d'un Messie abolissant l'Histoire, rendant au monde son Unité et le purgeant des ennemis et des injustes dans une fin des temps où « *Sa souveraineté s'étendra d'une Mer jusqu'à l'autre / Et de l'Euphrate au bout du monde* » (Zacharie, IX, 9 et suiv.)³. Ainsi, « *la logique impériale, en opposition avec laquelle s'est formé le monothéisme, resurgit-elle en lui, une fois bien établi, comme son horizon obligé : à Dieu universel, domination universelle* »⁴. Cette eschatologie messianiste est bien *consubstantielle* au monothéisme conséquent, que les croyants l'oublient ou versent dans le quiétisme, en fassent un élément de réconfort intérieur ou s'engagent dans la guerre sainte pour précipiter l'Apocalypse.

Mais ce judaïsme habité de messianisme, cet « *impérialisme mystique* »⁵, a dû renoncer au salut du monde à travers ce qui reste sans doute la pire épreuve de son existence déjà millénaire : l'influence grecque.

Irruption de l'humanisme hellénistique

Les cités démocratiques de la Grèce antique sortirent exsangues des déchirures internes que furent la guerre du Péloponnèse, et les vertus civiques qui les caractérisèrent pendant trois ou quatre siècles s'affaîsèrent⁶ : la fin du polycentrisme, du peuple en

1 Cf. J. Bottéro, 1986 ; *Naissance de Dieu. La Bible et l'historien*, Gallimard 1992. On lira pour une approche historique de l'histoire de hébreux à partir des découvertes archéologiques *La bible dévoilée* de I. Finkelstein & N. A. Silberman, Gallimard 2002.

2 M. Gauchet, 1985 ; *Le désenchantement du monde*, Gallimard 2012, p. 227.

3 *Naissance de Dieu, op.cit.* p. 157-163.

4 *Le désenchantement du monde, op.cit.* p. 227.

5 *Ibid.* p. 226.

6 Cf. G. Glotz, 1968, « La cité au déclin » in *La cité grecque*, Albin Michel.

armes et de l'auto-gouvernement qui les démarquait radicalement des sociétés environnantes marqua l'instauration de la logique impériale qu'incarna Alexandre le Grand, disciple d'Aristote, et son fantasme d'« Empire universel » en réalité immédiatement et durablement fragmenté. De -300 à la conquête romaine (-64), il hybrida l'hellénisme aux cultures des peuples du Moyen-Orient, Perses, Égyptiens, Babyloniens, Syriens... et juifs. Cette mêlée des peuples, véritable mondialisation si proche de la nôtre en certains aspects, fut un bouillon de culture extraordinaire où l'humanisme grec décloisonna les identités particulières en s'altérant lui-même en profondeur. Ainsi la philosophie quitta les sommets qu'elle avait atteints en se tournant presque exclusivement vers les aspects de plus en plus religieux de la morale individuelle, du salut de l'âme et de son immortalité : au milieu du brassage d'une multitude de divinités et de l'apparition de nouveaux cultes, ce fut le règne du scepticisme, du cynisme, de l'épicurisme et surtout du stoïcisme, puis du syncrétisme philosophique à très forte dimension religieuse, diffusant une « religion philosophique »¹ dont les différentes tendances prêchèrent dans les rues et ne pouvaient qu'interpeller très fortement les croyances traditionnelles.

Bouleversement du judaïsme

Le monde hébraïque, malgré son exceptionnel effort de clôture, ne put résister à ce bain multiculturel où, en deux siècles, Ératosthène et Archimède succédaient à Euclide (précédant Ptolémée) et où s'inventaient la catapulte et les calculs de balistique, la machine d'Anticythère et les marionnettes mécaniques. On jouait Eschyle et Aristophane ; l'astronomie, la botanique et l'anatomie humaine devinrent des sciences exactes tandis que brillaient le phare d'Alexandrie, sa bibliothèque et son musée... Le judaïsme hellénistique regroupait ces assimilés, souvent de la diaspora alexandrine, qui fréquentaient nus le gymnase, s'ouvraient à la spéculation rationnelle, délaissaient la circoncision, parlaient grec et ne lisaient plus la Bible que traduite (la *Septante*). Celle-ci intégra tardivement des textes sous forte influence hellénistique, comme « *L'Écclésiaste* » ; marqués comme « *Le livre de la Sagesse* » par la *philosophia tragique*² ; le « *Ile Livre des Maccabées* » où surgit la notion si grecque d'une création *ex nihilo*³ ; ou le célèbre « *Cantique des Cantiques* » si surprenant par l'importance qu'y prend l'amour (*agapè*) et la place de la femme, novation du monde hellénistique⁴. Ce sont également des penseurs comme Aristobule de Panéas, le pseudo-Aristée ou plus tard Philon d'Alexandrie (-20 av. J.-C. à 45 ap. J.-C.) reprenant Posidonios (v. 134 – 51 av. J.-C.) pour incorporer le platonisme et le stoïcisme à la pensée juive. Des sectes naissaient, comme les Esséniens, qui formèrent des communautés égalitaires ascétiques ouvertes aux non-juifs alors même que des fraternités hellénistiques comme les *éranoi* ou les

1 L. Gernet & A. Boulanger, 1932 ; *Le génie grec dans la religion*, Albin Michel 1970.

2 Cf. *Naissance de dieu*, op. cit. p. 327 n. 1

3 *Id.* p. 263 n. 1

4 Rôle politique croissant des reines, des femmes du palais dans la vie intellectuelle, hommages rendus dans la poésie, sortie des gynécées et entrée dans les écoles d'instruction, etc. Cf. A. Aymard, 1963, *L'Orient et la Grèce antique*, Puf, p. 504-505. Cette « révolution des mœurs », paradoxalement d'origine grecque, semble avoir couru d'Hipparchia la cynique (IVe s. av. J.-C.) à la scientifique néoplatonicienne Hypatie (355/370 – 415), assassinée par les chrétiens.

thiases « réunissaient le plus souvent des hommes et des femmes, des libres et des esclaves : elles n'admettaient donc plus de distinctions sociales, parce que leurs membres récusait toutes les oppositions qui désunissent et se sentaient frères, unis qu'ils étaient dans le culte d'un même dieu qu'ils avaient choisi »¹.

Naissance d'un christianisme originel acosmique

Tout cela constituait une soupe primitive d'où émergeait de manière diffuse un nouvel esprit religieux qui visait à *séparer radicalement le spirituel du temporel*. Il semble emprunter ses mythes et sa liturgie à nombre de peuples de l'Empire, égyptien en premier lieu, et se nourrit des multiples apports grecs, du Verbe (*Logos*) à l'immortalité de l'âme platonicienne, de la divinisation des monarques et héros (*soter* : « sauveur ») à la piété affectueuse et très stoïcienne d'un Cléanthe². Cette nouvelle religion en formation issue du croisement bien moins étrange qu'il n'y paraît³ entre révélation juive et sagesse grecque tardive était bien entendu le proto-christianisme, qui naît, grandit et se fonde véritablement dans et à travers l'univers hellénistique : les premiers adeptes, les Nazôréens, sont les *hellénistes* comme Paul ou Étienne, qui formeront le premier et le second cercle et iront massivement convertir les Grecs de la diaspora ; tous leurs écrits se font en langue grecque (église/*ekklesia*, apôtre/*apostolos*, christ/*christós*, hérésie/*haireisis*, etc.) et reprennent les thèmes et termes grecs. Et ce sont les Grecs christianisés, les *Apologistes* qui, plus tard, défendront leur foi face aux attaques juives et païennes... Ce christianisme originel, primitif, brise l'alliance judaïque entre un peuple, son Dieu, sa Loi et son lieu : il libère les siens comme Moïse, en les « *sortant du monde* », son Royaume « *n'est pas de ce monde* », il se veut *spirituel* et non *politique*. Ce nouveau millénarisme est fondamentalement *acosmique* : il réunit donc ceux pour qui Jésus ne devait pas libérer la Palestine du joug gréco-romain, mais bien annoncer un autre monde par sa résurrection. Le messianisme militant du judaïsme, l'impérialisme mystique d'Israël dont il reste porteur sera escamoté par cet apport grec massif auquel on doit ce que le christianisme des origines peut éventuellement contenir de si peu asservissant voire d'égalitariste ou d'universel. Il est en effet malcommode pour le croyant contemporain et lecteur attentif des *Évangiles* de faire autre chose qu'enfiler sa toge et partir sur les sentiers pour annoncer la Bonne Nouvelle de la Résurrection. Paradoxe de l'histoire : c'est à ce « même » christianisme qui a contribué à pacifier l'Empire romain en l'infiltrant que l'on doit, une fois au pouvoir, une des plus importantes épurations idéologiques puis l'instauration de la première véritable *théocratie monothéiste* dans l'Empire byzantin. Preuve que les textes, même sacrés, sont de peu de poids face aux déterminismes millénaristes dont sont ontologiquement porteurs les monothéismes – tout au plus obligent-ils à l'exégèse face aux inévitables et massives contradictions et, dans le cas

1 P. Lévêque, Art. « Religion » in *Dictionnaire de la Grèce Antique* (Collectif, Albin Michel, 2000), p. 1147. Il ajoute : « il suffit de changer le nom du dieu dans la fameuse phrase de l'Épître aux Galates pour avoir la définition de toutes ces communautés : " Il n'y a plus désormais ni Juif ni Grec. Il n'y a plus d'esclaves ni d'hommes libres. Il n'y a plus d'hommes ni de femmes. Vous êtes tous unis dans le Christ Jésus. " »

2 *Le génie grec dans la religion*, op. cit. p. 411.

3 Cf. *Le désenchantement du monde*, op. cit. p. 294 sqq.

catholique, à un exercice consacré d'une duplicité exceptionnelle dans l'Histoire. Sa véritable castration viendra plus tard lors de la Réforme puis, définitivement, lors des mouvements antireligieux dont l'Europe a été le théâtre pendant quatre siècles, deux moments de réappropriation de l'héritage antique ramenant conséquemment le culte de Jésus à sa lettre inaugurale et sa pratique dans la sphère intime. Le versant millénariste et apocalyptique du christianisme connut quelques résurgences (des anabaptistes aux témoins de Jéhovah) mais restèrent incapables d'instituer des entités politiques (du moins jusqu'à leur métamorphose marxiste-léniniste).

Réactions millénaristes : naissance de la théocratie

Pour comprendre la filiation du messianisme juif, il faut revenir à la période hellénistique. Parallèlement à la naissance du christianisme par l'assimilation, la crise existentielle provoquée par la pénétration de la culture grecque tardive dans le monde hébraïque a également engendré son envers exact : un refus obstiné et la crispation sur le dogme. C'est ainsi la célèbre révolte des Maccabées (175 – 140 av. J.-C.), lutte de libération contre l'occupation alexandrine, selon le schéma hébraïque de résistance à l'assujettissement, dont la victoire est encore célébrée dans la fête de *Hanoucca* – mais surtout sursaut traditionaliste *contre l'acculturation* provoqué par le judaïsme hellénistique. Ce divorce inaugural est à l'origine de la formation de sectes prosélytes qui se succéderont (Galiléens, Sicaires, Zélotes) pour la restauration du royaume d'Israël, c'est-à-dire pour la continuation du projet théocratique par l'attente d'un Messie *politiquement* libérateur du Temple et du Territoire de Jérusalem – et, *par-dessus tout*, la constitution et le maintien hermétique de l'intégrité du dogme. Le terrorisme et les heurts avec les autorités ne cesseront pas, menant à la première guerre judéo-romaine (66-73) et la destruction du Temple de Jérusalem (70), aux émeutes de Kitos (115-117) puis à la révolte de Bar Kochba (132-135), dont la répression romaine fut dévastatrice et provoqua finalement la fameuse *diasporá*. Tout comme les revendications territoriales signifiaient la préservation de la pureté judaïque, l'expulsion hors de Palestine impliqua un abandon de la religion du Temple et des Prêtres : la réforme rabbinique, le judaïsme majoritaire aujourd'hui, à travers les réinterprétations que compilent la *Mishna* et le *Talmud*, signe la résignation du peuple juif réuni autour des synagogues et des rabbins à ne pas rétablir une théocratie. Ici encore, le messianisme politique disparaît, mis à part quelques résurgences largement marginales et totalement étrangères à toute logique impériale¹.

Les héritiers du millénarisme : le proto-islam

La relève semble avoir été prise par une secte post-chrétienne, à laquelle un nombre croissant de travaux d'historiens contemporains attribuent une place cruciale dans l'émergence de l'islam² : les Judéo-Nazaréens. Réfugiés en Syrie après la destruction du Temple

1 La « re-territorialisation » qu'a été la création de l'État d'Israël y reste étrangère. Cf. *infra*.

2 Voir les travaux de Patricia Crone, Manfred Kropp, Guillaume Dye, Robert M. Kerr et surtout la synthèse d'Edouard-Marie Gallez, *Le Messie et son prophète* (2 tomes, Édition de Paris 2005-2010). L'ensemble de ces travaux ont été ramassés et présentés dans *Le grand secret de l'islam*, Olaf, 2015, disponible sur internet. On se reportera aussi à la série documentaire de G. Mordillat et J. Prieur, *Jésus et l'islam*, décembre 2015. On lira également à l'encontre de ces thèses le tir de barrage formulé comme un contre-argumentaire très peu convaincant qu'est *L'invention de l'islam*

et reconnaissant Jésus comme prophète *politique* humilié et injustement mis à mort par les « juifs infidèles », ils auraient continué à nourrir le projet d'une reconquête de Jérusalem et l'établissement du Royaume de Dieu sur Terre. Ils auraient ainsi participé à l'établissement de l'éphémère Empire palmyrien (270-272) de la Reine Zénobie, mais c'est surtout au VI^e siècle auprès des tribus arabes fraîchement christianisées, notamment les *Qoréchites*, que l'endoctrinement religieux aurait été couronné de succès via l'invention d'une ascendance commune (les « *ismaéliens* »). Ils auraient traduit leurs textes de prédictions du syrio-araméen à l'arabe, les lectionnaires (*qor'ono/qur'ân*, qui donnera Coran), découpés en *sûrat* (sourate) où sont omniprésentes les figures de Jésus et de Marie, tandis que l'anti-judaïsme y est systématisé et le projet millénariste d'instauration d'un empire terrestre martelé : ce serait la naissance d'un proto-islam, dont les premières mosquées sont calquées sur les églises de la région et orientées vers Jérusalem (et non *La Mecque*). La réussite progressive de l'entreprise, prospérant, là encore, sur le terreau fertile qu'était le *chaos* régional créé par les incessants et colossaux affrontements entre les empires byzantin et perse, aboutira finalement à la prise de Jérusalem vers 637. C'est le début des conquêtes fulgurantes qui profitèrent de l'anarchie militaire provoquée par un effondrement géopolitique régional pour annexer toute la zone moyen-orientale, zone assurant une rente géographique durable comme intermédiaire entre l'Orient et l'Occident (au moins jusqu'à la découverte de l'Amérique). L'éviction rapide des Judéo-Nazaréens au profit des seuls Arabes se serait faite au fil d'une falsification historique et de la *fabrication progressive* d'un « nouveau » monothéisme capable de concurrencer, de manière mimétique avec Byzance ; l'islam. L'invention tardive (vers 680) de la figure de Mahomet, destinée en réaction à devenir obsessionnelle, permettant de rassembler et de recruter sous le patronage d'un chef de guerre et venant légitimer, charpenter, organiser le futur empire Ommeyyade en forgeant la légende musulmane telle que nous la connaissons¹.

L'Islam est donc l'unique civilisation héritière du messianisme monothéiste, le Coran le récipiendaire historique de la volonté théocratique, la légende musulmane l'incarnation par excellence de la religion impériale, ses courants radicaux obsessionnellement apocalyptiques² ; sa spécificité religieuse semble résider dans son millénarisme *immédiatement* théocratique, jamais réformé. Le judaïsme n'ayant aucun ancrage politique depuis deux millénaires – l'Israël contemporain est une *nation* laïque comme il n'en existe pas beaucoup d'autres³ – seul le christianisme pourrait rivaliser ; mais les multiples métamorphoses qu'il a subies, la sortie continue de la religion qui continue de

de M. Orcel, Perrin 2012.

- 1 Cette hypothèse historique sur les origines de l'invention du culte musulman peu paraître osée : elle semble en fait être rigoureusement la seule à pouvoir expliquer aussi bien les données archéologiques, linguistiques et textuelles disponibles que l'inexplicable et troublante familiarité qui émane des pratiques musulmanes comme d'une lecture attentive (mais ô combien laborieuse, et pour cause) du Coran pour un sujet de culture vaguement judéo-chrétienne – dont le musulman s'enorgueillit invraisemblablement pour fonder la transcendance de la *Révélation*.
- 2 Cf. J.-P. Filiu, *L'Apocalypse dans l'Islam*, 2008, Fayard.
- 3 G. Fargette, « En Palestine plus qu'ailleurs s'appesantit le crépuscule du XXI^e siècle », in bulletin *Le Crépuscule du XXI^e siècle* n°13, mars 2005

s'opérer via l'Occident, notamment par le recoupement des fondations hellénistiques du Nouveau Testament et de la redécouverte du rationalisme de la Grèce antique, semblent interdire toute résurgence impériale, du moins sous une forme monothéiste ou même religieuse, à moyen terme – et en Occident.

Reprise d'une conflagration millénaire ?

L'islam contemporain renoue depuis plus d'un demi-siècle avec son millénarisme congénital, ses écritures sacrées renfermant intactes les tendances apocalyptiques et impériales et les réveillant chez les croyants endormis par des siècles de foi du charbonnier¹. Les conditions historiques sont aujourd'hui étonnamment proches de celles dans lesquelles les courants messianiques juifs s'étaient développés il y a plus de deux mille ans : qu'il s'agisse du judaïsme antique face à la culture hellénique déclinante ou de l'islamisme d'aujourd'hui face au monde occidental, c'est un dogme révélé qui est profondément et patiemment rongé, non par une vérité supérieure ou un nouveau prophète, mais plutôt par une civilisation pour laquelle *il ne peut pas davantage y avoir de dogme révélé que de prophète*. A. J. Toynbee notait que l'islam, ayant tiré « *son inspiration en majeure partie du judaïsme* », avait finalement restauré l'intégrité du territoire de l'Empire perse en débarrassant durablement le Moyen-Orient de l'irruption étrangère qu'avait été la culture alexandrine², porteuse de ce germe grec si corrosif pour toutes les cultures traditionnellement despotiques, impériales et profondément *hétéronomes*.

On ne peut s'interdire de voir aujourd'hui ce combat millénaire reprendre, l'Occident et son héritage gréco-romain s'affrontant à un islam gros de toute la généalogie messianique, théocratique, impériale dont il est le dépositaire et pour qui la simple existence de sociétés et d'individus visant l'autodétermination, l'interrogation illimitée et la créativité historique est absolument insupportable, requérant l'*extermination de quelques-uns* ou l'*apocalypse pour tous*. Il serait imprudent de pousser plus loin l'exercice comparatif, sinon en constatant que si la romanité a finalement vaincu les courants juifs apocalyptiques, ce fut long, au prix d'une dévastation sans précédent de la région, de déportations et de massacres de masse *typiquement impériaux*. Emprunter ce même chemin signerait la fin de l'Occident tel qu'on le connaît encore aujourd'hui, aussi sûrement que les capitulations incessantes auxquelles le condamne son déclin actuel.

Ce qui est certain : l'islamisme, ce néo-islam, à la fois comme extrême-droite musulmane, comme nouveau totalitarisme, comme entreprise impériale à visée théocratique et comme millénarisme apocalyptique, prospérera là où les conditions lui sont favorables – la dévastation. Sa croissance, son extension, son développement, ses transformations dépendront en premier lieu de sa faculté à profiter des crises géopolitiques actuelles et des chaos engendrés par les crises alimentaires, sanitaires, climatiques, écologiques et, bien entendu, économiques, politiques et culturelles.

1 Ce n'est que moyennant cette dynamique de la *restauration impériale* et l'exigence de recrutement à la périphérie que l'on peut comprendre le retour au littéralisme coranique, à la « possession par le texte » que D. Sibony analyse brillamment dans *Islam, phobie, culpabilité* (Odile Jacob, 2014).
Compte-rendu disponible sur notre site.

2 A. J. Toynbee, 1951 ; *L'Histoire, un essai d'interprétation*, Gallimard, p. 25

De nouvelles lignes de front

Le combat qui est le nôtre aujourd'hui doit être capable d'un tel recul historique pour saisir ses propres enjeux – et comprendre les lignes de partage externes et internes.

Externes : si l'islam incarne si parfaitement le millénarisme théocratique, la résurgence de cet impérialisme archaïque¹ semble annoncer, on l'a vu, le retour d'une logique d'empire non-religieuse à l'échelle mondiale, et ne saurait la masquer. Tout au contraire : l'irruption violente d'un impérialisme théocratique ne peut que décomplexer de toutes les manières les diverses tendances civilisationnelles à la domination, et les rendre comparativement acceptables (voir la Syrie aujourd'hui). Relire Samuel P. Huntington vingt ans après (ou le lire !) oblige à convenir que nous assistons bien à la formation d'ensembles continentaux qui semblent reprendre chacun avec leurs particularités les grands traits impériaux pointés par *Ibn Khaldûn*. Les visées expansionnistes russes maintenant évidentes ou le durcissement des tensions dans la région Asie-Pacifique autour de la Chine sont de même nature que la pacification croissante des populations européennes, que l'on désarme même de leurs propres capacités de penser, tandis que l'oligarchie pillarde planifie au jour le jour la fragmentation communautaire.

C'est ensuite à l'intérieur de l'Occident que se place la seconde ligne de front : l'oligarchie qui y règne, débarrassée du contrepoids que les luttes sociales et politiques exerçaient depuis des siècles, semble reprendre ses réflexes impériaux, ponctionnant sans limites les secteurs productifs, effaçant toute attache culturelle commune, accompagnant par l'immigration massive des mouvements de populations inédits. Cette mutation s'effectue depuis trente ans sous l'emprise idéologique de la « Gauche » contemporaine², c'est-à-dire du seul versant totalitaire occidental survivant à la deuxième guerre mondiale. Elle reprend aujourd'hui les mécanismes éprouvés du marxisme-léninisme, dont le principal : le cynisme absolu dans la manipulation des masses. C'est évidemment dans les franges islamo-gauchistes militantes et/ou médiatiques que l'on rencontre les discours les plus illuminés sur la prochaine réalisation terrestre du Paradis multiculturel, reprenant tous les tropes du millénarisme religieux – la culpabilisation très chrétienne au nom des *bons sentiments* en sus.

Cela ne doit pas surprendre : le marxisme comme dogme, dégénéré en gauchisme protéiforme, et dont l'avant-garde est aujourd'hui incarnée par l'islamo-gauchisme, est bien l'ultime reprise au sein de l'Occident de l'entreprise messianique. Il croit confusément trouver dans le néo-islam contemporain un substitut à l'échec pour lui incompréhensible de sa propre prophétie marxiste-léniniste et le moyen d'en finir enfin avec des populations que les mouvements d'émancipation occidentaux pluriséculaires ont rendues trop rétives à la domination. Ce sont ces dernières, où qu'elles se trouvent et d'où qu'elles viennent, ce sont leur comportement, leur discernement, leur capacité d'agir qui vont déterminer le cours des événements à venir.

Lieux Communs – Avril – août 2016

1 G. Fargette, « Renaissance d'un impérialisme archaïque », in bulletin *Le Crépuscule du XXe siècle* n° 13, mars 2005.

2 C. Castoriadis, « Illusion et vérité politiques », in *Quelle démocratie ?*, tome 2, éd. du Sandre, p. 25-39, passage repris sur notre site sous le titre « L'autogestion de la mystification ».

Nous sommes plongés dans une longue confrontation avec l'islamisme, qui met fin à plusieurs décennies de paix civile en Europe. Comme pour les crises écologique, énergétique ou économique qui iront en s'aggravant, les oligarchies ont échoué, ou ont favorisé cette *extrême droite religieuse* qui domine maintenant tout le monde musulman. Elle s'étend aujourd'hui partout, s'immisçant peu à peu dans le quotidien, la rue, les médias, au travail. Ce combat va être de plus en plus celui des populations laissées à elles-mêmes, aux prises avec un *totalitarisme populaire* qui ne pourra être mis en échec, si jamais il l'est, que par la mise en mouvement des peuples animés par les idéaux de liberté et d'égalité.

Partisans de la démocratie directe, nous ne pouvons qu'être en première ligne de cette lutte apocalyptique où il convient, avant tout, de *voir clair*. C'est l'objectif de cette brochure en deux parties.

Une première partie dresse une sorte d'état des lieux qui veut rompre avec les discours rassurants servis par les milieux médiatico-politiques et leurs zéloteurs gauchisants. Oui, l'islam est à l'offensive, il s'étend et s'impose. Sa forme martiale et spectaculaire ne sert qu'à masquer son avancée silencieuse, diffuse et quotidienne, que l'on rechigne à regarder en face, tant elle annonce un assombrissement et une brutalisation sans retour de tous les aspects de la vie collective.

Cette seconde partie est une tentative de cerner la nature de ce que nous avons à combattre. L'islamisme est une idéologie religieuse pluriséculaire, un impérialisme *colonisateur* qui s'inspire des grands courants totalitaires du XXe siècle. C'est à ce titre qu'il fascine et pétrifie, pousse au déni ou suscite la sympathie et la collaboration de tous les compagnons de route de *la mise à mort du versant émancipateur de l'Occident*. Alors que c'est cet héritage, pour nous précieux, qu'il s'agirait de reprendre.

Lieux Communs est un collectif politique indépendant qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr